

UNIVERSITÉ DE NANCY. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

(Loi du 6 Avril 1910)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Samedi 23 Mars 1912, à quatre heures

PAR

Pierre-Jean MEURILLON

Président : M. BINET, Professeur-Doyen.

Suffragants { MM. NAST, Agrégé.
 { OUDINOT, Chargé de Cours.

LILLE

RENÉ GIARD

2, rue Royale, 2.

1912

DE L'ADMINISTRATION
LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE NANCY. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

(Loi du 6 Avril 1910)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Samedi 23 Mars 1912, à quatre heures

PAR

Pierre-Jean MEURILLON

Président : M. BINET, Professeur-Doyen.

Suffragants { MM NAST, Agrégé.
 { OUDINOT, Chargé de Cours.

LILLE

RENÉ GIARD

2, rue Royale, 2.

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BINET, I. .

Doyens honoraires et Professeurs honoraires : MM. LEDERLIN, , I.  ;
BLONDEL, , I. .

Professeur honoraire : M. MAY, I. .

MM. BINET, I. , Professeur de *Code civil* et chargé du *Cours d'Enregistrement*, Doyen.

GARNIER, I. , Professeur d'*Economie politique* et chargé du *Cours de Législation financière*.

BEAUCHET, I. , Professeur de *Procédure civile*, chargé du *Cours de Procédure civile* (Voies d'exécution), et chargé du *Cours de Législation et Economie coloniales*.

BOURCART, , I. , Professeur de *Droit commercial* et chargé d'un *Cours de Droit commercial* (Licence).

GAVET, I. , Professeur d'*Histoire du Droit*, chargé du *Cours d'Histoire du Droit public* et du *Cours d'Histoire du Droit et des Institutions juridiques de l'Est*.

CHRÉTIEN, I. , Professeur de *Droit international public et privé*, et chargé du *Cours de Droit international public* (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I. , Professeur de *Droit public et constitutionnel* et chargé des *Cours de Droit public* (Licence) et de *Droit public et Droit constitutionnel comparé* (Doctorat).

GÉNY, I. , Professeur de *Code civil* et chargé du *Cours de Droit civil approfondi* (Doctorat).

MICHON, I. , Professeur de *Droit romain* et chargé du *Cours d'Histoire du Droit privé*.

BROCARD, A. , Professeur-adjoint et chargé d'un *Cours d'Economie politique* (Licence), d'un *Cours d'Economie politique* (Doctorat) et du *Cours d'Histoire des Doctrines économiques*.

ROLLAND, Professeur de *Droit administratif* et chargé d'un *Cours de Droit administratif* (Doctorat).

SENN, Professeur de *Droit romain*, chargé d'un *Cours de Législation industrielle* (Licence) et du *Cours de Pandectes*.

NAST, Agrégé, chargé du *Cours de Droit criminel*, d'un *Cours de Droit naturel* et d'un *Cours d'Eléments de Droit civil* (Capacité).

OUDINOT, Docteur en droit, chargé d'un *Cours de Droit civil*.

SIMONNET, A. , Docteur en Droit, chargé d'un *Cours d'Eléments de Droit civil* (Capacité).

RENARD, A. , Docteur en Droit, chargé d'un *Cours d'Eléments de Droit public et administratif* (Capacité).

MELIN, A. , Docteur en Droit, chargé du *Cours de Science sociale*.

ROVEL, I. , Docteur en Droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver
les opinions particulières du candidat.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire de Législation française (publié par la Société de Législation comparée). — Notice de M. Henri SERRE, sur la loi du 2 Juillet 1907.

AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*, 5^e éd., t. I.

BAUDRY-LACANTINERIE et CHENEAUX. — *Des Personnes*, t. IV.

BEUDANT. — *Cours de Droit civil français*, t. II.

Bulletin de la Société d'Études législatives, 1906.

CHARDON. — *Puissance tutélaire*.

DALLOZ. — *Jurisprudence générale, verbis* Puissance paternelle et Tutelle.

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. — *Cours analytique de Code civil*, t. II.

DEMOLOMBE. — *Cours de Code civil*, t. VI.

DUPIRE. — *De la Protection des biens des enfants mineurs durant le mariage* (Thèse, Paris 1903).

DURANTON. — *Cours de Droit français*, t. III.

Encyclopédie du Notariat (Ch. LANSSEL), *verbis* Administration légale, Domicile, Tutelle.

FENET. — *Recueil des Travaux préparatoires du Code civil*, t. X.

FUZIER-HERMANN. — *Répertoire, verbo* Administration légale.

GIRAULT (Art.). — *Principes de Colonisation et de Législation coloniale*, t. I et II.

HUG (Th.). — *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. III.

Journal des Notaires.

Journal du Palais.

Journal Officiel, Chambre des Députés, années 1881, 1887, 1891, 1908, 1909, 1910. — Sénat, années 1878, 1880, 1907, 1908, 1909.

LAURENT. — *Principes de Droit civil français*, t. IV et V.

LOUÉ. — *Législation civile*, t. VII.

MARCADÉ. — *Explication théorique et pratique du Code civil*, t. II.

MERLIN. — *Répertoire, verbis Puissance paternelle et Transaction.*

MOREAU (H.-C.). — *De l'Administration légale du père.*

PLANIOL. — *Traité élémentaire de Droit civil*, t. I.

- POTHIER. — *Traité de la Garde noble*, n° 103, Edition BUGUET, VI, p. 530.
- Répertoire général du Notariat et de l'Enregistrement* (par DEFRENOIS).
- Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1907.
- Revue du Notariat et de l'Enregistrement*.
- Revue trimestrielle de Droit civil*, 1910. Article de M. CAPITANT.
- ROSSEL et MENTHA. — *Manuel de Droit civil suisse*, 1^{er} vol.
- SIREY. — *Jurisprudence générale*.
- TOULLIER. — *Le Droit civil français*, t. II.
- VALETTE SUR PROUDHON. — *Traité sur l'état des personnes et sur le titre préliminaire du Code civil*, t. II.
- ZACHARÆ. — Édit. MASSÉ et VERGÉ : *Le Droit civil français*, t. I.
-

INTRODUCTION

Parmi les causes d'incapacité naturelle qu'admettent nos législations modernes, la minorité occupe assurément le premier rang par son importance et par le nombre des personnes qu'elle atteint : le mineur est celui qui, faute d'avoir un certain âge, est considéré comme incapable de gouverner sa personne et d'administrer ses biens. Cette incapacité trouve son principe et sa règle dans le développement plus ou moins rapide ou lent des facultés physiques et morales de l'enfant. L'enfant en bas âge est évidemment incapable d'accomplir aucun acte juridique ; il lui manque les éléments nécessaires pour l'accomplissement de tels actes : la volonté et l'intelligence. Mais peu à peu, l'enfant grandit ; en même temps que son corps, son esprit se forme et se développe ; un jour viendra où il comprendra la portée de ses actes, et où il lui sera possible de les vouloir efficacement. Ce jour-là, son incapacité aura disparu. — On le conçoit, ce jour

n'est pas le même pour tous ; il varie, au contraire, avec chaque individu, mais les nécessités sociales exigent que ce moment, où cesse la minorité, soit fixé pour tous d'une manière invariable. C'est le rôle de la Loi.

Cet âge minimum, considéré comme nécessaire pour que l'individu possède les connaissances et l'expérience suffisantes pour agir de lui-même, et se garder lui et son patrimoine des dangers innombrables auxquels la vie va chaque jour l'exposer, variera, on le comprend, avec les temps, les climats, les milieux. C'est ainsi que la majorité, fixée dans le droit romain de la période impériale et dans presque toute l'ancienne France à vingt-cinq ans, fut ramenée par la Loi du 20 septembre 1792 à vingt et un ans. Conservé par les rédacteurs de notre Code Civil, ce chiffre a également été adopté, par un certain nombre de législations étrangères, notamment l'Italie et l'Allemagne.

Nous ne dirons rien de l'incapacité du mineur pour ce qui touche au gouvernement de sa personne. Ses rapports avec les biens nous intéressent seuls ; c'est uniquement de ceux-ci que nous allons nous occuper.

Le mineur, nous l'avons vu, est incapable d'agir par lui-même. Comme il peut avoir un patrimoine, la Loi a dû se préoccuper de lui assurer une protection, qui lui garantisse la conservation, et, s'il se peut, l'augmentation de ce patrimoine. Dans ce but, elle lui donne un représentant, chargé de faire en son nom des actes, qu'il sera censé avoir accomplis lui-même, et qui produiront leurs conséquences sur sa tête.

Cette protection, la Loi française l'a organisée pour l'enfant légitime, sous une double forme, selon la situation dans laquelle il se trouve : la tutelle et l'administration légale. Celle-là ne s'ouvrant en règle générale qu'au décès de l'un des parents, c'est jusqu'à ce moment sous le régime de l'administration légale que se trouve placé l'enfant.

Entre ces deux régimes, il existe bien des différences. Pour en donner dès à présent une idée large, nous dirons que l'administration légale comporte des pouvoirs plus étendus et une plus grande souplesse de formes que la tutelle. Cette différence au profit de l'administrateur légal se justifie aisément. Dans le rapport de la proposition Adigard qu'il fit au Sénat, M. Legrand en a donné le motif : on le trouve dans les droits naturels des père et mère, dans la présomption que leur affection commune, de leur vivant à tous deux, assurera à l'enfant dans ses biens une protection efficace.

Les parents ne sont-ils pas en effet les protecteurs nés de leurs enfants? Ne peut-on pas légitimement escompter que leur affection plus vive les rendra plus clairvoyants, ou, en tout cas, plus soucieux des intérêts de leurs enfants. Aussi tandis que, d'une part, la Loi les affranchit de certains contrôles auxquels le tuteur est soumis, de l'autre elle leur reconnaît des pouvoirs plus étendus. Les rédacteurs du Code Civil ont suivi ces principes, et la Loi nouvelle s'en est également inspirée. Nous verrons au cours de cette Étude, dans quelle mesure.

La Loi avait encore à régler une question : à qui, du père ou de la mère, appartient l'exercice et l'administration légale? La solution était pour ainsi dire commandée par l'ordre naturel, consacrée déjà par notre droit : c'est le père qui a le pouvoir prépondérant pour l'exercice de la puissance paternelle ; c'est lui aussi qui est administrateur légal ; la mère ne remplit cette fonction qu'exceptionnellement.

Nous définissons donc l'administration légale, le droit confié au père légitime, et exceptionnellement à la mère, pendant la vie des deux parents, de gérer les biens personnels de ses enfants mineurs.

Avant d'en finir avec ces notions générales, il nous reste à examiner une question : celle de l'importance pratique de l'administration légale. Il est rare, a-t-on dit souvent, qu'un mineur possède des biens du vivant de ses deux parents ; l'ouverture de la succession de son père ou de sa mère est généralement pour lui la première source de fortune. C'est là sans doute le cas le plus fréquent. Cependant la situation inverse se présentera de temps en temps. Plus d'une cause peut entraîner pour le mineur la constitution d'un avoir propre : libéralités entre vifs ou testamentaires, bénéfices retirés de l'exercice d'une industrie ou d'une profession distincte, gain d'un lot, ouverture de la succession d'un frère ou d'une sœur. (C. Civ., a. 751.) Même en l'absence de tout patrimoine, l'administration légale intéresse le mineur ; car elle comporte, en outre des actes de gestion, l'exercice des actions qui peuvent naître à son profit, et qui représentent en

quelque sorte pour lui un patrimoine en puissance. La question s'est maintes fois posée à propos d'accidents causés au mineur par des tiers, et des transactions intervenues à la suite de ces accidents¹.

1. Voyez, parmi les décisions les plus récentes : Cassation, 29 juillet 1903. Tribunal de Nantes, 16 mai 1905. Tribunal de Castres, 6 mars 1907. — *Répertoire DEFRÉNOIS*, nos 13.274, 14.401, 15.599.

Aujourd'hui l'art. 16, alinéa 2 de la Loi du 9 avril 1898, en exigeant que l'indemnité, pour incapacité permanente, soit toujours fixée par le président du tribunal, a enlevé à la question beaucoup de son intérêt. Mais elle peut encore se présenter, quand l'accident n'est pas survenu par le fait ou à l'occasion du travail, ou dans un établissement assujetti. (*Revue trimestrielle* 1910.)

DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

(Loi du 6 Avril 1910.)

CHAPITRE PREMIER

Notions historiques.

La Loi du 6 Avril 1910.

Le Code Civil ne contenait sur l'administration légale qu'un texte unique et fort court. Son article 389 était ainsi conçu : « Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. — Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la Loi lui donne l'usufruit. »

On sait que cet article qui ne figurait pas dans la rédaction primitive du Code, y fut inséré à la demande du Tribunat, pour distinguer la qualité du père jusqu'à la dissolution du mariage de celle de tuteur qu'il a après cette dissolution. Si ce texte établissait l'existence

de l'administration légale, on peut dire qu'il ne faisait rien autre chose. Comment expliquer cette insuffisance du Code ? Peut-être jugeait-on la matière peu importante ! Nous avons vu déjà ce qu'il faut penser de cette appréciation. La véritable raison est, croyons-nous, une raison de fait : nos anciens auteurs, dont les rédacteurs du Code faisaient leurs guides habituels, étaient très sobres d'explications sur notre matière ; Pothier ne dit rien de cette administration ; Domat en mentionne à peine l'existence. Dès lors, la brièveté du Code n'a plus rien qui doive nous étonner ; ses auteurs n'ont fait que suivre leurs modèles.

A vrai dire, l'article 389, dans la première rédaction proposée au Tribunat, comprenait un troisième alinéa : « Tout ce qui concerne la propriété des biens sera réglé par des dispositions de la section VIII. » Cette disposition qui aurait tout au moins déterminé le fonctionnement de l'administration légale, disparut dans la rédaction définitive, sans que rien du reste nous en indique le motif. Du fait de cette disparition, l'article 389 ne nous disait plus que ceci : le père est administrateur légal, et il est comptable. Pour le reste, tout était incertain et livré à la controverse. « Quels seront la nature, la portée, les attributs, les effets de l'administration légale ? Quels pouvoirs confère-t-elle à celui qui en est investi ? Quelles charges lui impose-t-elle ? Ces pouvoirs sont-ils sans contrôle ? Et le droit lui-même sera-t-il inviolable ? Ne pourra-t-il dans aucune hypothèse s'éteindre ou être enlevé ? Quel compte enfin sera rendu de cette administration ? Sur

tous ces points, la Loi est absolument muette¹.»

Au surplus, point n'était besoin, pour démontrer l'insuffisance du Code et la nécessité d'une réglementation, de dissenter longuement. La jurisprudence, ce « bulletin de santé des institutions du droit », selon l'expression de M. Capitant, suffisait à en convaincre : tous les jours, les tribunaux avaient à décider sur des affaires relatives à l'administration légale, et leurs solutions étaient loin de s'accorder. Aussi dans ces trente dernières années, ne comptons-nous pas moins de cinq projets sur la matière.

Avant de passer à l'Étude de ces projets, il peut être intéressant de jeter un coup d'œil sur la façon dont quelques législations étrangères, les plus récentes surtout, ont réglementé l'administration légale. Nous allons en donner un très rapide aperçu.

En Italie, la puissance paternelle a reçu une organisation analogue à la nôtre. En principe, elle appartient aux deux parents ; mais le père l'exerce seul, et seul administre les biens de ses enfants. Ses pouvoirs sont ceux d'un administrateur ; il ne peut ni aliéner les biens, ni les engager, ni les hypothéquer, ni contracter d'emprunts ou d'autres obligations qui dépasseraient les limites d'une simple administration. Si ces actes devenaient nécessaires, le père pourrait les faire,

1. Exposé des motifs du projet Cazot, par le Conseil d'État. *Journal officiel*. Chambre des Députés. — Documents parlementaires, décembre 1881, annexe n° 135, pp. 1834, 1835.

mais il lui faudrait l'autorisation du tribunal. En cas d'opposition d'intérêts entre le père administrateur et ses enfants, un tuteur spécial est nommé à ceux-ci par les tribunaux. Ce qui distingue le plus nettement le régime italien du nôtre, c'est que la mort de l'un des conjoints n'y ouvre pas la tutelle : le survivant exerce la puissance paternelle, mais le père a le droit d'imposer à la mère survivante des conditions spéciales.

D'après le Code Civil espagnol, c'est aussi le père qui, en même temps que la jouissance légale, a l'administration des biens de ses enfants. Il est, en règle générale, soumis à toutes les obligations qui incombent aux usufructiers et aux administrateurs de la chose d'autrui; notamment, il doit faire inventaire des biens, sous la surveillance du ministère public. Il ne peut faire les actes de disposition qu'avec l'autorisation du juge. En cas d'opposition d'intérêts, un défenseur spécial reçoit mission de représenter l'enfant.

Tout autre est, on le sait, la conception de la puissance paternelle qui a prévalu dans le Code Civil allemand, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900. Il n'y a plus ici à proprement parler de puissance paternelle; il s'agit plutôt, pour employer l'expression consacrée, de puissance parentale; puissance qui, même durant le mariage, appartient au père et à la mère conjointement. Comme il faut cependant, en cas de dissentiment, qu'il y ait un moyen de solution, un pouvoir prépondérant est reconnu à l'avis du

père. Sous le contrôle du tribunal des tutelles, le père gère les biens de l'enfant, sauf ceux qui lui auraient été donnés sous une condition contraire. Au moment où commence cette gestion, il lui faut faire inventaire, et le soumettre au tribunal des tutelles ; il ne peut faire de donations au nom de l'enfant, et doit placer à intérêts les fonds disponibles. Il ne peut, sans l'autorisation du tribunal des tutelles, faire les actes pour lesquels le tuteur a besoin de cette autorisation ; il en serait de même pour la répudiation d'une succession ou d'un legs. S'il tombe en faillite, le père cesse, à partir du jugement déclaratif, d'être administrateur, mais quand la faillite a pris fin, le tribunal des tutelles peut le réintégrer.

Le Code fédéral suisse, voté en 1907, et qui n'est entré en vigueur que le 1^{er} janvier 1912, a suivi la doctrine allemande de la puissance parentale, appartenant conjointement aux père et mère, mais avec prépondérance de celui-là : à moins de disposition contraire expresse, l'administration de la fortune de l'enfant appartient aux père et mère. En principe, ils ont les plus larges pouvoirs de gestion et ne doivent fournir aucune sûreté ; mais en cas de péril pour le patrimoine du mineur, l'autorité tutélaire a le droit de les soumettre au contrôle établi pour les tuteurs ordinaires, et d'en exiger des sûretés. A la dissolution du mariage, celui des parents qui exerce la puissance parentale, est tenu de remettre incontinent aux autorités un inventaire des biens de l'enfant et de les informer de toute modification survenant dans leur con-

sistance. La tutelle ne s'ouvre qu'au décès des deux parents.

Passons maintenant en revue les diverses tentatives faites en France pour établir le statut de l'administration légale.

Le premier projet en date fut celui de M. Cazot, déposé à la Chambre des Députés, le 24 novembre 1881. Au cours de la discussion de la Loi du 27 février 1880, sur l'aliénation et la conversion des valeurs mobilières appartenant à des mineurs, la question de savoir si cette Loi s'appliquerait à l'administration légale fut plus d'une fois posée. A la séance du 18 février 1880 notamment, un sénateur, M. Gazagne, proposa de déclarer la Loi applicable au père administrateur dans certains cas où la fortune du mineur paraissait particulièrement exposée. D'accord avec le rapporteur, M. Denormandie, M. Cazot, alors garde des sceaux, combattit l'amendement ; il fit observer « qu'il s'agissait là d'une de ces questions de principe auxquelles il ne faut pas toucher incidemment, » et, au surplus, s'engager à étudier la question de l'administration légale du père, et à combler par une Loi spéciale les lacunes de notre législation ¹. Le Conseil d'État fut invité à examiner : 1° s'il n'y avait pas lieu d'étendre dans certains cas au père administrateur les règles édictées par la Loi du 27 février 1880 ; — 2° Et, d'une manière plus générale, s'il ne conviendrait pas,

1. *Journal officiel*. Sénat, 18 février 1880 p. 1870.

pour résoudre législativement des questions, controversées en jurisprudence et en doctrine, d'adopter un ensemble de dispositions législatives destinées à régler avec plus de précision l'administration légale.

Le Conseil d'État rédigea un projet, que le Gouvernement présenta à la Chambre le 26 novembre 1881 : consacrant la distinction entre les actes de disposition et l'administration, le projet n'accordait au père le droit d'agir sans condition ni contrôle que pour ceux-ci ; il étendait au père les articles 1, 3, 4, 5, 6, 10, de la Loi de 1880, et il exigeait en somme pour tout acte de disposition, de valeurs mobilières comme de biens immobiliers, l'autorisation de justice. Le Conseil de famille n'avait jamais à intervenir. A part la disposition de l'article 444 du Code Civil, les causes d'excuse, d'incapacité ou de destitution existantes pour le tuteur, restaient étrangères à l'administration légale ¹.

Ce projet ne fut pas discuté dans le courant de la législature. Repris le 26 novembre 1885 par M. Brisson, il fit, le 4 juillet 1887, l'objet d'un rapport de M. Piou, qui concluait au rejet du projet « comme n'étant pas justifié par une utilité démontrée et comme excessif sur certains points² ». La tendresse des parents est pour les enfants la meilleure sauvegarde ; ils n'en ont pas besoin d'autre. D'ailleurs,

1. *Journal officiel*. Chambre des Députés. Documents parlementaires, déc. 1881, annexe 135.

2. *Journal officiel*. Chambre des Députés. Documents parlementaires, 1887, annexe 1920.

disait le rapport, le projet est insuffisant. Où seront en effet les garanties de l'observation des prescriptions légales ? Comment, par exemple, obliger le père à faire emploi des capitaux, à convertir au nominatif les titres au porteur ? Il faudrait pour cela que le père fût tenu de faire inventaire sous le contrôle d'un tiers désigné par le tribunal. Or le projet ne contient aucune disposition de ce genre. Au projet Cazot, M. Piou adressait encore d'autres reproches, celui, entre autres, de remplacer le père incapable ou déchu par un tiers administrateur désigné par le tribunal ; ne vaudrait-il pas mieux organiser alors la tutelle ? Pas plus que le projet, le rapport ne vint en discussion.

Le projet Cazot soulevait des critiques ; à peine était-il déposé qu'un député, M. Bisseuil, proposa un contre-projet¹. Cette proposition substituait à l'article 389 une réglementation très complète de l'administration légale. Elle comprenait dix-neuf articles. L'administration légale appartient au père et, à son défaut, à la mère (A. 1). Sur sa demande et pour des motifs graves, que le texte ne précise pas d'ailleurs, le père peut être déchargé de l'administration ; il peut aussi en être privé pour cause d'inconduite notoire, d'absence prolongée, d'infidélité ou de manquement grave à ses obligations. S'il a la jouissance légale, on l'oblige à fournir caution (A. 2). Dans le cas

1. Proposition Bisseuil, déposée le 13 décembre 1881. — *Journal officiel*.
Chambre des Députés. Documents parlementaires, 1881, annexe 253.

où la mère se trouve elle-même dispensée ou indigne, il appartient au tribunal de prononcer la mise en tutelle du mineur (A. 3). L'article 5 reconnaît valable la clause par laquelle un tiers donateur veut soustraire les biens donnés à l'administration légale, et décide qu'à défaut de dispositions prises par lui, il sera nommé un tuteur ad hoc conformément aux articles 406 et suivants du Code Civil ; l'émancipation de l'enfant mettrait d'ailleurs fin aux pouvoirs de ce tuteur comme de tout autre. Les articles 6 et 7 mettent à la charge de l'administrateur un certain nombre d'obligations : celle d'administrer en bon père de famille, celle de rendre compte, celle enfin de faire inventaire du mobilier en présence d'un tiers désigné par le juge de paix. L'article 8 proclame le principe de l'omnipotence de l'administrateur, mais fait aussitôt quelques restrictions : pour aliéner les immeubles, le père devra observer les articles 954 et suivants du C. Proc. Civ. Il lui faudra l'autorisation du tribunal pour aliéner les meubles incorporels du mineur, de quelque nature et valeur qu'ils soient ; de même, pour les convertir du nominatif au porteur, pour emprunter, hypothéquer. Dans tous les cas, le tribunal peut prescrire l'emploi des deniers provenant d'une aliénation, et toutes les mesures de protection et de conservation (A. 17).

L'administrateur ne peut se rendre acquéreur des biens qui dépendent de son administration (A. 10). Dans les trois mois, il doit convertir au nominatif les titres au porteur, ou, quand cette conversion ne peut

se faire, obtenir de la justice l'autorisation de les garder ou de les aliéner (A. 11) ; il est tenu dans le même délai et sous peine d'être privé de la jouissance légale et redevable des intérêts à 5 pour cent, de faire emploi des capitaux disponibles ; le tribunal détermine la somme à partir de laquelle existe cette obligation d'emploi, dont les tiers, au surplus, ne sont nullement responsables (A. 12).

L'article 14 enjoignait de faire nommer par le tribunal un administrateur ad hoc, en cas d'opposition d'intérêts entre le mineur et son représentant.

Le texte enfin réglait la procédure. Il prescrivait en principe le jugement sur requête, en Chambre du Conseil et en présence du ministère public ; il y avait seulement lieu à citation dans le cas de poursuite en déchéance contre l'administrateur. La Loi était en outre déclarée applicable aux vieilles colonies.

La proposition Bisseuil n'eut pas de suite parlementaire. En 1891, une nouvelle proposition fut déposée par M. Lévêque, député¹. Elle tendait seulement à faire nommer à l'enfant un administrateur ad hoc, en cas d'opposition d'intérêts entre lui et son père. Elle subit le même sort que la précédente.

En 1906, un autre projet, d'origine extra-parlementaire, fut élaboré par la Société d'Études législatives². Il comprenait toute une réglementation

1. *Journal officiel*. Chambre des Députés, Documents parlementaires, 1891, annexe 1133.

2. *Bulletin social d'Études législatives*, 1906, p. 313.

minutieuse de l'administration légale. Sur bien des questions, ce projet s'inspirait des solutions de la jurisprudence; mais il rapprochait plus nettement l'administration légale de la tutelle, en évitant toutefois d'emprunter à celle-ci deux de ses organes essentiels : le Conseil de famille et le subrogé-tuteur. Trois situations étaient successivement envisagées : 1^o la situation normale, celle où le mariage existe pleinement, et où le père est administrateur; 2^o les cas de divorce et de séparation de corps, et le pouvoir reconnu aux tiers sur l'administration légale; 3^o enfin, la responsabilité de l'administrateur et les causes qui le font déchoir.

Au premier cas, le projet accordait au père des pouvoirs pareils à ceux que lui a reconnus la Loi du 6 avril 1910, et lui imposait des obligations analogues, pour l'emploi, pour la conversion des valeurs mobilières, pour les actes de disposition; mais il les précisait davantage. De plus, il faisait une place à part à deux catégories de biens : l'article 12 permettait au père de disposer librement de l'assurance vie contractée par lui, de ses deniers, au profit de l'enfant, sauf bien entendu à en rendre compte plus tard; l'article 18, relatif aux indemnités dues en cas d'accident survenu à l'enfant, déclarait nulle toute transaction intervenue entre le père et le débiteur, à moins qu'elle n'eût été homologuée par justice, et la somme payée à titre d'indemnité versée par le débiteur aux mains d'un notaire désigné par le tribunal, et chargé de faire emploi dans les con-

ditions prévues par le jugement d'homologation.

Le titre II prévoyant les cas de divorce et de séparation de corps dissocie complètement le droit de garde et l'administration légale, et réduit, dans les situations qu'il considère, les pouvoirs de l'administrateur à ceux d'un tuteur ordinaire; pour les actes qu'un tuteur ne peut faire sans l'assentiment du Conseil de famille, l'intervention du tribunal est ici nécessaire. Le titre II reconnaît aussi la validité des clauses par lesquelles un donateur ou un testateur dispose de l'administration des biens compris dans la disposition : toute liberté lui est accordée pourvu qu'il respecte la puissance paternelle.

Dans le dernier titre enfin, étaient déterminés la responsabilité de l'administrateur, le compte qu'il doit rendre, et les faits qui peuvent entraîner sa déchéance de l'administration.

Ce projet de la Société d'Études législatives devait être la dernière tentative infructueuse pour organiser l'administration légale. L'année suivante, le 11 juillet, M. Adigard déposait en effet sur le Bureau de la Chambre la proposition qui devint la Loi du 6 avril 1910¹; il demandait d'ajouter à l'article 389 du Code Civil ces deux paragraphes qui résumaient, disait-il, la jurisprudence la mieux établie sur la matière :

« L'administrateur légal peut agir seul dans tous les cas où le tuteur doit être autorisé par le Conseil

1. *Journal officiel*. Chambre des Députés. Documents parlementaires de novembre 1907, p. 1041.

de famille, mais doit avoir recours à une autorisation judiciaire, dans tous les cas où l'homologation de la délibération du Conseil de famille est exigée.

» En cas d'opposition d'intérêts entre le père administrateur légal et son fils, il doit être procédé par le tribunal à la nomination d'un administrateur *ad hoc*. »

Renvoyée à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile, cette proposition fit l'objet d'un rapport, que M. Maurice Viollette, au nom de la Commission, déposa à la Chambre le 5 décembre 1907¹. Le rapporteur s'accordait sur la nécessité de compléter le Code sur l'administration légale.

« Une telle proposition vient à son heure pour sortir notre législation d'un véritable chaos. Il est en effet peu de questions de notre droit civil qui donnent lieu à des controverses aussi tenaces et à des partis pris aussi irréductibles.... Et pourtant, il conviendrait qu'en cette matière, la législation fût particulièrement claire. Le mineur est en effet, au cours de l'administration légale, dans une situation bien plus défavorable que le mineur au cours de la tutelle. On pourra objecter qu'à la vérité le mineur est protégé par la clairvoyance de l'affection paternelle ; il est malheureusement assez fréquent que les questions d'intérêt qui divisent irrémédiablement les familles les plus unies font quelquefois oublier au père toute

1. *Journal officiel*. Chambre des Députés. Documents parlementaires, avril 1908, p. 424.

l'étendue de ses devoirs.... L'enfant n'a aucune possibilité de se défendre, et la seule protection qu'il puisse espérer est celle qu'il trouvera dans la Loi. Il faut donc que la Loi soit aussi catégorique qu'efficace ». C'est d'autant plus nécessaire que, le plus souvent, l'enfant n'aura de patrimoine, du vivant de ses père et mère, que « par suite des circonstances, qui ne laisseront pas de susciter quelques oppositions entre les intérêts du père et ceux de l'enfant ». C'est, par exemple, le grand-père qui, peu satisfait de la conduite de son fils, a légué directement aux petits-enfants la quotité disponible. Ne faut-il pas craindre alors que le père ne considère son enfant avec un peu d'envie et ne prenne avec son patrimoine « de singulières libertés » ? Sans doute, le mineur pourra, à sa majorité, demander des comptes à son père ; mais cette garantie n'a d'intérêt qu'autant que le père est solvable.

Abordant ensuite la question des pouvoirs de l'administrateur légal, le rapporteur proposait l'adoption d'un système, admis maintes fois par la jurisprudence : on permettrait au père d'accomplir seul les actes pour lesquels l'autorisation du Conseil de famille suffit au tuteur ; au contraire on exigerait de lui l'autorisation du tribunal pour les actes plus graves, ceux que le tuteur ne peut faire sans cette autorisation. Quant au Conseil de famille, il n'en peut exister ici ; la présence de la mère est considérée comme une garantie suffisante.

Que décider au cas où il existe entre l'enfant et son

père une opposition d'intérêts ? Évidemment, le père, pris entre son intérêt et son devoir, ne peut continuer à représenter son fils ; la question de principe n'est pas discutée¹. Mais quel sera le représentant ? Tuteur ou administrateur ad hoc ? Qui le désignera : le Conseil de famille ou le tribunal ? Ce sera, aux termes de la proposition, un administrateur ad hoc, et il sera nommé par le tribunal.

Après avoir déclaré le père tenu de se munir de l'autorisation du tribunal pour l'aliénation des valeurs mobilières du mineur et la conversion au porteur des titres nominatifs, après avoir imposé au tribunal l'obligation de préciser toujours l'emploi à faire des fonds provenant des aliénations, le rapporteur examinait un dernier point : la procédure qu'il faudrait suivre. Et, pour ne point surcharger de frais le mineur, il s'arrêtait au jugement sur requête, tel qu'il est organisé par les articles 885 et 886 du C. Proc. Civ.

En somme, le texte proposé par M. Viollette ne différait de celui de M. Adigard que par ces dernières dispositions. Encore cette différence était-elle moindre que le rapporteur paraissait se l'imaginer ! Sans viser expressément la Loi de 1880, la formule large employée par M. Adigard, « L'administrateur légal doit avoirs recours à une autorisation judiciaire dans tous les cas où l'homologation de la délibération du Conseil de famille est exigée », suffisait à soumettre l'administrateur à une partie des prescriptions de la Loi de

1. Cassation, 13 juillet 1903. — S. 1904, 1, 21.

1880, à l'obliger, au-dessus de quinze cents francs, tant pour les aliénations que pour les conversions au porteur, au contrôle de la justice.

Cette proposition, déclarée d'urgence, fut adoptée sans discussion par la Chambre le 21 décembre 1907, et transmise au Sénat¹. La Commission du Sénat jugea insuffisant, incomplet et aussi excessif dans certaines de ses conséquences le texte adopté par la Chambre ; on trouva qu'il y aurait avantage à embrasser dans leur ensemble les questions relatives à l'administration légale, et à faire un Code complet de la matière. Les modifications prendraient du reste place dans le Code Civil, la Commission ayant jugé préférable « de les incorporer dans un texte unique, et de ne pas changer le numérotage du Code². » En février 1909, le Sénat vota le texte que lui proposait sa Commission³ et qui fut aussitôt transmis à la Chambre des Députés.

A la Chambre, la proposition fit l'objet d'un second rapport de M. Viollette, concluant à l'adoption pure et simple. Un renvoi inexact du paragraphe 9 fut corrigé par voie d'erratum ; on rejeta, pour ne point retarder le vote d'une Loi que l'on considérait comme urgente, quelques amendements proposés au cours de la discussion, et le 1^{er} avril 1910, la Chambre consacra définitivement et sans y rien changer le texte qu'avait admis le Sénat.

1. *Journal officiel*. Sénat. Documents parlementaires, 1907, annexe 355.

2. *Journal officiel*. Sénat. Documents parlementaires, 1908, annexe 268.

3. *Journal officiel*. Sénat. Déb. parl., 1909. Séances des 5 et 11 février.

Qu'a fait la Loi de 1910?

Dans son rapport au Sénat, M. Legrand avait dit : « Votre Commission s'est efforcée de se conformer dans l'ensemble aux opinions les plus généralement suivies tant par la doctrine que par la jurisprudence. » Et ce semble bien être là en effet le caractère vrai de la Loi de 1910 ; l'examen de ses dispositions nous confirme dans cette idée : elle a changé peu de chose à la pratique antérieure ; le plus souvent, elle n'a fait que consacrer des solutions qui, de jour en jour, tendaient à se mieux affirmer.

Cependant, il faudrait se garder de croire que la Loi de 1910 n'ait fait autre chose que donner la sanction législative au droit que la jurisprudence avait établi sur la matière. En certains points, elle innove ; témoin, par exemple l'application qu'elle fait à l'administration légale des règles de la Loi du 27 février 1880, application que les tribunaux avaient, d'une façon à peu près unanime, refusé d'admettre auparavant. Mais, à tout prendre, ce n'est là qu'une exception, et, appliquée à l'ensemble de la Loi de 1910, l'affirmation de M. Legrand reste vraie. En presque toutes ses dispositions, cette Loi n'a fait que condenser dans un texte le droit que la pratique suivait généralement ; son œuvre a été une œuvre de codification, et son principal mérite, de remplacer un droit toujours incertain et flottant, comme l'est un droit coutumier, que la doctrine et la jurisprudence ont créé, par des règles formelles et précises comme le sont celles du droit écrit, de la Loi en un mot.

Il reste à faire sur la Loi de 1910 une dernière remarque : le but de cette Loi, c'est d'assurer au mineur, dans ses biens, une protection. Elle rentre donc naturellement dans l'appareil législatif, par lequel on a, à l'époque moderne, limité de toute manière le pouvoir naturel des parents, et organisé en somme la tutelle de l'État sur l'enfance. Aux Lois sur le contrat d'apprentissage (22 février 1851), sur l'enseignement primaire obligatoire (28 mars 1882), sur le travail des enfants dans les manufactures (2 novembre 1892), sur la protection des enfants assistés, maltraités ou moralement abandonnés (7 décembre 1874 — 24 juillet 1889 — 5 avril 1898), la Loi du 6 avril 1910 forme aujourd'hui un digne complément. Nous n'avons pas la prétention d'affirmer que tout est à blâmer dans ces interventions des pouvoirs publics, s'interposant pour ainsi dire entre le père et l'enfant. Des abus, souvent trop réels, en ont été la cause. Mais n'est-il pas aussi permis de trouver regrettable ce spectacle de l'autorité publique, battant ainsi en brèche, en tous sens, la puissance paternelle, la première et la plus sacrée des autorités.

CHAPITRE II

Nature et Caractère du Droit d'administration légale.

Quelle est la nature juridique de l'administration légale ? Est-ce un attribut de la puissance paternelle ? Est-ce une tutelle d'un genre particulier ?

Cette question semble avoir un intérêt surtout théorique.

Sans doute, son importance doctrinale n'est pas contestable ; mais elle n'est pas non plus dénuée d'intérêt pratique.

Elle avait une extrême importance avant 1910, alors que le silence du Code livrait à la controverse presque tous les problèmes de nature à se présenter au cours de l'administration légale. L'on pouvait dire avec vérité que la réponse à cette question était vraiment la pierre de touche, le principe de solution de presque toutes les autres : l'étendue des pouvoirs à reconnaître au père administrateur, les garanties à accorder au mineur, le droit pour les tiers de soustraire à l'admi-

nistration légale les libéralités faites par eux au mineur, étaient autant de corollaires à cette question primordiale de la nature du droit d'administration légale. Aujourd'hui la Loi de 1910 a tranché bien des difficultés, et cette question a perdu de son importance ; son intérêt est cependant encore considérable : c'est la solution que nous lui donnerons qui nous servira de guide, quand des faits imprévus ou une circonstance non réglementée nous feront sortir du cercle des prescriptions du nouvel article 389.

Les auteurs du Code Civil paraissent avoir résolument repoussé ici l'idée de tutelle. « Jamais jusqu'à ce jour le père ne fut qualifié du tuteur de ses enfants, avant la dissolution du mariage », est-il remarqué au Tribunal¹. Et, lors de la discussion devant le Corps législatif, le tribun Leroy rappelle que « la nature a fait les parents les plus sûrs défenseurs de leurs enfants, en les faisant leurs amis les plus tendres. »

C'est donc à l'idée de droit naturel des parents, à l'idée de puissance paternelle en un mot que les auteurs du Code rattachaient l'administration légale.

Le Conseil d'État l'a constaté dans l'exposé des motifs du projet Cazot, en 1881 ; interprétant la pensée du législateur, il disait : « Le père administrateur n'est rien moins qu'un tuteur, et, par suite, il n'est point soumis aux conditions et charges imposées à ce dernier. »

La majorité des auteurs reconnaissent aussi sur

1. FENET, X, p. 608. — LOCRÉ, *Législation civile*, t. VII, p. 215.

ce point la doctrine du Code, et voyaient dans l'administration légale une dépendance de la puissance paternelle, mais sans en déduire toujours les conséquences que cette manière de voir aurait dû entraîner. Ainsi Demolombe¹ imagine un système où l'on retrouve ses préférences éclectiques. Après avoir nettement distingué l'administration légale de la tutelle, il ajoute : « Les dispositions qui gouvernent la tutelle proprement dite, considérée surtout comme tutelle, ne seront donc pas applicables à l'administration légale. Au contraire les dispositions qui, bien que placées au titre de la tutelle, n'ont rien de précisément spécial et exceptionnel, mais qui sont plutôt des règles de droit commun,.... devront être appliquées par voie d'analogie, et d'après l'intention présumée du législateur à l'administration légale. »

Aubry et Rau² suivent une théorie analogue, et assimilent notamment le père administrateur au tuteur sur la question des pouvoirs à lui reconnaître.

Plus récemment, dans un rapport à la Société d'Études législatives, M. Bartin, abandonnant plus nettement le concept traditionnel, voyait dans l'administration légale « une institution qui se rattache à la tutelle, ... tutelle d'ailleurs très libre, sans les rouages, ni les garanties qui accompagnent ordinairement la tutelle³ ».

1. DEMOLOMBE, *Cours de Code civil*, VI, nos 413, etc.

2. AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, I, § 123, pp. 774, etc. (5^{me} édition).

3. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1906, p. 300.

Comment aujourd'hui résoudre le problème ? Le législateur a paru ignorer cette question fondamentale, il ne l'a pas même effleurée. A-t-il, suivant la notion traditionnelle, continué de voir en l'administration légale un attribut de la puissance paternelle ? On peut, pour l'affirmer, invoquer les déclarations que l'on trouve en maints endroits des travaux préparatoires de la Loi de 1910. On peut citer ces mots de M. Legrand, rappelant dans son rapport au Sénat, la conception que le législateur s'est faite jusqu'alors de l'administration légale, et reprenant à son compte ce passage de l'Exposé des motifs du projet de 1881 : « Cette administration n'est pas une tutelle ;.... le père administrateur n'est rien moins qu'un tuteur. » Et il poursuit lui-même : « Il convenait de ne pas méconnaître, en dehors d'une nécessité certaine, les droits naturels de père et mère, de ne pas altérer leur autorité et le respect qui leur est dû, alors que la présomption, à laquelle l'expérience du passé laisse toute sa force, est que leur affection commune.... assure à l'enfant dans ses biens une protection efficace¹. »

Il semble que ce sont donc bien les mêmes principes des rédacteurs du Code et de la tradition, que la Loi de 1910 a suivis : elle a maintenu à l'administration légale son caractère d'attribut de la puissance paternelle, de « droit naturel des père et mère ». Aujourd'hui comme autrefois, en dehors des limites qu'une

1. *Journal officiel*, Sénat. Documents parlementaires, 1908, annexe 268.

« nécessité certaine » y a fait apporter, ce droit leur confère tous pouvoirs.

Mais, par ailleurs, ne pourrait-on soutenir que le législateur a tellement rapproché l'administration légale de la tutelle, qu'il en a fait en réalité une tutelle ? Le paragraphe 6 du nouvel article 389 n'assimile-t-il pas cette administration à la tutelle ? Et M. Legrand n'a-t-il pas lui-même écrit qu'il était « loisible et logique d'étendre « *mutatis mutandis* », à l'administration légale, des règles d'assimilation avec celles de la tutelle. » De tout cela ne doit-on pas conclure qu'il y aura lieu d'appliquer par analogie les règles tutélaires, quand une lacune de la Loi nouvelle nous laissera dans l'incertitude ?

Il n'est pas possible de nier que le législateur de 1910 se soit, dans beaucoup de cas, inspiré de la tutelle, qu'il lui ait à bien des égards assimilé ou à peu près l'administration légale ; cela est absolument incontestable. Quant à en déduire que cette assimilation a un caractère général, qui doit la faire appliquer en dehors des cas où la Loi l'a fait elle-même, ce serait, à notre avis, forcer la portée de la Loi nouvelle. Le législateur de 1910 n'a pas voulu, au fond, établir d'assimilation entre l'administration légale et la tutelle ; mais, ayant à décider sur des questions que les règles de la tutelle avaient déjà tranchées en partie, il a tout naturellement cherché dans ces règles son modèle. Ayant, par exemple, à déterminer les pouvoirs de l'administrateur légal, il a trouvé dans la tutelle un classement tout fait, et il a jugé commode

de l'étendre ici. Que cette manière de faire soit bonne ou mauvaise, nous n'avons pas à l'apprécier pour le moment. Mais il nous semble que c'est bien là l'exacte traduction de la volonté du législateur.

Nous maintiendrons donc la notion traditionnelle, qui voit dans l'administration légale un attribut de la puissance paternelle. Pour changer cette notion, il eût fallu des déclarations précises que nous ne trouvons pas dans la Loi de 1910; sans doute le législateur s'est, sur bien des points, écarté de cette notion; mais nulle part il n'a déclaré que les règles de la tutelle s'appliqueraient en général ici. Il ne l'a fait que dans des cas spéciaux, que l'on doit considérer comme limitativement énumérés. Par conséquent, lorsque nous nous trouverons en présence de difficultés que la Loi de 1910 a laissé subsister (excuses, incapacités (en partie), garanties, art. 450, § 3; 451, 452 et 453 du C. Civ.), nous n'aurons pas recours, pour les trancher, aux règles de la tutelle. Mais, prenant pour point de départ la conception historique, et considérant le droit d'administration du père comme une dépendance de l'autorité paternelle, un pouvoir de droit naturel, nous refuserons d'y apporter d'autres limitations que celles que la loi positive lui a spécialement imposées.

La question des caractères de l'administration légale est maintenant pour nous presque résolue. Attribut de la puissance paternelle, elle participera naturellement aux qualités de cette puissance.

Comme elle, prenant sa source dans le droit naturel,

elle est inviolable, au moins dans son existence. Le pouvoir civil peut, dans une certaine mesure, la limiter et la réglementer ; il ne lui appartiendrait pas de la supprimer ¹.

Les règles qui y sont relatives font partie de ce que l'on appelle : les lois d'ordre public. En dehors des exceptions visées par la Loi, il est interdit d'y déroger. Ainsi, l'administrateur légal ne peut être dispensé des formalités prescrites par la Loi, ni être soumis à un mode d'administration ou de contrôle autre que celui qu'elle organise.

En théorie, la question ne souffre pas de difficulté ; en pratique, elle est moins simple, car il s'agit précisément de savoir quelles sont les dérogations que la Loi a permises. Par exemple, l'article 389 permet à un donateur ou testateur d'imposer à sa libéralité la condition que les biens donnés ou légués à l'enfant seront administrés par un tiers. L'autorise-t-elle par cela même à fixer le mode et le contrôle de cette administration, dans le cas où il jugerait à propos de la laisser au père lui-même, mais en y mettant certaines conditions ? Nous aurons dans un prochain Chapitre l'occasion de revenir sur la question. Qu'il nous suffise pour le moment d'observer que le disposant pouvant désigner un tiers administrateur et déterminer les pouvoirs de ce tiers, l'on ne voit pas pour-

1. Cela n'est pas absolument vrai ; la Loi s'est vue amenée à apporter, dans l'intérêt de l'enfant, des dérogations à cette inviolabilité ; c'est ainsi qu'elle a reconnu aux tiers donateurs ou testateurs le droit de soustraire les biens donnés à l'administration légale.

quoi il lui serait interdit de choisir comme administrateur le père et de fixer aussi ses pouvoirs, de l'astreindre, par exemple, à certaines mesures de garantie ¹, ou, au contraire, de le dispenser de quelques-unes des obligations imposées par la Loi à l'administrateur légal (sic : obligation d'emploi).

Si l'administration légale est un droit, elle est en même temps une charge ; nous lui reconnaitrons le caractère de charge publique obligatoire, c'est-à-dire suivant l'expression de M. Huc ², « d'impôt de travail et de soins pesant sur tous les citoyens ». Sauf les cas de retrait (conventionnel, légal ou judiciaire) admis par la Loi, l'administration légale est imposée à ceux qui y sont appelés ; pas plus qu'à la puissance paternelle, le père n'y peut jamais renoncer.

Enfin, cette charge est une charge gratuite, comme la tutelle, elle ne peut donner lieu à aucune rémunération au profit de celui qui l'exerce.

1. Dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, M. Capitant permet d'imposer au père des obligations plus étroites que celles de la Loi, par exemple, en lui faisant un délai pour l'emploi, ou en déterminant la nature de cet emploi *Revue trimestr. de droit civ.*, 1910, p. 285 : « La Loi du 8 avril 1910 complétant l'article 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. »

2. Th. Huc. Commentaire théorique et pratique du Code civil, III, 255.

CHAPITRE III

Étendue d'application de l'administration légale.

Aux termes du paragraphe 1^{er} de la Loi du 6 avril 1910, « le père est, du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs non émancipés, à l'exception de ce qui leur aurait été donné ou légué sous la condition expresse d'être administré par un tiers. »

C'est à ce texte que nous allons demander de répondre à la question que nous nous posons : Quelle est la portée de la Loi de 1910 ? Quelle étendue d'application faut-il reconnaître à l'administration légale ?

Nous allons examiner successivement : 1^o A quels enfants s'applique l'administration légale ; 2^o Quels biens lui sont soumis ; 3^o Dans quels cas, enfin, ce régime a lieu.

§ 1. — A quels enfants s'applique l'administration légale ?

Écartons tout de suite une catégorie d'enfants, auxquels ne s'applique pas la Loi de 1910 : ce sont les enfants naturels. La situation de ces enfants est réglée par un autre texte : la Loi du 2 juillet 1907, qui refuse formellement aux père et mère naturels la qualité d'administrateur légal ; leurs enfants sont nécessairement en tutelle dès l'instant de leur naissance.

Cette Loi garde sa place et sa sphère d'application distinctes à côté de la Loi de 1910 ; ses dispositions n'ont été en rien modifiées. Si le moindre doute avait pu subsister à ce sujet, un incident des travaux préparatoires le dissiperait facilement : lors de la discussion au Sénat de la proposition qui devint la Loi du 6 avril 1910, comme un Sénateur, M. Cordelet, s'inquiétait du sort des enfants naturels, dont le texte proposé ne semblait pas se préoccuper, M. Guillier, rapporteur, lui fit cette réponse non équivoque : « J'ai déjà pris soin de faire remarquer que la situation des enfants naturels se trouvait réglée par une Loi du 2 juillet 1907. Par suite, tout ce qui est relatif à l'administration des biens appartenant à des enfants naturels se trouve avoir été récemment réglé. La proposition de Loi que nous discutons n'a de portée qu'en ce qui concerne la fortune des enfants légitimes. »

L'idée de l'administration légale est donc liée de façon inséparable à celle de légitimité de l'enfant. Bien que très vivement discutée, la question avait déjà été résolue en ce sens avant 1907 par la jurisprudence, qui décidait, avec bon nombre d'auteurs, que l'enfant naturel tombait toujours en tutelle. Cette solution est d'ailleurs normale. L'administration légale constitue un régime de confiance, qui trouve sa raison d'être dans les garanties que présentent la légitimité des époux et l'esprit de famille. Les mêmes garanties n'existent pas en dehors du mariage; il était donc du devoir de la Loi d'y suppléer au moyen d'une surveillance plus étroite et d'un régime plus rigoureux.

Pour qu'un enfant soit soumis à l'administration légale, il ne suffit point qu'il soit légitime, il faut en outre qu'il soit mineur, et qu'il n'ait pas été émancipé. Le texte porte tout au long ces mots « mineurs non émancipés ». L'ancien article 389 ne comportait pas cette précision. Malgré cela, on s'accordait unanimement à déclarer que l'administration légale prenait fin tant par l'émancipation que par la majorité de l'enfant; ces deux événements mettent fin tous deux à la puissance paternelle. L'administration légale qui n'est qu'un aspect de cette puissance, doit disparaître en même temps. D'ailleurs le mineur émancipé, comme le majeur, est capable, bien qu'avec des pouvoirs différents. C'est à lui qu'appartient désormais la gestion de son patrimoine; il n'y a plus de place pour un administrateur légal.

§ 2. — Quels biens sont soumis à l'administration légale ?

En principe, tous les biens de l'enfant sont soumis au régime de l'administration légale.

Peu importe la manière dont il les a acquis, don, legs, ou cause quelconque.

Il en est ainsi même de ce que l'enfant acquiert par son travail personnel. Sans doute, en vertu de l'article 387 du Code Civil, le père ne pourrait prétendre à la jouissance légale sur ces biens ; mais autre est la question de la jouissance légale, autre celle de l'administration. Celle-ci est bien plutôt une mesure de protection pour l'enfant qu'une prérogative du père. Il n'y avait aucune raison d'y soustraire les biens acquis par un travail personnel.

A la règle que tous les biens du mineur sont soumis à l'administration légale, il n'y a qu'une seule exception. Elle est prévue par le paragraphe 1^{er} de l'article 389 et concerne les biens qui auraient été donnés ou légués à l'enfant sous la condition expresse d'être administrés par un tiers. Nous aurons à revenir sur cette condition. Pour le moment, nous nous contenterons d'observer que la validité de cette clause, que l'on discutait vivement avant 1910, ne pouvait plus aujourd'hui être mise en doute, en présence des termes formels de la Loi nouvelle. Quand donc des biens auront été donnés sous cette condition, ils seront soustraits à l'administration légale, pour être admi-

nistrés de la façon qu'aura voulue le disposant. Partout ailleurs l'administration légale fonctionnera seule ¹.

§ 3. — Dans quel cas il y a administration légale ?

Pour qu'il puisse y avoir administration légale, nous avons reconnu que certaines conditions sont nécessaires ; il faut qu'il s'agisse d'enfants légitimes, mineurs, et non émancipés ; il faut de plus que ces enfants aient des biens, et que ces biens n'aient pas été expressément soustraits à l'administration légale. Ces conditions étant supposées remplies, un dernier point nous reste à examiner : Quand y aura-t-il administration légale ?

Nous avons vu déjà que la Loi française a organisé sous une double forme la protection du mineur : la tutelle et l'administration légale. En règle générale, la tutelle ne s'ouvre qu'au décès du père ou de la mère. (C. Civ., a. 390.) Avant cela, c'est l'administration légale ; peu importe que le mariage dure encore ou qu'il ait été rompu par le divorce. Une seule condi-

1. Rappelons cependant le droit que les Lois du 9 avril 1881 art. 6, 4^o, et du 20 juillet 1895 art. 16, ont reconnu au mineur : 1^o de se faire ouvrir, à tout âge, un livret de caisse d'épargne, sans l'intervention de son tuteur ou de ses parents ; 2^o d'opérer librement le retrait des fonds déposés, à partir de 16 ans révolus, sauf, pour son représentant légal, le droit de faire opposition à ce retrait.

tion est requise : que les père et mère soient tous deux vivants ¹.

C'est même « pour mettre le texte d'accord avec la réalité, » selon l'expression de M. Legrand, que l'on a substitué aux mots « durant le mariage », qui figuraient dans l'ancien article 389, ceux « du vivant des époux ».

Donc, tant que vivent le père et la mère, les biens de leurs enfants sont soumis à l'administration légale, et non au régime de la tutelle. Le divorce, à plus forte raison la séparation de corps, ne fait pas cesser cette administration ; la survivance et la coexistence du père et de la mère suffisent pour que les intérêts de l'enfant soient considérés comme efficacement protégés, par suite de l'affection attentive de chacun de ses père et mère, même malgré le divorce intervenu entre eux ².

A cette règle que la tutelle ne s'ouvre qu'au décès de l'un des parents, il y a cependant une exception, à laquelle font allusion les derniers mots du paragraphe 4 de l'article 389 : lorsque les deux parents ont été déchus de la puissance paternelle, ou encore, lorsque le père a été déchû, mais sans que l'exercice

1. En présentant au Corps législatif le projet du titre X de notre Code, le conseiller d'État Bertier faisait ainsi la distinction : « Tout mineur n'est pas nécessairement en tutelle. Celui dont les père et mère sont vivants trouve en eux des protecteurs naturels, et s'il a quelques biens personnels, l'administration en appartient au père. La tutelle commence au décès du père ou de la mère. » (Ferret X, p. 639.)

2. Rapport de M. Legrand : *Journal officiel*. Sénat. Documents parlementaires, 1908, annexe 268.

de cette puissance ait été confié à la mère, il y a lieu à l'ouverture de la tutelle.

Dans tous les autres cas où le père et la mère ne peuvent plus exercer l'administration légale, on procède, suivant la disposition du paragraphe 4, à la nomination d'un administrateur *ad hoc*, faisant fonction d'administrateur légal.

Nous devons enfin dire un mot de la portée de la Loi de 1910 elle-même, au point de vue de son application territoriale ; une curieuse particularité a été relevée par M. Capitant¹ au sujet de son extension aux colonies : d'après un principe énoncé dans la Charte du 4 juin 1814, et qui subsiste toujours, les Lois et règlements en vigueur dans la métropole ne sont pas applicables aux colonies, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le pouvoir compétent. Sans doute, le Code Civil a été successivement promulgué dans nos vieilles colonies ; et les Lois, qui l'ont depuis lors modifié, leur ont presque toutes été déclarées applicables, mais quand « parmi ces Lois il s'en trouve qui n'ont pas été déclarées applicables aux colonies, même si c'est là un résultat de l'insouciance ou de l'oubli, la législation antérieure subsiste, et par suite la symétrie se trouve rompue². » C'est bien là, semble-t-il, le cas de la Loi de 1910, elle ne contient aucune disposition relative à son appli-

1. *Revue trimestrielle* 1910, p. 363. « La Loi du 8 avril 1910 complétant l'art. 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. »

2. A. GIRAULT. *Principes de colonisation et de législation coloniale* I, p. 372. — II, p. 35.

cation aux colonies ; elle n'y est donc pas applicable.

Mais, par ailleurs, son paragraphe 8 renvoie à l'article 11 de la Loi du 27 février 1880, qui étend cette Loi à l'Algérie, et aux îles de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

On aboutit donc à ce résultat singulier que, parmi les dispositions de la Loi de 1910, seules, celles qui concernent l'aliénation et la conversion des valeurs mobilières s'imposeront aux administrateurs légaux dans les colonies précitées ; pour le reste, les administrateurs continuent à être régis par le droit antérieur.

Cette conclusion n'est cependant pas admise par tout le monde ; d'après certains¹, la Loi de 1910 ne serait qu'une simple modification au Cod. Civ., déjà en vigueur aux colonies, et devait, de ce fait, être considérée comme y étant de plein droit applicable.

1. *Répert.*, DEFRÉNOIS, 15 mai 1910, p. 70 (Législ. commentée).

CHAPITRE IV

Exercice de l'administration légale.

§ 1. — Administrateur légal.

L'administration légale, attribut de la puissance paternelle, doit appartenir à la même personne qu'elle. C'est pour cela que la Loi la donne au père, qui, seul, a, pendant le mariage, l'exercice de cette puissance.

Mais si la mère n'est pas, en principe, administratrice, elle peut cependant la devenir parfois, quand elle se trouve investie de la puissance paternelle. On l'admettait déjà avant 1910 : Demolombe ¹ reconnaissait que si c'est le père qui est, en principe, administrateur, il y a cependant des cas où la mère est appelée à l'administration légale. Huc ² l'admettait aussi ; et bien d'autres encore. Il en était ainsi, par exemple, en cas d'interdiction du père, ou bien quand, en vertu de la Loi de 1889, il avait été déchu de la

1. DEMOLOMBE, VI, n°s 449 et suiv.

2. HUC, III, n° 235.

puissance paternelle, quand il avait disparu sans que l'on ait de ses nouvelles ¹.

De leur côté, les tribunaux avaient eu maintes fois à reconnaître que le divorce pouvait quelquefois entraîner une dévolution, au profit de la mère, de l'administration légale ².

Le texte nouveau exprime formellement ce que la pratique antérieure avait déjà admis. Il porte : « Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en ses biens et place avec les mêmes pouvoirs que lui, sans avoir besoin de son autorisation maritale. — En cas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en est autrement ordonné. »

On verra dans un prochain chapitre quels sont les faits qui font déchoir le père de l'administration légale, et passer cette administration à la mère. Pour le moment, nous nous bornerons à remarquer que, si, le plus souvent, l'administration légale passe à la mère en même temps que la puissance paternelle, il peut toutefois en être autrement. Il s'opère alors comme un démembrement de cette puissance ; l'un de ses attributs, l'administration légale, s'en trouve détaché, et passe du père à la mère ; les autres restent au père.

1. Ce dernier cas était ailleurs prévu par l'art. 141 du Code civil.

2. Parmi les décisions les plus récentes : Trib. Lyon, 23 février 1905. *Rép. DEFRÉNOIS* 1905, 14356. *Jurisprud. et Prat. notariale*, p. 443. — Trib. Seine, 16 janvier 1908. *Rép. DEFRÉNOIS* 1908, 15697. *Jurisp. et Pratique notariale*, p. 302.

Cette situation se présente dans le cas où un Conseil judiciaire a été nommé au père.

On peut relever une contradiction entre l'article 389 et la Loi du 24 juillet 1889. Cette Loi stipule qu'en cas de déchéance de la puissance paternelle encourue par le père, le tribunal décide si, dans l'intérêt de l'enfant, la mère exercera les droits de la puissance paternelle, ou si la tutelle sera constituée dans les termes du droit commun (art. 9 et 10). D'autre part, l'article 389 décide que « lorsque le père est déchu de l'administration (ce qui est le cas quand il a été déchu de la puissance paternelle), la mère devient de droit administratrice. » Comment trancher ce conflit ?

Il paraît impossible de faire une application distributive des deux textes, l'article 389 s'appliquant à l'administration légale, et la loi de 1889 continuant à régir les autres attributs de la puissance paternelle. Par ailleurs, rien n'indique que le législateur de 1910 ait voulu déroger à cette Loi. Dans une hypothèse, un peu différente, il est vrai, celle de la déchéance des deux parents, il l'a au contraire expressément maintenue. Mieux vaut donc, ce nous semble, décider que le législateur n'a pas prévu cette opposition : les termes de la Loi de 1910 sont trop absolus ; à la suite de la disposition du paragraphe 2 « la mère devient de droit administratrice », il faut sous-entendre : à moins que, dans le cas de déchéance du père de la puissance paternelle, l'exercice de cette puissance ne lui ait pas été attribué.

Si, au moment où l'administration légale cesse d'appartenir au père, la mère se trouvait elle-même dans un des cas qui emportent déchéance de l'administration légale, la dévolution ne s'opérerait évidemment pas à son profit. Le remède serait alors dans le paragraphe 4 du nouvel article 389, qui prescrit dans ce cas la nomination d'un administrateur ad hoc. Il semble bien du reste qu'en dehors du cas d'incapacité ou d'indignité prévu par la Loi, la mère ne pourrait se décharger de l'administration légale, comme l'article 394 du C. Civ. lui permet de le faire pour la tutelle. L'administration légale et la tutelle sont deux institutions distinctes, et soumises à un régime différent; on ne peut étendre à l'une les règles faites pour l'autre. Et d'autre part, il est impossible de reconnaître un pareil droit à la mère en l'absence de texte : l'administration est un attribut de la puissance paternelle; elle est, comme elle, un devoir au moins autant qu'un droit; il n'est pas permis à celui sur qui pèse ce devoir de s'y soustraire.

Pour l'exercice de l'administration légale, la mère a les mêmes pouvoirs que le père; elle n'a pas besoin, pour les exercer, de son autorisation maritale; aucun doute n'est possible à ce sujet. Si, à la vérité, le texte de la Loi de 1910 n'a pas toute la netteté qu'on aurait pu souhaiter, une déclaration de M. Guillier, lors de la discussion au Sénat, vient le préciser heureusement : « La mère remplacera purement et simplement le père déchu ou incapable. Ses pouvoirs seront les mêmes, et elle agira sans avoir besoin d'aucune

autorisation maritale. » Il en est ainsi, quel que soit le régime matrimonial des époux.

Ce que nous venons de voir, c'est la situation normale durant le mariage. Mais cette situation peut être modifiée, soit qu'un divorce vienne dissoudre le mariage, soit qu'une séparation de corps en relâche seulement les liens. L'administration appartient alors, aux termes de la Loi, à celui des époux auquel est confié la garde de l'enfant¹. Mais le tribunal peut modifier cette règle suivant les circonstances. Nous avons déjà vu que le divorce, en rompant le mariage, ne mettait pas fin à l'administration légale ; celle-ci subsiste, mais elle n'appartient plus nécessairement au père. La Loi l'attribue à l'épouse qui a la garde de l'enfant ; c'est, ainsi que l'a dit M. Legrand, la solution qui a paru la plus naturelle et la plus logique. Il en est de même au cas de séparation de corps.

Cette décision de la Loi de 1910 diffère à deux points de vue de la pratique antérieure.

D'abord, avant 1910, la jurisprudence ne reconnaissait à la séparation de corps aucune influence sur l'attribution de l'administration légale, alors même que la garde de l'enfant avait été confiée à la mère², car, d'après l'article 389, le père était, « durant le

1. C'était déjà la solution d'une partie importante de la doctrine (sic : AUBRY et RAU, 1, § 123, p. 787). — Au contraire, le projet de la Société d'Études législatives n'établissait aucune association entre la garde et l'administration légale ; le jugement prononçant le divorce ou la séparation devait statuer séparément sur les deux choses.

2. Cour de Paris, 14 juin 1901. D. 1907, 2, 313, et la note de M. P. de Leynes,

mariage », administrateur des biens de ses enfants mineurs, et la séparation de corps ne dissout pas le mariage.

En cas de divorce, les tribunaux admettaient bien que l'administration légale pouvait, dans certains cas, passer à la mère ; mais ils exigeaient en général pour cela une double condition. Il fallait : 1° Que la mère ait obtenu la garde de l'enfant ; 2° Que le divorce ait été prononcé en sa faveur¹.

Un jugement du tribunal de Lyon du 23 février 1905 est particulièrement catégorique. Il proclama « de doctrine et de jurisprudence, que l'époux qui a obtenu la garde des enfants, en même temps que le divorce à son profit, a également l'administration légale de leurs biens. » Et nous voyons un arrêt de la Cour d'Aix refuser, par argument contraire, l'administration légale à la mère, bien que la garde de son fils lui ait été confiée, parce que le divorce avait été prononcé contre elle². Cette décision trouve son motif déterminant dans l'article 380 du Code Civil, qui prive de la jouissance légale l'époux contre lequel le divorce a été prononcé, et dans l'inconvénient qu'il y aurait à séparer de cette jouissance l'administration.

La Loi de 1910 n'a point retenu cette seconde

1. Trib. Seine, 4 mars 1896 et 25 novembre 1896. D. 1897, 2, 23 et 297 et en note, de ce dernier jugement, un exposé de la question par M. J. Ibitier. *Jurisprud. et Pratique notariale* p. 391, Paris, 21 novembre 1902, *Rép. DEFRÉNOIS*, 1903, 13067. — Trib. Lyon, 23 février 1905, *Rép. DEFRÉNOIS*, 1905, 14356. *Jurisprud. et Pratique notariale*, p. 443. — Trib. Seine, 16 janvier 1908, *Rép. DEFRÉNOIS*, 1908, 15697. *Jurisp. et Pratique notariale*, p. 302.

2. Aix, 3 avril 1906, S. 1907, 2, 156.

condition. Aujourd'hui, l'administration légale appartient à celui des époux auquel est attribué la garde de l'enfant, peu importe que le divorce ait été prononcé à son profit ou contre lui. Il pourra donc se trouver aujourd'hui des situations où l'administration et la jouissance légales seront séparées; on pourra voir un époux, investi de la garde, et, par là même, de l'administration, ayant, seul, le droit de gérer les biens du mineur et d'en percevoir les revenus, mais devant compte de ces revenus à l'autre époux, resté ou devenu titulaire de l'usufruit légal à la suite d'un divorce intervenu en sa faveur. (Code Civil, article 386.) Un jugement du tribunal de la Seine, du 21 janvier 1911¹, a admis cette séparation du droit d'administration et de l'usufruit légal dans une espèce où il s'agissait, il est vrai, d'enfants naturels. On peut étendre ici sa décision.

Si logique que soit l'association consacrée par la Loi de 1910 entre le droit de garde et l'administration légale, il peut cependant y avoir des cas où l'intérêt de l'enfant, réclamera une autre solution. Le parent qui s'est vu confier l'enfant, parce qu'il présentait les meilleures garanties pour son éducation, peut ne point posséder les qualités qui font gérer habilement un patrimoine. Ne convient-il pas alors de déroger à la règle ordinaire? Le législateur de 1910 l'a pensé : il s'en remet sur ce point à la prudence des juges, à qui il reconnaît le droit d'« en ordonner autrement » qu'il ne la fait lui-même. C'est là un pouvoir discrétionnaire reconnu

1. *Journ. Pol.*, 20 et 21 février, 1911.

aux tribunaux; les juges du fait en useront souverainement; ils pourront soit maintenir l'administration légale à l'époux privé de la garde, soit même confier cette administration à un tiers¹.

Il est une situation que la Loi n'a pas prévue. C'est celle où, les deux parents étant, pour une raison quelconque, jugés incapables ou indignes de bien élever l'enfant, celui-ci est confié à une tierce personne. Que devient alors l'administration légale? Passe-t-elle de plein droit au tiers gardien? Il paraît impossible de l'admettre. L'article 389 établit cette dévolution au profit de l'époux investi de la garde; mais c'est là une disposition qui déroge à la règle ordinaire, et qui, par conséquent, ne peut être étendue. La solution la plus juridique, à notre avis, est que le statu quo doit être maintenu. Le père qui, normalement, était administrateur légal, le demeure. Mais le même pouvoir que la Loi attribue aux tribunaux, au cas où la garde est confiée à l'un des époux (C. Civ., a. 389, § 3), doit leur être reconnu ici; ils pourront, par exemple, investir de l'administration le tiers chargé de la garde².

1. Il est un cas notamment où les tribunaux feront sans doute un fréquent usage de leur pouvoir : c'est quand la garde de certains enfants est confiée à la mère et celle des autres au père. Théoriquement, l'administration légale se divise avec la garde : cela n'offre pas d'inconvénient quand les enfants possèdent des patrimoines indépendants. Quand au contraire leur fortune consiste en biens indivis, il serait, en pratique, souvent impossible et toujours désavantageux de scinder l'administration. Ce sera l'occasion pour le tribunal de se servir de ses pouvoirs.

2. En ce sens : M. H. CAPITANT (*Revue trimestrielle* 1910), p. 284 : « La Loi du 8 avril 1910 complétant l'article 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. »

Ces principes ne sont en rien modifiés, lorsque la mère, chargée, après le divorce, de l'administration, se remarie. On ne peut invoquer l'analogie pour appliquer ici l'article 395 du Code Civil ; car cet article concerne uniquement la tutelle, dont l'administration légale est nettement distincte, ainsi que nous l'avons déjà vu. Ce n'est pas à dire d'ailleurs que la mère restera nécessairement administratrice. Si sa situation nouvelle semble devoir faire courir quelque danger au patrimoine du mineur, la justice pourra toujours user du pouvoir que lui concède le paragraphe 9 de la Loi, et retirer l'administration légale « pour cause grave ».

§ 2. — Administrateur nommé par un tiers.

Un tiers porte intérêt à l'enfant ; il lui fait une libéralité. Peut-il mettre à cette libéralité la condition que les biens donnés ou légués seront administrés par un autre que l'administrateur légal ? Cette question était l'une des plus graves et des plus controversées qu'avait fait naître l'insuffisance de l'ancien article 389.

La majorité de la doctrine reconnaissait la licéité de ces clauses. En général, les auteurs distinguaient les attributs essentiels et les attributs naturels de la puissance paternelle. Parmi ces derniers, ils rangeaient l'administration légale ; la clause qui l'enlève au père n'est pas plus contraire à l'ordre public que celle par laquelle on attribuerait l'usufruit à un tiers et la nue

propriété à l'enfant¹. Entre eux cependant, il y avait des divergences. Demolombe exigeait, pour valider de telles dispositions, que le testateur ait été déterminé par des motifs sérieux, et n'ait pas agi contre le père plutôt que dans l'intérêt de l'enfant. Aubry et Rau formulaient une opinion analogue. Laurent maintenait, sans y vouloir le moins du monde déroger, le caractère d'ordre public de la puissance paternelle, et, repoussant comme une affirmation gratuite la distinction des attributs essentiels ou naturels de la puissance paternelle, déclarait toujours nulle la clause tendant à priver le père de l'administration légale².

Quant à la jurisprudence, en présence des nécessités pratiques, et pour sauvegarder les intérêts de l'enfant, elle décidait que la clause enlevant au père l'administration des biens est valable³.

C'est à ce parti que s'est arrêtée la Loi de 1910, en soustrayant à l'administration légale « ce qui aurait été donné ou légué à l'enfant sous la condition expresse d'être administré par un tiers. » Cette solution était pratiquement nécessaire. Le père le plus dévoué peut n'être pas bon administrateur. Il peut être insolvable, prodigue, dissipateur ! Interdire aux tiers de lui

1. DEMOLOMBE, VI, 458. — BAUDRY-LOCANTINIERE et CHÉNEAUX, IV, 212. — AUBRY et RAU, I, § 123, p. 778.

2. LAURENT, IV, d. 393. — TOULLIER, II, n° 1068.

3. Cassation 30 mai 1881. D. 1882. 1, 22. — Orléans, 12 avril 1894. D. 1894, 2397. — Trib. Albi, 22 juin 1899. *Jurisprud. et Pratique notariale*, p. 547, Rép. DEFRENOIS, 1899, 10958. — Nîmes, 16 avril 1907. D. 1908, 2, 331. (L'on trouve quelquefois dans ces décisions des traces de la distinction de DEMOLOMBE et AUBRY et RAU.) — Contra : Rouen, 29 mai 1845, S. 1846 2, 379.

enlever l'administration risquerait fort de priver souvent le mineur d'une libéralité.

La Loi exige que la clause soit expresse, autrement dit, il faut que le disposant ait manifesté clairement sa volonté ; à cette condition, la clause sera toujours valable, quels que soient les motifs qui auront déterminé le disposant. Il ne pourrait y avoir de doute que dans un cas, celui où la condition s'appliquerait à la réserve successorale. Mais qu'on se rappelle que la réserve n'existe qu'en ligne directe, et que d'autre part il n'y a d'administration légale que pendant la vie des deux parents, et l'on verra combien cette hypothèse est de nature à se présenter rarement ! Il faudrait supposer que le père ou la mère renoncent à la succession d'un ascendant ou en soient exclus comme indignes¹.

C'est au disposant qu'il appartient de désigner la personne qui sera investie de l'administration ; il désigne qui il veut, sans que sur ce point ses pouvoirs soient restreints en quoi que ce soit ; rien ne s'oppose, par exemple, à ce qu'il choisisse comme administrateur un incapable (C. Civ. 1990). D'ailleurs la personne indiquée pour l'administration n'est pas

1. La question se pose de la même façon et avec plus d'intérêt pratique en ce qui concerne la jouissance légale. La plupart des auteurs décident que la clause ne peut avoir effet que pour la quotité disponible, et doit être réputée non écrite quant à la réserve (LAURENT, IV, 337 — HUG, III, 190 — et autres autorités citées sous Orléans, 12 juillet 1895 : S. 1895, 2, 244). En sens contraire, on prétend que la réserve n'est établie que dans l'intérêt du réservataire : PLAMOL, I, 1695, note. — DEMANTE, II, 133 bis, II. — VALETTE sur PROUDHON, II, p. 264.

tenue d'accepter cette charge ; elle peut la refuser, car il ne s'agit plus ici d'une charge publique obligatoire, mais d'un simple mandat, et, aux termes de l'article 1984, al. 2 du C. Civ., « le mandat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. »

Dans ce cas, comme aussi dans celui où le disposant n'aurait pas lui-même désigné d'administrateur, ou en aurait désigné un qui viendrait à mourir avant la majorité ou l'émancipation de l'enfant, il appartiendra au tribunal d'en nommer un. Cela résulte d'une observation faite par M. Puech, au cours de la discussion : « La Loi reconnaît d'une part qu'un tiers peut faire une libéralité à un enfant sous la condition que les biens donnés seront soustraits à l'administration légale ; elle reconnaît d'autre part, dans le cas où les père et mère sont tous deux frappés de déchéance, le droit pour le tribunal de nommer un administrateur ad hoc. De la combinaison de ces deux textes, ne résulte-t-il pas qu'à défaut de prescriptions spéciales insérées dans la donation, c'est le tribunal qui nommera l'administrateur¹ ? » Il semble nécessaire d'ajouter quelque chose à cette déclaration. Il y a ici une question qui prime tout : c'est celle de l'appréciation de la volonté du disposant. A-t-il voulu, en toute hypothèse, écarter le père ? ou lui préférerait-il seulement le tiers qu'il avait choisi ? Dans ce dernier cas, il faudrait décider que l'administration revient au père.

1. *Journal officiel*, Chambre des Députés, déb. parlementaire, séance du 1^{er} avril 1910.

On peut rapprocher la disposition de la Loi de 1910 de celle par laquelle l'article 387 du Code Civ. permet de priver les père et mère de la jouissance légale. Ce sont des dispositions semblables, s'appliquant toutes deux à des attributs de la puissance paternelle. Mais elles restent pourtant bien distinctes. Le retrait de l'administration n'entraînerait pas par lui-même la suppression de la jouissance légale; il faudrait pour cela une déclaration formelle. A l'inverse, la privation de la jouissance ne suffirait pas non plus pour enlever au père le droit d'administration.

De la faculté reconnue aux tiers de priver le père de l'administration légale, il faut, semble-t-il, conclure qu'ils ont à plus forte raison le droit, en laissant cette administration au père, de lui imposer des obligations ou des garanties plus étroites que celles de la Loi, par exemple, en lui fixant un délai pour l'emploi, ou en déterminant la nature de cet emploi¹.

En vain invoquerait-on pour le contester le caractère d'ordre public que nous avons reconnu à l'administration légale. Le disposant a le droit de priver complètement le père de l'administration, de désigner un tiers administrateur et de déterminer ses pouvoirs. Comment l'empêcher de porter son choix sur le père et de fixer aussi ses pouvoirs? Sans doute, ce fait modifie l'administration légale, lui substitue, si l'on veut, un autre régime qui est plutôt une administration con-

1. M. H. CAPITANT : *Revue trimestrielle* 1910, p. 285. (« La Loi du 8 avril 1910 complétant l'article 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. »)

ventionnelle. Peu importe le nôm qu'on lui donne ! Un seul point nous intéresse, et ce point est certain, c'est que le droit du disposant ne saurait être mis en doute.

A ce pouvoir des tiers, il existe une seule restriction : Il faut que leur disposition ne touche pas de façon essentielle à la puissance paternelle. Ainsi, l'on devrait considérer comme nulle (C. Civ., a. 900) toute clause qui porterait atteinte aux droits du père sur la personne de l'enfant, qui prétendrait lui enlever son droit de garde et d'éducation¹, en stipulant, par exemple, que l'enfant serait élevé dans telle religion.

Il faut en dire autant de la disposition qui soumettrait l'administration du père à certaines garanties, si le disposant avait entendu par là imposer au père ces garanties, non seulement pour la gestion des biens faisant l'objet de la disposition, mais pour celle de tous les biens quelconques soumis à l'administration légale. Le résultat d'une telle clause serait en effet de porter atteinte à l'un des attributs de la puissance paternelle, considéré en lui-même, d'affecter par conséquent cette puissance. Il faudrait la considérer comme illicite.

§ 3. — **Administrateur ad hoc.**

A moins que la clause expresse d'une donation ou d'un testament ne vienne la lui enlever, c'est au père

1. Nîmes, 16 avril 1907. D. 1908, 2, 331.

qu'appartient en principe l'administration légale. Mais il arrivera parfois que l'exercice de cette administration devra être momentanément suspendu. Le père ne pourra représenter son enfant quand il se trouvera en opposition d'intérêts avec lui : c'est un contrat qu'ils doivent conclure ensemble ; c'est une contestation qui s'élève entre eux ; ou bien encore, s'ouvre une succession, celle d'un frère du mineur, par exemple, à laquelle l'enfant et le père, ou des frères et sœurs de celui-là se trouvent concurremment appelés. Dans toutes ces hypothèses, la défense des intérêts de l'enfant ne peut se concilier avec celle des intérêts propres du père, ou d'autres intérêts dont il a aussi la garde. Le père cessera alors de représenter l'incapable ; il faudra nommer à ce dernier un représentant spécial. On l'admettait unanimement avant 1910¹, et aujourd'hui, l'article 389 stipule :

« S'il y a opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur, il est nommé à ce dernier un administrateur ad hoc.... »

Si cette disposition ne fait que consacrer un principe que tout le monde admettait déjà, elle a du moins l'avantage de mettre fin à quelques divergences de la pratique antérieure, tirant argument de ce que l'art. 318 du Code Civ. donne le nom de tuteur ad hoc au représentant de l'enfant contre lequel est dirigée une action en désaveu ; l'on donnait fréquemment à

1. Riom, 7 mai 1895, *Répert.* DEFRÉNOIS, 1896, 8926. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 215. — Trib. Lille, 15 juillet 1905, *Rép.* DEFRÉNOIS, 1905, 14486. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 646.

ce représentant le nom de tuteur ad hoc¹. Duranton l'appelait même « un subrogé-tuteur ad hoc »².

Le texte nouveau a aussi tranché une autre controverse, relative à la nomination de ce représentant ad hoc. Une première opinion, soutenue par d'excellents auteurs, voulait que ce représentant fût nommé par le Conseil de famille³. Cette doctrine avait reçu la consécration de la Cour de Cassation et de la plupart des tribunaux⁴.

D'autres auteurs, se fondant sur ce que l'administration légale ne comporte pas de Conseil de famille, attribuaient au tribunal le droit de faire cette nomination. Quelques décisions de jurisprudence avaient aussi statué en ce sens⁵.

C'est à cette seconde solution que s'est arrêtée la Loi de 1910 ; elle décide que l'administrateur ad hoc « est nommé par le tribunal. » Il faut approuver le législateur d'avoir adopté ce parti ; des déclarations,

1. Cass. 10 juin 1885, *Rev. not.* n° 7264, 1886, p. 105. — Trib. [Bordeaux. 30 avril 1900, *Rép. DEFRÉNOIS* 1901, 1214. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 699. — DEMOLOMBE, II, 422. — LAURENT, IV, 310. — AUBRY et RAU, I, p. 775. — ZACHARIE (Massé et Vergé), I, § 207, 10. — Tenaient pour l'administrateur ad hoc : Paris, 1^{er} mars 1901. D. 1902, 2, 90. — Bordeaux, 4 février 1901, *Rép. DEFRÉNOIS*, 1901, 11920. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 380. — Trib. Lille, 15 juillet 1905, *Rép. DEFRÉNOIS*, 1905, 14486. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 646.

2. DURANTON, III, 415.

3. ZACHARIE, IV, 207, 1. — AUBRY et RAU, I, p. 775.

4. Cass. 10 juin 1885, S. 1885, 1, 367. — Trib. Bordeaux, 30 avril 1900. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1901, 12140. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 699. — Paris, 1^{er} mars 1901, *Rép. DEFRÉNOIS*, 1901, 12047. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 584. — Trib. Seine, 16 janv. 1908. *Rev. not.*, 1909, 13650, p. 426.

5. LAURENT, IV, 310. — HUC, III, 236. — Bordeaux, 4 février 1901, *Rep. DEFRÉNOIS*, 1901, 11920. *Jurisp. et prat. notariale*, p. 380. — Trib. Lille, 15 juillet 1905 et Douai, 26 août 1905. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1904, 14486. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 646.

maintes fois renouvelées au cours de la préparation de la Loi, proclamaient impossible de mettre un Conseil de famille à côté du père administrateur légal. Il eût été illogique de recourir à ce Conseil pour faire nommer un administrateur ad hoc à l'enfant !

Comme pour la plupart des autres questions qui se présentent au cours de l'administration légale, le tribunal compétent est celui du domicile du mineur, c'est-à-dire, d'après l'article 108 du C. Civ., celui du domicile du père. Toutefois, ce serait le tribunal du domicile de la mère si, à la suite d'un divorce ou d'une séparation de corps, par exemple, elle s'était vu confier l'administration légale, en même temps que la garde de l'enfant. — La question est moins simple si le tribunal, tout en attribuant la garde de l'enfant à la mère, avait, comme il en a le droit, maintenu au père l'administration légale. Quel serait alors le tribunal compétent ? Celui du domicile du gardien ou du domicile de l'administrateur ? Quand il s'agit de tutelle, et que celle-ci est gérée par une autre personne que le survivant des père et mère, par exemple, parce que la mère a invoqué l'article 394 du C. Civ. et refusé la tutelle, on décide que le domicile du tuteur, chargé de représenter le mineur et d'exercer ses droits civils, l'emporte sur le domicile du parent survivant ; autrement dit, l'enfant est alors domicilié chez un tuteur¹. Notre hypothèse n'est-elle pas semblable à celle-là ? et n'y a-t-il pas par suite les mêmes raisons d'en don-

1. *Encyclopédie du notariat*. Voir domicile et autorités citées.

ner une solution pareille? Bien que résidant chez sa mère, l'enfant serait donc domicilié chez son père administrateur légal, et ce serait ce domicile qui fixerait la compétence du tribunal pour les affaires relatives à l'administration légale.

La compétence du tribunal n'est pas déterminée une fois pour toutes, comme il arrive quand il s'agit d'enfants naturels (Loi du 2 juillet 1907 : C. Civ., a. 389); elle change si le domicile du mineur change, si, par hypothèse, son père administrateur transporte son domicile dans le ressort d'un autre tribunal.

L'administrateur ad hoc sera le plus souvent désigné par la justice sur l'initiative du représentant de l'enfant. Plus que personne, ce représentant y a intérêt. Par hypothèse, il s'agit d'une affaire qui l'intéresse personnellement; or, en agissant lui-même, il ferait un acte nul. Si l'administrateur lui-même ne saisit pas le tribunal, on permettra, par analogie avec la disposition du paragraphe 9, à celui des père et mère qui n'a pas l'administration, à un parent ou allié de l'enfant, ou au ministère public de le faire. Le pourront aussi toutes les personnes intéressées à cette nomination. Si le père est, par exemple, appelé à une succession, ses créanciers ou ses cohéritiers pourront requérir la nomination d'un administrateur ad hoc pour renoncer à un legs fait au mineur par le de cujus.

Le tribunal est saisi par une requête présentée par l'intermédiaire d'un avoué; il statue en Chambre du Conseil, le ministère public entendu. (C. Civ., a. 389,

§ 4). C'est « pour ne pas accabler le mineur sous les frais » que la Loi de 1910 a prescrit cette procédure ¹. Le tribunal choisit d'ailleurs librement l'administrateur ad hoc ; il peut nommer la personne proposée par le requérant, ou en désigner une autre, choisir un parent ou un allié de l'enfant, ou une personne tout à fait étrangère. Il s'inspirera avant tout de l'intérêt du mineur.

Le jugement rendu par le tribunal est-il susceptible d'appel ? On peut, pour résoudre cette question, s'inspirer de la distinction exposée par M. Albert Tissier, dans une note du Dolloz². Il s'agissait, en l'espèce, de tutelle d'enfants naturels, hypothèse qui offre avec notre cas bien des points de ressemblance, puisque, là comme ici, il n'y a pas de Conseil de famille ; des deux côtés, c'est le tribunal en Chambre du Conseil qui se trouve chargé de veiller aux intérêts du mineur, mais avec cette différence que là, il exerce à la fois la fonction de Conseil de famille et sa fonction judiciaire, et ici sa fonction judiciaire seulement. Parfois, son rôle est un rôle de juridiction gracieuse. Il en est ainsi quand il n'existe pas de contestation, et quand le requérant, ordinairement l'administrateur, adhère à la décision rendue ; celle-ci est alors un acte de juridiction gracieuse, susceptible d'être modifié ou même rétracté. Parfois, au contraire, il y a litige, contestation ; l'administrateur n'accepte pas la déci-

1. Rapport de M. VIOLETTE. *Journal officiel*. Documents parlementaires d'avril 1908, p. 424.

2. Cass., 3 mai 1909, S. 1910, 1, 257.

sion du tribunal : il faut alors dire que nous avons un cas de la juridiction contentieuse de la Chambre du Conseil. Le jugement est alors susceptible d'appel qui est porté devant la Cour en Chambre du Conseil. (Argument : C. Proc. Civ., a. 889).

Le paragraphe 4 de l'article 389 prescrit encore la nomination d'un administrateur ad hoc dans le cas où « les père et mère tous deux vivants sont déchus de l'administration légale ; sauf application de la Loi du 24 juillet 1889, au cas où les deux époux seraient déchus de la puissance paternelle. »

Cette disposition prévoit deux séries d'hypothèses bien distinctes : 1° Celle, dont elle fait une expresse réserve, où les deux parents sont déchus de la puissance paternelle ; et celle, qu'il faut lui assimiler, où, le père seul étant déchu de cette puissance, l'exercice n'en a pas été attribué à la mère. Les deux hypothèses sont réglées par l'article 10 de la Loi du 24 juillet 1889 qui, visant le cas où le père a déjà été privé de la puissance paternelle, s'exprime ainsi : « Si la mère a été déchue, ou si l'exercice de la puissance paternelle ne lui est pas attribué, le tribunal décide si la tutelle sera constituée dans les termes du droit commun, sans qu'il y ait toujours obligation pour la personne désignée d'accepter cette charge. »

C'est ici un cas exceptionnel, le seul, d'ailleurs, où l'administration légale prend fin, tandis que les père et mère vivent encore ; il s'ouvre une tutelle véritable, et cette tutelle est constituée selon le droit commun, si le tribunal le juge à propos. Le Conseil de famille

est alors appelé à nommer un tuteur à l'enfant moralement abandonné. Sinon, la tutelle est exercée par l'Assistance publique (Loi du 24 juil. 1889, a. 11), c'est-à-dire, en province, par l'Inspecteur départemental des enfants assistés, et, à Paris, par le Directeur de l'administration générale de l'Assistance publique. (Loi de 1889, a. 24).

2° Dans tous les autres cas où les deux parents à la fois se trouvent déchus de l'administration légale, la Loi de 1910 institue un autre remède. Il est nommé au mineur un administrateur ad hoc.

Voici comment M. Guillier, rapporteur de la Loi au Sénat, justifiait cette solution : « La tutelle ne s'applique pas aux biens seulement; et il ne paraît ni possible, ni justifié que la privation de l'administration légale, motivée par des causes multiples, de nature et de gravité diverses, ait pour conséquence forcée de déposséder les père et mère des autres droits et obligations qui leur appartiennent et leur incombent¹. »

L'honorable rapporteur a commis ici une erreur; il n'y a entre la tutelle et la puissance paternelle aucune incompatibilité. Ne voit-on pas tous les jours, une mère survivante refuser la tutelle, et conserver sur la personne de ses enfants la puissance paternelle? Quoi qu'il en soit, la prescription de la Loi n'est pas douteuse : il faut nommer au mineur un administrateur ad hoc.

1. *Journal officiel*, Sénat, débat parl. 1909, p. 78.

Cette expression d' « administrateur ad hoc » employée par le texte est ici un terme impropre. Un administrateur ad hoc, c'est, par définition, une personne qui a à remplir un rôle momentané, ou, du moins, spécialement déterminé.

Dans la situation que nous analysons, il s'agit de tout autre chose : il y a lieu de pourvoir à l'administration générale des biens du mineur, de l'assurer d'une manière permanente. Ce n'est évidemment pas un administrateur ad hoc qu'il convient de nommer alors, il faut un administrateur à pouvoirs généraux, sorte de curateur, analogue à celui que les tribunaux peuvent désigner pour gérer le patrimoine des présumés absents.

Ce n'est là, en définitive qu'une question de terminologie.

Un problème plus important se présente. C'est celui de savoir si la Loi a eu raison de maintenir dans ce cas le régime de l'administration légale.

Le projet de la Société d'Études législatives (art. 33) s'arrêtait au parti contraire ; lorsque les deux parents se trouvaient exclus de l'administration, il ouvrait la tutelle. Peut-être cette solution est-elle préférable à celle de la Loi de 1910[?] Les garanties que la sollicitude et l'affection de ses parents assuraient à l'enfant au cours de l'administration légale, n'existent plus ici, puisque ce n'est plus maintenant le père ni la mère qui exercent cette administration, mais un tiers, étranger ou parent plus ou moins éloigné, indifférent presque toujours à l'enfant. Cette situation

n'emporte-t-elle pas les mêmes risques que celle en vue de laquelle la tutelle a été organisée, plus de risques même que celle où fonctionne la tutelle légale, et ne fallait-il pas par suite lui étendre la même protection ?

La Loi n'a prévu de façon expresse que le cas où les deux parents sont déchus de l'administration légale. Il semble qu'il y aurait lieu d'étendre sa disposition et de nommer un administrateur judiciaire dans d'autres circonstances où il est nécessaire de pourvoir à la gestion du patrimoine de l'enfant : ainsi, quand un donateur ou un testateur, tout en retirant au père l'administration légale, n'a pas nommé d'administrateur, ou quand l'administrateur désigné n'accepte pas sa fonction, y renonce ou en est déchu, ou vient à décéder.

CHAPITRE V

Cessation de l'administration légale.

Nous venons de voir par qui est exercée l'administration légale. Maintes fois, au cours de cette Étude, nous avons parlé de la déchéance de cette administration. Il nous faut maintenant examiner quelles sont les causes de cette déchéance, et, d'une façon plus générale, les causes d'extinction de l'administration légale.

Commençons par une remarque qui servira en même temps à indiquer le plan de ce chapitre. Parmi les causes d'extinction de l'administration légale, il en est de deux sortes : les unes sont absolues et mettent vraiment fin à cette administration : telles sont la mort de l'enfant ou sa majorité ; — les autres sont relatives ; elles entraînent une dévolution plutôt qu'une extinction de l'administration légale, qui passe d'une personne à une autre : il en est ainsi, par exemple, de la déchéance du père, et quelquefois du divorce.

§ 1. — Causes d'extinction absolues.

Ces causes font cesser définitivement l'administration légale parce que la situation en vue de laquelle elle était organisée se trouve modifiée, soit que le besoin de protection de l'enfant ait pris fin, soit que seulement la forme de sa protection ait changé. Les causes sont :

1° La mort de l'enfant, qui donne lieu à l'ouverture de sa succession.

2° La mort de l'un des parents de l'enfant qui ouvre la tutelle¹.

3° La majorité de l'enfant, qui met fin à son incapacité en même temps qu'à la puissance paternelle.

4° L'émancipation de l'enfant, qui éteint, elle aussi, la puissance paternelle (C. Civ. art. 372), et donne une capacité limitée au mineur, qu'elle met pour le surplus sous la surveillance d'un curateur.

5° La déchéance des deux parents de la puissance paternelle, ou, ce qui aboutit à un résultat pareil, la déchéance du père seul, si l'exercice de la puissance n'a pas été attribué à la mère².

Nous avons déjà rencontré, à propos de l'adminis-

1. D'après le Code civil allemand, le Code civil italien, le Code fédéral suisse, l'administration légale subsiste après le décès des parents ; elle est exercée par le survivant.

2. Nous avons vu que les autres causes de déchéance de l'administration légale, donnent lieu, quand les deux parents en sont frappés, à la nomination d'un administrateur ad hoc. Il n'y a plus alors, à proprement parler, administration légale, mais le régime subsiste cependant.

trateur ad hoc, cette question de la déchéance de la puissance paternelle ; nous avons vu que cette déchéance donne lieu à l'ouverture d'une tutelle (Loi du 24 juil. 1889, art. 10 et 11) et dans quelles conditions elle le fait. Nous n'y reviendrons pas. Rappelons seulement ici que les causes de déchéance de la puissance paternelle sont aujourd'hui fort nombreuses : à celles prévues par les articles 334 et 335 du Code Pénal et par la Loi du 7 décembre 1874, les Lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898 en ont ajouté un grand nombre. Nous retenons seulement, pour en faire ici mention, la disposition finale de l'article 2 de la Loi de 1889, qui ouvre un champ fort étendu à l'initiative des tribunaux, en leur permettant de déclarer déchus, « en dehors de toute condamnation, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse, ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants. »

Il n'est pas douteux que la déchéance générale de la puissance paternelle, telle qu'elle résulte de la Loi de 1889, emporte déchéance de l'administration légale. En est-il de même quand, en vertu des articles 4 et 5 de la Loi du 19 avril 1898, un juge d'instruction ou une juridiction répressive enlève aux père et mère la garde de l'enfant ?

A la vérité, il n'y a plus dans ce cas déchéance de la puissance paternelle, mais seulement privation d'un de ses attributs, le droit de garde. D'autre part, le paragraphe 9 de la Loi de 1910, qui établit les causes

de déchéance, n'est pas susceptible d'une interprétation extensive. Il faut, semble-t-il, en conclure que le père privé du droit de garde n'est pas, du fait de cette privation, déchu de l'administration légale. On peut invoquer dans ce sens l'autorité de M. P. de Loynes¹. Après avoir nettement distingué les sphères d'application des Lois de 1889 et de 1898, la première s'appliquant à l'action en déchéance de la puissance paternelle portée devant les tribunaux civils, la seconde, à la privation du droit de garde prononcée par un juge d'instruction ou un tribunal répressif, l'éminent professeur, à propos de cette dernière, ajoute : « Si cette mesure est insuffisante pour sauvegarder la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant, aucun obstacle ne s'oppose à ce que, par une action en déchéance de la puissance paternelle, on ne cherche à lui procurer la protection nécessaire à sa faiblesse. »

La solution que donne M. de Loynes, en considérant la protection de la personne de l'enfant, doit, semble-t-il, tout aussi bien trouver son application en ce qui concerne la protection de son patrimoine : l'administration légale reste provisoirement au père privé du droit de garde ; elle ne cesserait de lui appartenir qu'après une déchéance générale de la puissance paternelle, ou une déchéance de l'administration légale, que le tribunal prononcerait spécialement, comme il en a le droit.

L'émancipation met fin elle aussi à l'administra-

1. Note sous Trib. Béziers, 2 août 1902, D. 1904, 2, 185.

tion légale. Le nouvel article 389 le dit expressément. Bien que l'ancien texte ne comportât pas cette précision, cette solution était déjà unanimement admise : la puissance paternelle s'éteint par l'émancipation ; l'administration légale ne peut lui survivre.

En est-il ainsi même dans l'hypothèse où le donateur ou le testateur aurait confié à un tiers le droit d'administrer les biens donnés ou légués au mineur ?

Le père pourra-t-il, en émancipant l'enfant, faire perdre au tiers les pouvoirs qu'il tient du disposant ; ou, au contraire, ce tiers conservera-t-il ses pouvoirs jusqu'à la majorité du mineur, nonobstant l'émancipation ? Un arrêt de la Cour de Caen a décidé que le tiers administrateur perdait ses pouvoirs du fait de l'émancipation¹. Mais la jurisprudence s'était fixée en sens contraire, et décidait que l'administration du tiers devrait se continuer jusqu'à la majorité de l'enfant, malgré l'émancipation conférée à celui-ci par le père². Sur quoi Demolombe remarque avec raison que c'est là au fond une question d'interprétation de la volonté probable du disposant³. Le législateur de 1910 n'ayant rien dit sur la question, il semble que telle doit être aujourd'hui encore la solution. Sans doute, la durée des pouvoirs de l'administrateur conventionnel est en principe la même que pour l'administrateur légal ; mais le disposant a le droit de la modifier, pourvu

1. Caen, 5 avril 1843, S. 1855, 2, 675 (en note).

2. Dijon, 23 avril 1855. S. 1855, 2, 675. — Cass. 26 mai 1856. S. 1856, 1, 682.

3. DEMOLOMBE, VI, 458 bis.

qu'il ne prescrive rien de contraire à l'ordre public. Or, il n'apparaît pas que la volonté du disposant de conserver à l'administration du tiers les biens donnés ou légués, jusqu'à la majorité de l'enfant, atteigne en rien cet ordre. Dès l'instant qu'on lui reconnaît le droit de régler l'administration des biens qu'il donne, on ne voit pas ce qui l'empêcherait de déterminer la durée de cette administration, de lui fixer un terme, placé soit à la majorité du bénéficiaire, soit à tout autre moment.

Si l'émancipation est révoquée, si la puissance paternelle est restituée au père déchu, l'administration légale revit, avec les autres attributs de cette puissance.

Nous ne dirons rien de particulier des autres causes qui mettent fin définitivement à l'administration légale : la mort ou la majorité de l'enfant, la mort de son père ou de sa mère. Tous ces faits produisent une commune conséquence, c'est de donner lieu à la reddition d'un compte d'administration, que nous étudierons plus loin.

§ 2. — Causes d'extinction relatives.

Ce sont celles qui, sans faire cesser le régime de l'administration légale, ont seulement pour effet de changer la personne à qui est confiée cette administration. Nous avons établi déjà les principes de cette dévolution ; elle s'opère en général du père à la mère ; si celle-ci est déchue ou incapable, il appartient à la justice de nommer un administrateur. Nous avons vu

aussi que le divorce ou la séparation de corps peuvent avoir pour effet de faire passer du père à la mère ou à un administrateur désigné par justice l'administration légale. Nous n'y reviendrons pas.

La Loi de 1910 a en outre énuméré un certain nombre de faits qui ont pour conséquence d'enlever l'administration légale à celui auquel elle appartient. En cela d'ailleurs, elle n'a fait, en grande partie tout au moins, qu'exprimer et préciser ce qu'admettait déjà la doctrine antérieure ¹. Son alinéa 9^me porte : « L'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne interdite, pourvue d'un Conseil judiciaire, en état d'absence, ou déchue de la puissance paternelle ; elle peut être retirée, pour cause grave, par le tribunal statuant comme il est dit au paragraphe 4, à la requête de celui des père et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant, ou du ministère public. »

L'interdiction emporte retrait de l'administration. Que cette interdiction soit légale ou judiciaire, peu importe ! Les condamnés à une peine afflictive et infamante (C. Pén., a. 7 et 29) seront donc, pendant la durée de leur peine, privés de l'administration légale, tout comme les personnes que leur faiblesse d'esprit aura fait interdire par la justice. Les uns comme les autres, incapables de gérer leurs propres biens, ne peuvent pas davantage administrer la fortune d'autrui. De plein droit, la mère devient alors administratrice

1. DEMOLOMBE, VI, 446 et suiv. — HUC, III, 235.

des biens de ses enfants mineurs. Souvent, elle sera en même temps nommée tutrice de son mari interdit ; cependant il peut en être autrement. Même dans ce cas, la mère sera administratrice légale, car la règle posée par l'article 389 est formelle et ne fait aucune distinction. Mais si le père a l'usufruit légal, elle lui devra compte, à lui ou à son tuteur, des revenus de l'enfant. C'est là sans doute une situation bizarre, mais qui a été consacrée, en matière de tutelle d'enfants naturels, par un jugement du tribunal de la Seine ¹.

Pourvu d'un Conseil judiciaire, le père est également privé de l'administration légale. Cette décision était aussi proposée par la Société d'Études législatives ; elle nous paraît préférable à celle que l'on donnait précédemment. Avant 1910, le père, à qui un Conseil judiciaire avait été nommé, conservait l'administration légale ; mais il ne l'exerçait que sous les restrictions établies par les articles 499 et 513 du Code Civil ². Cela avait pour effet de compliquer inutilement et sans profit pour le mineur l'administration.

L'administration légale cesse encore d'appartenir « à toute personne en état d'absence ». L'article 141 du Code Civil prévoyait déjà cette situation ; on peut se demander si la disposition de l'article 389 était vraiment bien utile en présence de ce texte. Elle a cependant l'avantage d'écarter toute tentative de discussion, et de condamner une doctrine que certains avaient

1. Trib. Seine, 21 janvier 1911. *Journal Pol.*, 20-21 février 1911.

2. Huc, III, 235.

autrefois soutenue : on admettait bien que l'article 141 faisait passer à la mère l'administration ; mais ne voulant voir dans ce texte, et dans les autres dispositions du Chapitre IV du titre de l'absence, que des mesures provisoires, restreintes à la période de présomption d'absence, on en concluait que, l'absence une fois déclarée, l'administration légale prenait fin, pour faire place à la tutelle¹. Cette opinion ne se pourrait plus défendre aujourd'hui. De la combinaison des paragraphes 2 et 9 de la Loi de 1910, il résulte sans aucun doute qu'en cas d'absence du père, la mère devient administratrice légale, sans distinction entre l'absence présumée et l'absence déclarée. Une seule condition est nécessaire, c'est qu'il y ait vraiment absence, c'est-à-dire incertitude sur l'existence de la personne. (C. Civ., a. 115). Le père qui ne se trouve pas à son domicile, même pour un temps très prolongé, reste administrateur, si son existence est certaine ; il lui est bien entendu permis d'exercer sa charge par mandataire.

Tous ces faits, interdiction, absence, nomination d'un Conseil judiciaire, sont des causes d'extinction relatives, quand ils n'atteignent que l'un des parents, celui qui administre. Il en est encore de même, en principe, quand ils les frappent tous les deux ; le tribunal doit dans ce cas nommer au mineur un administrateur, que le paragraphe 4 qualifie improprement d'administrateur *ad hoc*. Cette règle comporte

1. AUBRY et RAU, I, § 160, p. 963.

une seule exception : lorsque les père et mère ont été déchus de la puissance paternelle, c'est la tutelle qui s'ouvre. (Loi du 24 juillet 1889, a. 10 et 11).

Nous arrivons enfin à la disposition la plus intéressante de la Loi de 1910 concernant l'extinction de l'administration légale. Il s'agit du droit reconnu au tribunal de retirer l'administration « pour cause grave ». Ce n'est pas la première fois, en matière de puissance paternelle, que le législateur moderne reconnaît à la justice ce pouvoir discrétionnaire. On peut citer, outre l'article 302 du Code Civil qui, dans l'hypothèse d'un divorce, permet au tribunal de confier les enfants à la personne de son choix « pour leur plus grand avantage », la disposition de la Loi du 24 juillet 1889, permettant de déclarer déchus de la puissance paternelle, « en dehors de toute condamnation, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse, ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ».

Pour le retrait de l'administration légale comme pour celui de la puissance paternelle, la Loi s'en rapporte donc à la sagesse du juge ; en toute liberté, il apprécie ce que sont ces causes graves, pouvant motiver une déchéance : une faillite ou une condamnation pénale, des actes de malversation, des fautes lourdes ou des manquements aux obligations imposées par la Loi. Il n'a même pas à subir dans cette appréciation le contrôle de la Cour suprême.

Cette mission de surveillance dévolue à la justice

n'est pas d'ailleurs une innovation. On la lui attribuait déjà avant 1910. La doctrine reconnaissait que si, par incapacité ou infidélité, le père lésait ou compromettait les intérêts de ses enfants, il appartenait aux tribunaux de lui retirer ses pouvoirs; et la jurisprudence avait statué dans ce sens¹. Même dans l'ancien droit, Pothier avait constaté que « la garde noble peut aussi finir par le ministère du juge, lorsque le gardien, sur la plainte du tuteur ou des parents, est, pour des malversations, destitué de la garde². »

Quand le tribunal retire au père l'administration légale, il ne le prive pas pour cela des autres attributs de la puissance paternelle. La jouissance légale notamment reste au père, à qui le nouvel administrateur aura à verser les revenus³. Mais il pourrait toutefois en être autrement. En même temps qu'il lui enlève l'administration, le tribunal aurait la faculté, conformément au droit commun en matière d'usufruit (C. Civ., a. 618), de retirer au père la jouissance légale.

Le tribunal statue « à la requête de celui des père et mère qui n'est pas administrateur, d'un parent ou allié de l'enfant, ou du ministère public ». Suivant la procédure établie pour toutes les questions relatives à l'administration légale, il prononce en Chambre du Conseil, le ministère public entendu.

1. DEMOLOMBE, VI, 451. — AUBRY et RAU, I., § 123, p. 775. — PLANIOL, I, 1722 (4^e édit.). — Trib. Reims, 27 décembre 1901. *Répert. DEFRÉNOIS*, 1902, 12392. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 266. — Paris, 14 juin 1901. S. 1903, 2, 10.

2. POTHIER, *Traité de la Garde noble*, n° 103. Edit. Bugnet, VI, p. 530.

3. En ce sens : Code civil allemand. Par analogie : Trib. Seine, 21 janvier 1911. *Journal pol.* 20-21 février 1911.

Faut-il considérer comme limitative l'énumération de l'article 389¹ ou, au contraire, peut-on la dépasser, et admettre, comme avant 1910, que l'administration légale passe à la mère, toutes les fois que le père se trouve, en fait, dans l'impossibilité de l'exercer, par exemple, quand il est aliéné sans être interdit ? Il ne semble pas possible de donner une interprétation extensive à la disposition du paragraphe 9 de la Loi. Outre que l'interprétation restrictive est de règle en matière de déchéance, la façon dont se trouve rédigé notre paragraphe ne laisse aucun doute sur cette solution. Ni l'aliénation mentale, ni la faillite, ni la séparation de biens¹ ne seront donc par elles-mêmes des causes de déchéance ; il faudra, dans toutes ces hypothèses, recourir au tribunal, qui pourra y voir la « cause grave » motivant le retrait, mais qui, en tout cas, appréciera souverainement. Les causes d'incapacité et d'exclusion établies en matière de tutelle (C. Civ., a. 442 à 445) doivent être, elles aussi, écartées².

1. A propos de la séparation de biens, il est curieux de remarquer que le texte voté par le Sénat (*Journ. off. Déb. parl.* 1909, séance du 11 février, p. 108) portait : « L'administration légale cesse de droit d'appartenir au mari séparé de biens, en vertu de l'art. 1443 du Code civil, ou à toute personne interdite, ... » (le reste comme au texte actuel). — Comment ces mots ont-ils disparu dans le texte transmis à la Chambre des Députés ? rien ne l'indique. Nous ne trouvons dans les travaux préparatoires qu'un incident qui consacre la disparition sans l'expliquer. M. Viollette avait, dans son rapport, cité parmi les causes de déchéance de plein droit, la séparation de biens ; à la séance du 1^{er} avril 1910, M. Lefas fit à la Chambre cette remarque : « C'est évidemment une erreur. Je n'ai trouvé cela nulle part... ». Le rapporteur en convient, et l'on n'en reparle plus.

2. Autrefois la question était discutée. DEMOLOMBE (VI, 424, appliquait au père l'article 444 du Code civil).

Il y a une question à laquelle la Loi de 1910 n'a pas touché, c'est celle des excuses. Faut-il appliquer à l'administration légale la Section VI du chapitre de la tutelle, qui prévoit les causes dispensant de cette charge ? C'est ici le lieu de nous rappeler le caractère que nous avons reconnu à l'administration légale, celui d'attribut de la puissance paternelle. Cette administration est bien distincte de la tutelle; elle se trouve régie par des règles différentes. Dès lors il faut décider que les excuses admises en matière de tutelle ne lui sont pas applicables. C'est la solution communément suivie¹. Serait-il raisonnable de permettre au père, qui conserve toujours les avantages de la puissance paternelle, d'invoquer les causes de dispense, à l'effet seulement de se soustraire aux charges corrélatives qu'elle impose² ? Cependant, il peut se présenter des cas où la décharge de l'administrateur serait désirable, autant pour le mineur que pour le père. Comme cette situation n'a pas été prévue par la Loi, le seul remède serait dans l'intervention officieuse de l'une des personnes mentionnées à l'article 389, § 9, qui, à la demande du père lui-même, et par une sorte de collusion honnête avec lui, consentirait à poursuivre

1. DEMOLOMBE, VI, 430 et suiv. — AUBRY et RAU, I, § 123, p. 778. — LAURENT, IV, 301 et suiv. — BAUDRY-LACONTINERIE et CHÊNEAUX, IV, 181. — CONTRA-VALETTE sur PROUDHON, II, p. 283.

2. Le projet Cazot et la proposition Bisseuil avaient prévu la question des dispenses, tout en écartant en principe les causes d'excuse admises en matière de tutelle. Le projet Cazot décidait que le père pouvait, sur sa demande, en cas d'infirmités graves, être déchargé par le tribunal de son administration. La proposition Bisseuil donnait une solution analogue, mais parlait, sans préciser, de « motifs graves ».

contre lui le retrait « pour cause grave » de l'administration légale.

Quand l'administrateur légal s'est vu, pour une cause quelconque, privé de l'administration, ses pouvoirs cessent de plein droit, dès l'instant où ses fonctions ont pris fin. A partir de ce moment, il ne représente plus le mineur; il n'a plus qualité pour passer des actes en son nom. Si en fait il continue à gérer, les actes qu'il accomplit sont nuls; ils ne peuvent être opposés au mineur que s'ils constituent une utile gestion d'affaires. On le conçoit, cette solution est de nature à léser les tiers; ceux-ci, dans l'ignorance de l'événement qui a mis fin aux pouvoirs de l'administrateur, ont pu traiter encore avec lui, et s'exposer à subir un préjudice. Pour tempérer la rigueur de leur situation, nous proposerons d'appliquer ici les principes du mandat (C. Civ., a. 2005 et 2009). Nombre d'auteurs le décident ainsi pour le tuteur qui a cessé ses fonctions¹. Il y a pareil motif de donner ici la même solution. Si un tiers a traité de bonne foi avec l'administrateur, on validera par conséquent le contrat; s'il a, par exemple, payé un capital, il devra être libéré par argument des articles 1240 et 2009 du Code Civil. Comme le dit Demolombe, « le principe d'équité et de sécurité sociale qui a dicté ces articles est ici applicable. »

Il est regrettable que la Loi n'ait pas organisé une publicité pour mettre les tiers au courant des chan-

1. DEMOLOMBE, VII, 508. — LAURENT, V. — AUBRY et RAU, I, § 120.

gements survenus en la personne de l'administrateur légal. La question fut soulevée lors de la discussion du projet à la Chambre. A la séance du 1^{er} avril 1910, MM. Perit et Chaigne déposèrent un amendement tendant à ajouter au paragraphe 9 : « Tout jugement entraînant la déchéance du père de famille devra être rendu public conformément aux dispositions de l'article 501 du Code Civil. » Le rapporteur s'y oppose pour des raisons fort peu sérieuses, où perce avant tout le désir de voir la Loi devenir au plus tôt définitive. Il promet d'étudier cette question de la publicité. Bref, l'amendement fut retiré, et nous en sommes toujours, sans doute pour longtemps encore, aux solutions que nous avons exposées, et qui sont aussi dange-reuses pour le mineur que pour les tiers.

Nous connaissons maintenant la situation que fait aux tiers un acte de gestion accompli sans pouvoir par l'administrateur sorti de charge : cet acte en principe n'oblige pas le mineur envers eux. Que décider en ce qui concerne les rapports de l'ex-administrateur avec le mineur ? Si, sans rendre compte, il continue de gérer, le fait-il encore à titre d'administrateur ? ou n'est-il plus qu'un gérant d'affaires ? Cela est fort important en matière de tutelle, à cause de l'hypothèque légale et des articles 455 et 456 du Code Civil, qui font courir les intérêts de plein droit. Bien que moindre, l'intérêt existe aussi ici, notamment pour l'application de l'article 475 du Code Civil, qui fait courir la prescription de dix ans à compter de la majorité.

La Cour de Cassation semble incliner à croire que le fait d'une gestion continuée sans pouvoirs maintient à celui qui gère son ancienne qualité. Du moins l'a-t-elle décidé ainsi pour le tuteur¹. Quant aux auteurs, ils sont divisés. Aubry et Rau décident que la qualité ancienne est conservée, à moins que l'on puisse induire des circonstances, qu'il y a eu interversion. Laurent repousse cette solution : on ne peut maintenir à une personne une qualité qu'elle n'a plus qu'en vertu d'une fiction. Or les fictions sont des exceptions ; le législateur seul peut en établir ; et ici, il ne l'a point fait².

Quand il établit des causes de déchéance, le paragraphe 9 de l'article 389 ne vise expressément que l'administrateur légal. En faut-il conclure que sa disposition ne s'applique pas à l'administrateur nommé par un tiers ou par le tribunal ? — A la séance du 1^{er} avril 1910, un député, M. Lefas, remarqua que « les déchéances et les contrôles, prévus pour l'administrateur légal, ne s'appliquent pas au tiers administrateur, lequel n'est pas un administrateur légal. » Est-ce bien la solution qu'il convient de donner ? Sans doute, le texte ne vise nommément que l'administrateur légal. Mais n'est-il pas permis de penser que si le

1. Cass., 15 février 1882. D. 1883, 1, 111. — *Encyclopédie du Notariat*, voir tutelle, nos 452, 628, 665, et autorités citées.

2. Dans le même sens : PLANIOL, I, n° 1967 (et note). — DEMOLOMBE (VIII, 24), donne la même solution ; mais il la restreint au cas où la tutelle, ici l'administration, a pris fin *ex parte pupilli*.

législateur a employé cette expression, c'est parce qu'elle correspond à la situation normale, et nullement pour restreindre au père ou à la mère de l'enfant l'application des déchéances qu'il édicte. Les motifs étant dans tous les cas les mêmes, une telle différence de régime serait déraisonnable ! Nous déciderons donc que les déchéances édictées à l'encontre de l'administrateur légal, trouveront, le cas échéant, leur application à l'administrateur désigné par un tiers ou par justice. L'identité de motifs et l'intérêt de l'enfant commandent cette solution, qui se concilie du reste, comme nous l'avons vu, avec le texte de la Loi de 1910.

CHAPITRE VI

Pouvoirs de l'administrateur légal.

De toutes les questions que soulevait autrefois l'article 389 du Code Civil, celle de l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal était la plus vivement discutée. C'était aussi sur elle que les tribunaux avaient le plus fréquemment à prononcer. Avant d'examiner la solution que lui a donnée la Loi du 6 avril 1910, il est intéressant de jeter un regard sur les anciennes divergences qu'avait provoquées l'absence de réglementation.

La doctrine se divisait en trois groupes principaux, tenant chacun pour un système différent. Et la jurisprudence suivait tantôt l'un, tantôt l'autre de ces systèmes¹. Il n'y avait guère d'unité dans ses décisions

1. Voir l'exposé de ces divergences dans les notes sous : Dijon, 31 déc. 1891, D. 1892, 2, 233. — Villefranche, 12 mars 1887. — S. 1887, 2, 117. — Douai, 22 janvier 1894. — S. 1894, 2, 311.

que pour écarter de l'administration légale la Loi du 27 février 1880.

1° Une première opinion donnait au père l'omnipotence. En tant qu'administrateur de la fortune de ses enfants, il peut faire seul, non seulement tous les actes qui sont permis au tuteur, mais encore les actes que celui-ci ne peut accomplir qu'avec l'aveu du Conseil de famille, que cet aveu doive être ou non homologué par le tribunal. Ainsi, il peut librement transiger, ou faire une aliénation d'immeubles. Seuls, un petit nombre d'actes, le compromis, la donation lui restent interdits.

Peu en faveur dans la doctrine, ce système avait au contraire été consacré, parfois à regret, par un grand nombre d'arrêts et de jugements. Trois jugements du tribunal de Rouen (20 février et 2 mai 1901, 22 janvier 1901) se montraient particulièrement catégoriques; ils proclamaient « que les règles de la tutelle ne sont point applicables au père administrateur légal, pendant le mariage, des biens de ses enfants mineurs ; — Qu'aucun article du Code Civil, ni aucune Loi postérieure, notamment celle du 27 février 1880 ne limitent ses pouvoirs, ne lui imposent de prohibition ; qu'il peut dès lors aliéner de son propre gré et sans formalités spéciales les biens meubles et immeubles appartenant à ses enfants ; que vouloir lui imposer la nécessité d'obtenir l'autorisation du tribunal serait étendre par analogie des dispositions exceptionnelles qui sont de droit étroit et comme telles restreintes à des cas limitativement déterminés, et édictées

contre des personnes spécialement désignées ¹. »

Ce blanc-seing reconnu au père n'était pas, on le conçoit, sans dangers. Il mettait à son entière discrétion le patrimoine du mineur, ce qui sans doute était avantageux, lorsque le père se montrait administrateur scrupuleux et habile ; mais pouvait aussi promptement amener la ruine de l'enfant, si le père usait de ses pouvoirs pour lui dilapider son avoir. De plus, il faut reconnaître que ce système était peu conforme au titre d'administrateur que l'article 389 donnait au père.

Tout à l'opposé de ce système, une autre opinion, surtout doctrinale celle-ci, prétendait assimiler l'administrateur légal au tuteur : la tutelle et l'administration légale sont deux institutions voisines, elles ont un but commun, la protection du mineur. Le législateur ayant omis de réglementer la seconde, il faut, par analogie, lui appliquer les règles qu'il a établies pour la première. Cela n'est-il pas prouvé à l'évidence par la place qu'occupe l'article 389, en tête du chapitre de la tutelle ? Les pouvoirs du père administrateur seront donc les mêmes que ceux du tuteur ; ils sont toujours aussi étendus, et ne le sont pas, en général,

1. ZACHARIE (Massé et Vergé), I, § 207. — Dijon, 31 décembre 1891. D. 1892, 2, 233 (et la note) de M. P. DE LOYNES. — Amiens, 11 juin 1890, D. 1891, 2, 335. — Amiens, 1^{er} mars 1883. S. 1884, 2, 41. — Besançon, 11 novembre 1898. D. 1899, 2, 81. — Dijon, 13 juin 1900, D. 1902, 2, 46. — Douai, 25 février 1901, S. 1903, 2, 1. — Rouen, 20 février et 2 mai 1901, 22 janvier 1902. Rép. DEFRÉNOIS, 1901 : 11787 et 11960 ; 1902 : 12291. *Jurisp. et Prat. notariale*, pp. 152, 154 et 408. — Cass., 29 juillet 1903. Rép. DEFRÉNOIS, 1903, 13274. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 760. — Paris, 18 février, 1901. D. 1901, 2, 262.

davantage. Les précautions et les formalités auxquelles est assujéti le tuteur s'appliqueront en principe au père ; ce sont des mesures de protection d'ordre général. Le père devrait aussi, comme le tuteur et dans les mêmes cas que lui, se munir de l'autorisation du Conseil de famille ; la seule différence étant, d'après Demolombe, que le père ne serait pas, comme le tuteur, sous la dépendance d'un Conseil de famille permanent¹.

Mais si tel est le principe, l'on n'appliquera pas cependant indistinctement à l'administration légale toutes les dispositions qui régissent la tutelle. De ces dispositions, il faut faire deux parts ; c'est encore Demolombe qui nous le dit. « Les dispositions qui gouvernent la tutelle proprement dite (considérée surtout comme tutelle), ne sont pas applicables à l'administration légale. Au contraire, les dispositions qui, bien que placées au titre de la tutelle, n'ont rien de précisément spécial et exceptionnel, mais qui sont plutôt des règles de droit commun,.... devront être appliquées par voie d'analogie, et d'après l'intention présumée du législateur, à l'administration légale. »

Ce système avait l'avantage de supprimer bien des difficultés pratiques, en appliquant ici des règles, — celles de la tutelle, — sur la portée et la signification

1. DEMOLOMBE, VI, 446. — VALETTE sur PROUDHON, II, p. 283, n. A. III. — AUBRY et RAU, I, § 123, p. 782 (et note 28). — DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, II, 137 bis, III. — MERLIN, *Rép.* Voir : *puiss. patern. sect. 4*, nos 11 et 14 et *transact.*, § 1, n° 7. — DURANTON, III, 415, 416. — *Jurisp.* : décisions assez rares : Villefranche, 12 mars 1887. S. 1887, 2, 117. — Paris, 14 avril 1892, Pand. franc. 1894, 2, 376.

desquelles l'accord était à peu près unanime. Mais on pouvait lui reprocher d'être peu conforme à l'idée, consacrée par le législateur de 1804, et reconnue d'ailleurs par bien des tenants mêmes de notre théorie, que l'administration légale n'est pas une tutelle.

Un troisième parti enfin, s'en tenant au terme d'administrateur, employé par l'article 389, distinguait, suivant qu'ils entraînent ou non l'aliénation totale ou partielle d'un bien, les actes de disposition et les actes d'administration, et ne concédait au père le droit d'agir sans contrôle que pour ces derniers, une autorisation de justice étant pour ceux-là nécessaire¹. Sans doute, il y a, dans une certaine mesure, analogie entre le tuteur et le père ; tous deux sont administrateurs ; leurs pouvoirs sont de même nature. Ce sont des institutions voisines ; mais elles n'en restent pas moins bien distinctes. Il ne peut y avoir entre elles d'assimilation ; on ne peut appliquer à l'une les règles faites pour l'autre. Les travaux préparatoires du Code Civil sont là-dessus très explicites ; il y a été très nettement exprimé en particulier, qu'il ne pouvait s'agir,

1. DE LEYNES, sous Dijon, 31 décembre 1891. D. 1892, 2, 233. — LAURENT, VI, 302 et suiv. — BAUDRY-LACANTINIERI et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 198. — HUC, III, 240. — MARCADÉ, II, 150. — BEUDANT, II (*Etat de capacité des personnes*), 736. — *Rép.* FUZIER-HERMAN, Voir admin. lég., n°s 102 et suiv. — Douai, 22 janvier 1894, S. 1894, 2, 311. — Trib. Seine, 11 août 1894, *Rép.* DEFRÉNOIS, 1894, 8064. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 702. — Trib. Seine, 8 novembre 1898, S. 1899, 2, 316. — Bordeaux, 24 janvier 1901. *Rép.* DEFRÉNOIS. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 537, 1902, 12334. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 217. — Nantes, 16 mai 1905. *Rép.* DEFRÉNOIS, 1905, 14401. — Trib. Castres, 6 mars 1907. *Rép.* DEFRÉNOIS, 1908, 15599. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 97. — Paris, 18 février 1901. *Rép.* DEFRÉNOIS, 1901, 11889. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 307.

durant la vie des père et mère, de Conseil de famille, ni de subrogé tuteur¹.

Et la suppression du paragraphe qui déclarait applicable à l'administration légale les dispositions de la Section VIII du chapitre de la tutelle, en est une preuve non moins manifeste.

Satisfaisant et raisonnable en théorie, ce dernier système avait pour principal inconvénient de ne faire autre chose que substituer une difficulté à une autre. Comment en effet déterminer en pratique la limite qui sépare l'acte d'administration de l'acte de disposition? L'on avait bien, à vrai dire, proposé des critères; mais les auteurs de ces définitions reconnaissaient eux-mêmes qu'elles étaient « singulièrement élastiques ».

Cette doctrine avait une variante. Certains auteurs, Marcadé notamment, et bon nombre de décisions judiciaires, tout en continuant à distinguer les actes d'administration et les actes de disposition, concrétisaient en quelque sorte cette distinction, en considérant comme actes d'administration, permis par suite au père administrateur légal, les actes que le tuteur peut faire seul ou avec la simple autorisation du Conseil de famille. Peu scientifique dans son principe de classification, ce système avait au moins l'avantage, en évitant les conséquences excessives des deux premières conceptions, d'échapper en même temps à la plupart des difficultés pratiques que faisait

1. FENET, X, p. 608.

naître, par son imprécision de fait, la théorie de la distinction de l'acte d'administration et de l'acte de disposition.

C'est à lui que s'est rallié le législateur de 1910 en stipulant au paragraphe 6 :

« Le père accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le Conseil de famille, et, avec l'autorisation du tribunal, statuant comme il vient d'être dit, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation. »

Voilà donc établi le principe qui va déterminer les pouvoirs du père. Celui-ci réunira en sa personne les pouvoirs du tuteur et du Conseil de famille; il fera librement les actes que le tuteur accomplit seul ou avec le simple concours du Conseil. Car il n'y a pas, dans le régime d'administration légale, de Conseil de famille : « La présence de la mère est considérée comme une garantie suffisante qui vaut celle du Conseil de famille..... la famille existe tout entière; elle est représentée par ses deux chefs; leur présence simultanée et leur affection vigilante pour les enfants nés de leur union..... doivent faire exclure l'intervention d'un organisme spécial, s'interposant à côté d'eux ou entre eux pour la protection de leurs enfants¹. »

Quant aux actes assez graves pour que la Loi ne permette au tuteur de les faire qu'avec l'autorisation du tribunal, l'administrateur légal ne pourra les

1. *Journal officiel*. Chambre des Dép., 1908. Doc. parl., p. 424. — Sénat, 1908, Doc. parl. ann. 268.

accomplir, aux termes de la Loi nouvelle, que moyennant la même autorisation.

Nous allons passer à l'examen détaillé des pouvoirs de l'administrateur légal, et envisager les divers actes qu'il pourra avoir à faire au cours de son administration. Cette étude ne sera le plus souvent que l'application des règles de la tutelle, avec cette différence qu'il n'y a ici ni Conseil de famille, ni tutelle, ni subrogée-tutelle. Nous venons de le voir pour le Conseil de famille, il n'y a pas davantage de subrogé-tuteur : s'il est besoin d'un surveillant auprès de l'administrateur, la mère n'est-elle pas tout naturellement ce surveillant ? Et, s'il survient entre l'administrateur et l'enfant une opposition d'intérêts, on trouvera le remède à cette situation dans la disposition de la Loi de 1910, qui ordonne de nommer, dans ce cas, un administrateur *ad hoc*.

Avant de considérer par leur détail les pouvoirs de l'administrateur, il nous faut répondre à cette question de principe : Quelle est l'étendue du mandat de l'administrateur légal ? Pour la résoudre, il nous suffira de nous rappeler le caractère que nous avons reconnu à l'administration du père : celui d'attribut de la puissance paternelle, entraînant pour le père un droit qui ne souffre d'autres limites que celles que la Loi positive lui a implicitement ou explicitement fixées. Aussi bien, cette même liberté de principe, que nous revendiquons ici pour le père, n'existe-t-elle pas aussi, dans notre droit, au profit du tuteur ? Le droit romain disait du tuteur : « *Quantum ad providentiam pupillarem, domini*

loco haberi debet. » (Dig. XXVI, 7, 27) ; nous sommes à ce point de vue ses héritiers. L'on a toujours, chez nous, procédé par voie de restrictions successives, qui ont laissé subsister le principe ¹.

Ces restrictions, il est vrai, sont d'une telle importance qu'elles ont presque emporté la règle, et qu'aujourd'hui les pouvoirs du tuteur se trouvent, en fait, limités aux actes d'administration ². Il n'en est pas tout à fait de même de l'administrateur légal. Sans doute, la Loi de 1910 a restreint considérablement ses pouvoirs ; il en a cependant encore d'assez larges. Pour lui, le principe de la liberté d'action, là où ne se rencontrent pas de règles restrictives, trouvera fréquemment à s'appliquer ; il conduira notamment à lui reconnaître le droit d'aliéner librement et dans telles formes qui lui plaisent les meubles corporels du mineur, le droit de choisir librement aussi les modes de placement des capitaux.

Nous examinerons successivement les actes que l'administrateur légal peut faire seul, ceux pour lesquels il doit se faire autoriser par le tribunal, et enfin ceux qui lui sont absolument interdits. Nous passerons ensuite rapidement en revue ces quelques actes que le mineur peut ou doit faire lui-même. Nous nous demanderons, en dernier lieu, s'il faut reconnaître à l'administrateur désigné par un tiers, ou par le tribunal, les mêmes pouvoirs qu'à l'administrateur légal.

1. PLANIOL, I, 1851.

2. Cela explique la tendance actuelle de la Cour de Cassation à considérer le tuteur comme n'étant que l'administrateur des biens du pupille. (Cass., 1^{er} avril 1889, S. 1889, I, 217. — Cass., 6 mars 1893, I, 473.)

§ 1. — Actes que le père peut faire seul.**I. — Actes d'administration proprement dits.**

Comme le tuteur, le père est surtout un administrateur ; comme lui, il fait librement les actes qu'on est convenu d'appeler actes d'administration : ce sont ceux qui se rapportent à la conservation des biens et à la perception de leurs revenus, ou encore à l'augmentation du patrimoine par le placement des économies, mais qui, en tout cas, ne portent pas atteinte au droit de propriété. Il faut y comprendre tout ce qui a trait à l'entretien et à l'exploitation des biens : les réparations, même les grosses ; l'exploitation directe des immeubles, ou la passation de baux à durée limitée ; les ventes de fruits et récoltes ; la perception des revenus et des fermages ; les coupes de bois aménagés. Le père fera de même, sans être astreint à aucune formalité, tous les actes conservatoires : transcription d'un acte d'achat, apposition de scellés, inventaire, interruption de prescription, inscription ou renouvellement d'inscription d'une hypothèque. Il passera toutes polices d'assurance contre l'incendie ou autres cas fortuits ; il paiera le montant des dettes échues, ou même non échues, s'il y a à cela avantage, et recevra le paiement des capitaux dus à l'enfant. Il placera enfin les fonds disponibles, et il effectuera ce placement, à sa guise, en acquisitions immobilières, en achats de rentes sur l'État ou de valeurs mobilières quelconques, en travaux d'amélioration sur

les immeubles du mineur, ou autrement encore.

Cependant, on peut se demander si ce droit de placer en toute liberté les sommes d'argent est absolu. Cela dépend de la réponse à une autre question, celle de savoir si le tuteur n'a jamais à se munir, pour ce placement, de l'autorisation de justice. Or, sur ce point, les avis sont partagés. Tout le monde reconnaît sans difficulté au tuteur le droit de placer librement les excédents de revenus. Mais pour les capitaux, il existe des divergences ; l'on discute sur la portée qu'il convient d'attribuer à l'article 6 de la Loi du 27 février 1880. Cet article, qui prescrit au tuteur d'employer les capitaux appartenant au mineur, déclare applicables à cet emploi « les règles prescrites par les articles précédents ». Que signifie ce renvoi ?

D'excellents auteurs prétendent que, par là, le législateur n'a eu en vue que les seules dispositions qui, logiquement, se rattachent à une opération d'emploi, par exemple, l'exclusion comme valeurs de placement des titres au porteur (art. 5, L. 27 fév. 1880), ou encore la nécessité de se conformer aux mesures prescrites par le Conseil de famille, lors de l'aliénation ayant donné lieu à la rentrée des fonds (art. 1). Dans cette opinion, on laisse au tuteur toute latitude pour le placement des capitaux comme pour celui des revenus¹.

D'autres affirment que le renvoi de l'article 6 étant

1. Ch. Lyon. Caen, note sous Paris, 21 mai 1884. (S. 1885, 2, 97). — AUBRY et RAU, I, § 112, n. 31 decies (j).

général, comprend même les articles 1 et 2. Il s'ensuit que, pour le placement des capitaux, il faudra toujours au tuteur l'autorisation du Conseil de famille, et même, au-dessus de quinze cents francs, celle du tribunal. C'est à ce parti que la jurisprudence semble s'être ralliée¹.

Si l'on adopte cette seconde interprétation, n'est-il pas logique de décider que l'administrateur légal devra lui aussi se faire autoriser par le tribunal pour les placements de sommes supérieures à quinze cents francs? L'article 6 de la Loi du 27 février 1880 ne figure pas, il est vrai, parmi les textes auxquels renvoie l'article 389. Mais le principe énoncé au paragraphe 6 de cet article est toujours là : « Le père accomplit, ... avec l'autorisation du tribunal, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation. » Cela ne suffit-il pas pour soumettre le père au contrôle de la justice?

Quelque parti que l'on prenne sur cette question, l'emploi des sommes disponibles sera assez souvent, en fait, déterminé par la justice. Le texte voté d'abord par la Chambre des Députés voulait que tout jugement, autorisant une aliénation, précisât l'emploi des deniers en provenant. Cette disposition n'a pas été maintenue dans la rédaction définitive; mais le tribunal garde toujours le droit, en permettant l'aliénation, d'y mettre toutes les conditions qu'il jugerait utiles. Il ne man-

1. PLANIOL, I, 1900. — HUC, III, 418. — Paris, 21 mai 1884. S. 1885, 2, 97. — Paris, 13 janvier 1885. S. 1887, 2, 101. — Rennes, 9 février 1904. D. 1904, 2, 263.

quera pas d'user de son droit pour déterminer l'emploi à faire.

Pas plus que le père ou la mère tuteurs, l'administrateur légal n'est soumis à l'article 454 du Code Civil ; il fixera donc librement la dépense annuelle du mineur et le budget de son administration. Le plus souvent, il n'en devra même pas rendre compte, parce qu'il aura la jouissance légale.

II. — Baux.

On reconnaît sans difficulté au père le droit de consentir librement les baux de neuf ans et au-dessous. C'est le droit commun en matière d'administration. L'article 1429 du Code Civil y autorise le mari administrateur des biens de sa femme, et l'article 1718 déclare cette règle applicable au tuteur.

Faut-il s'en tenir à ce principe ? ou peut-on aller plus loin ? L'article 1718 est conçu dans les termes les plus généraux ; il déclare les articles 1429 et 1430 « applicables aux baux des biens des mineurs ». Il semble donc viser aussi bien l'administration légale que la tutelle. Mais, d'autre part, on peut se demander à quelles formalités devrait recourir le tuteur, si, au cours de la tutelle, il était avantageux au mineur de louer à plus long terme : homologation du tribunal ou simple autorisation du Conseil de famille ? Le Code n'a pas prévu cette hypothèse. Mais on trouve un arrêt de la Cour de Paris, du 24 juillet 1862¹, qui déclare « que

1. *Journal*, n. 1862, 17494.

les articles précités n'ont invalidé que les baux consentis par le tuteur agissant seul et sans contrôle, et restent sans application, s'il a procédé avec l'autorisation du Conseil de famille ;... qu'un bail fait dans de telles conditions doit donc recevoir sa pleine et entière exécution, alors du moins qu'il est constant qu'aucune fraude n'a été commise et que l'intérêt du pupille a été seul consulté. »

Dans cette doctrine, un bail consenti par le tuteur pour une durée ne dépassant pas dix-huit ans, est valable avec la seule autorisation du Conseil de famille. « Un tel bail s'écarte assez des limites ordinaires d'une simple administration pour motiver la demande d'autorisation adressée par le tuteur au Conseil de famille ; mais il ne saurait, par sa nature, constituer un acte d'aliénation ou de disposition de la nature de ceux qui sont indiqués par l'article 457 du Code Civil, et pour lesquels l'article 458 exige l'homologation du tribunal ¹. » De la combinaison de cette jurisprudence avec l'article 389, § 6, résulte pour le père administrateur le droit de consentir sans autorisation des baux d'une durée supérieure à neuf ans, pourvu toutefois qu'elle n'excède pas dix-huit ans. A partir de cette durée, il faudrait l'autorisation du tribunal ; car, bien qu'un bail de plus de dix-huit ans ne donne, par lui-même, au preneur aucun droit réel, il constitue cependant une aliénation temporaire de jouissance ; il engage assez gravement l'avenir, pour qu'on l'assimile,

1. Trib. Seine, 30 mars 1855. *Rev. Not.* 1863, 489, p. 265.

comme l'a fait la loi du 23 mars 1855, aux actes de disposition, et qu'on exige pour lui, comme pour eux, l'autorisation du tribunal.

Ces décisions de la justice sont quelque peu arbitraires, il faut le reconnaître. Mais la prétention de soumettre tout bail de plus de neuf ans à l'autorisation du tribunal, ne l'est-elle pas autant? La Loi n'ayant rien dit, il faut bien suppléer à son silence, et la doctrine que nous avons exposée paraît assez satisfaisante en pratique.

Pour les renouvellements de baux faits avant l'expiration du bail en cours, on appliquera à l'administration légale la règle de l'article 1430 du Code Civil, qui les autorise deux ou trois ans avant cette expiration, suivant qu'il s'agit de maisons ou de biens ruraux.

Avant d'en finir avec cette matière du bail, il nous reste à examiner un dernier point : quel état faut-il faire, à l'égard de l'administrateur légal, de l'article 450, alinéa 3^{me} du Code Civil, qui permet au tuteur de prendre à ferme les biens du pupille, si le Conseil de famille autorise le subrogé-tuteur à lui en passer acte? La solution s'impose : puisqu'il n'y a pas ici de Conseil de famille, le père n'aura besoin d'aucune autorisation. Mais comme il y a, dans ce cas, opposition d'intérêts entre lui et son fils, et qu'il ne peut du reste jouer le double rôle de bailleur et de locataire, le père demandera à la justice de désigner un administrateur *ad hoc* ¹.

1. AUBRY et RAU, I, § 123, p. 785. — BAUDRY-LACANTINERIE et CHÊNEAUX, IV, 189. — LAURENT, IV, 316. — HUC, III, 246.

III. — Aliénation des meubles corporels.

Les articles 452 et 453 du Code Civil règlent la matière pour le tuteur. Le premier de ces textes lui fait une obligation de vendre les meubles du mineur, à moins que le Conseil de famille ne lui ait permis de les conserver. Cette vente doit se faire aux enchères, par l'intermédiaire d'un officier public, et après affiches ou publications. L'article 453 dispense les père et mère, ayant l'usufruit légal, de vendre les meubles, s'ils préfèrent les garder. Nous reconnâtrons au père administrateur une entière liberté : à son choix et sans avoir besoin d'aucune autorisation, il pourra soit conserver en nature les meubles de l'enfant, lors même qu'il n'en aurait pas la jouissance légale, et sans devoir pour cela satisfaire aux formalités de l'article 453¹, soit les aliéner. Et, s'il prend ce dernier parti, il ne sera pas astreint aux formalités que l'article 452 impose au tuteur. Il fera cette vente comme il l'entend, aux enchères ou de gré à gré².

**IV. — Aliénation des meubles incorporels
au dessous de 1.500 francs.**

C'est la Loi du 27 février 1880 qui organise le régime des valeurs mobilières appartenant à des incapables : certaines formalités sont prescrites tant pour l'aliénation que pour la conversion de ces

1. BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, VI, 186.

2. AUBRY et RAU, I, § 123. — HUC, III, 250. — CAPITANT (*Rev. trim.* 1910).

valeurs. — C'était, avant 1910, une question sans cesse renouvelée, que celle de savoir si ces dispositions devaient ou non s'appliquer au père administrateur légal. Et pourtant, les travaux préparatoires de la Loi contenaient à ce sujet les déclarations les plus formelles. Dans son rapport au Sénat, M. Denormandie avait nettement exclu de l'application de la nouvelle Loi, l'administrateur légal, et il en donnait les raisons : « Votre Commission a pensé qu'il n'y avait pas lieu d'étendre au père administrateur l'application de la Loi. Dans la situation à laquelle nous faisons allusion, la famille existe tout entière : elle est représentée par ses deux chefs. La coexistence des deux époux, leur union, leurs efforts communs paraissent autant d'éléments de sécurité pour les intérêts que le mineur peut personnellement posséder. En tout cas, il y a là une garantie morale et une garantie matérielle... Cette immixtion du législateur venant se placer et s'interposer avec un sentiment de suspicion entre les parents et les enfants, quand les époux sont tous deux vivants, nous a paru contraire aux principes généraux de notre droit ¹. »

Plus tard, à la séance du 18 février 1880, les mêmes idées furent à nouveau exprimées. D'accord avec le rapporteur, M. Cazot, garde des sceaux, combattit un amendement de M. Gazagne, qui déclarait la Loi applicable à l'administrateur dans certains cas où la fortune du mineur semblait particulièrement en

1. Sénat, *Journal officiel* du 7 mai 1878, ann. 215.

danger ; et l'amendement fut retiré ¹. La volonté des auteurs de la Loi de 1880 apparaissait donc bien claire : ils laissaient en dehors de leurs prévisions l'administration légale. Loin de restreindre les pouvoirs du père, cette Loi, en abrogeant la Loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813, que le Trésor lui avait jusqu'alors appliqués, les étendait au contraire. Cette extension fut admise sans difficulté par le Trésor, et confirmée par une circulaire du garde des sceaux, en date du 20 mai 1880. Seule, la Chambre syndicale des Agents de change de Paris essaya de résister. Dans une circulaire du 15 mars 1880, elle déclarait qu'il y avait lieu de s'en tenir aux errements du passé, et, en conséquence, d'exiger pour l'aliénation de touterente supérieure à cinquante francs l'autorisation de la Chambre du Conseil ².

Des contestations ne tardèrent pas à être soulevées, et le 27 avril 1882, un jugement du tribunal de la Seine condamna les prétentions des agents de change ³. A part quelques très rares dissidences ⁴, la plupart des Cours et tribunaux en décidèrent de même, et reconnurent à l'administrateur légal le pouvoir d'aliéner librement les valeurs mobilières soumises à son administration, « attendu qu'aux termes de l'art. 389 du Code Civil, il en est seulement comptable, comme un

1. Sénat. *Journal officiel* 18 février 1880, p. 1870.

2. *Rép.* DEFRENOIS, 1894, 8055 et 8079. *Jurisp. et Prat. notariale*, pp. 689 et 721. (Dissertation pratique par Ch. Defrénois.)

3. *Rép.* DEFRENOIS, 1882, 783, *Jurisp. civile*, p. 219.

4. Trib. Seine, 11 août 1894 et 8 novembre 1898. *Rép.* DEFRENOIS. *Jurisp. et Prat. notariale*, 1894 : 8064, p. 702. 1899 : 10584, p. 89.

débiteur de deniers l'est du montant de sa dette¹. »

Bien que conforme à la Loi, ce pouvoir absolu reconnu au père sur les valeurs mobilières de son fils ne laissait pas d'être fort dangereux pour celui-ci. Tout en accordant à l'administrateur légal le droit de disposer librement de ces valeurs, la jurisprudence ne se faisait pas faute de constater à l'occasion qu'il était « regrettable que la propriété des biens appartenant à des mineurs ne fût pas mise à l'abri des atteintes dont elle peut être l'objet de la part du père administrateur légal, mais qu'il n'appartient pas aux tribunaux de suppléer au silence pas plus qu'aux déficiences de la Loi². »

Le législateur de 1910 a mis fin à ce pouvoir illimité du père, en déclarant applicables à l'administration légale les articles 2, 3, 10 et 11 de la Loi du 27 février 1880. Il en résulte que le père a aujourd'hui perdu une grande partie de son ancienne liberté.

Il lui reste cependant le droit de procéder sans autorisation aux aliénations des meubles incorporels dont la valeur ne dépasse pas quinze cents francs, conformément au principe d'après lequel le père fait seul les actes pour lesquels la simple autorisation du Conseil de famille suffit au tuteur.

1. Trib. Mont-de-Marsan, 13 décembre 1887. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1888, 4042. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 58. — Dijon, 31 décembre 1891. *D.* 1892, 2, 233. — Trib. Seine, 4 mai 1896. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1896, 9050. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 360. — Trib. Bordeaux, 1^{er} mars 1899, *id.* 1899, 11097, p. 712. — Paris, 3 août 1900, *id.* 1900, 11538, p. 565. — Trib. Seine, 16 janvier 1901, *id.* 1901, 11816, p. 221. — Trib. Toulouse, 16 février 1907, *id.* 15297, p. 419.

2. Amiens, 11 juin 1890. *S.* 1892, 2, 15. — Trib. Bordeaux, 1^{er} mars 1899. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1899, 11097. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 712.

Le père devra toutefois, pour cette aliénation, recourir au ministère d'un agent de change, comme le prescrit l'article 3 de la Loi de 1880, toutes les fois que les valeurs seront négociables à la Bourse. La vente se fera alors au cours moyen du jour. Quant aux valeurs non négociables, le père les aliénera librement et suivant tel mode qu'il choisira, à condition bien entendu qu'elles n'excèdent pas quinze cents francs.

V. — Conversion des titres nominatifs en titres au porteur au-dessous de 1.500 francs.

L'on applique à cette conversion les mêmes principes qu'à l'aliénation. Autrefois, le père pouvait sans aucune autorisation ni formalité convertir les titres nominatifs de l'enfant en titres au porteur¹. Aujourd'hui il voit ses pouvoirs limités, comme pour les aliénations, aux opérations qui portent sur des valeurs inférieures à quinze cents francs.

VI. — Acquisitions à titre gratuit.

A. — Donations.

On doit reconnaître au père le droit d'accepter seul une donation faite à son enfant. — Pour appuyer cette solution, il n'est même pas nécessaire de faire inter-

1. Trib. Seine, 4 mai 1896. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1896, 9050. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 360. — En sens contraire, Trib. Seine, 8 novembre 1898. — *Id.*, 1899, 10584, p. 89.

venir l'article 463 du Code Civil. Ce droit est en effet attaché à la qualité d'ascendant (Code Civ., a. 935, al. 3), non à celle d'administrateur. Même du vivant du père et pendant son administration, la mère ou quelque autre ascendant pourrait accepter pour le mineur.

B. — Legs.

Il ne s'agit ici que de legs particuliers. Les legs universels ou à titre universel sont assimilés aux successions ; nous en traiterons tout à l'heure.

Le père a le droit d'accepter sans autorisation tous les legs particuliers faits au mineur, même ceux qui sont grevés de charges.

Certains s'appuient, pour le décider ainsi, sur l'article 935 du Code Civil, qu'ils proposent d'appliquer ici par analogie¹. On arrive au même résultat, sans recourir à ce texte, en appliquant tout simplement ici le principe contenu à l'article 389, § 6 : « Le père fait seul les actes que le tuteur accomplit avec l'autorisation du Conseil de famille. » Le tuteur peut en effet accepter tous les legs avec cette seule autorisation, soit qu'on la lui impose dans tous les cas², soit qu'on l'exige seulement pour les legs grevés de charges³.

Le père a-t-il le même droit de faire seul une re-

1. BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 204.

2. *Encyclopédie du Notariat*. Voir tutelle, 480, 488, 489.

3. PLANIOL, I, 1925. — AUBRY et RAU, I, § 113.

nonciation ? Un jugement du tribunal de Troyes ¹ a refusé au père le droit de renoncer à un legs exempt de charges ; une telle renonciation ne constitue-t-elle pas, en effet, « une véritable libéralité de la part du légataire au profit de l'héritier ; c'est un acte de disposition à titre gratuit, dépassant de la façon la plus manifeste les pouvoirs d'un administrateur. » Mais cette décision fut infirmée par un arrêt de la Cour de Paris ², qui déclara que « c'était à tort que les premiers juges avaient assimilé à une libéralité la renonciation à un legs et qu'ils avaient supposé que l'acceptation ou le refus d'une donation ou d'un legs ne devait être déterminé que par l'intérêt pécuniaire de la personne gratifiée ; qu'il y a également à tenir compte d'intérêts moraux qui sont non moins respectables, et dont le père est le meilleur appréciateur.... et que le père a capacité pour accomplir seul les actes permis au tuteur avec l'autorisation du Conseil de famille, tels que l'acceptation ou la répudiation des successions ou des legs. »

Cet arrêt n'a fait en somme qu'énoncer le principe aujourd'hui consacré. Puisqu'il suffit à un tuteur de la simple autorisation du Conseil de famille pour répudier un legs, le père fera cette répudiation de sa propre autorité, alors même que le legs serait pur et simple.

1. Troyes, 23 décembre 1899. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1900, 11449. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 415.

2. Paris, 18 février 1901. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1901, 11889. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 307. Dans le même sens : Cass., 5 janvier 1903. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1903, 12922. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 172.

VII. — Acceptation ou répudiation des successions.

Le père peut accepter ou répudier une succession échue au mineur, et il est pour cela affranchi de toute autorisation (Arg. : Code Civil, a. 461 combiné avec a. 389, § 6).

Le droit de répudiation a donné lieu autrefois à quelques difficultés. Tandis que Demolombe et Aubry et Rau ¹ assimilaient l'administrateur légal au tuteur et exigeaient de l'un et de l'autre l'autorisation du Conseil de famille, Laurent ² voyait dans la renonciation un acte de disposition et déclarait l'autorisation de justice nécessaire. Les autres accordaient au père le droit de répudier librement ³.

Sans doute, il faut au tuteur, pour renoncer, l'autorisation du Conseil de famille. Mais ici, il n'y a pas de Conseil de famille ; impossible par conséquent d'exiger son intervention. La jurisprudence avait statué en ce sens ⁴.

L'acceptation ne peut avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire (Code Civil, a. 461, 776). Mais l'on n'appliquera pas au père l'article 451 du Code Civil. Cet article ordonne au tuteur de faire procéder à l'inventaire dans les dix jours, et aussi, s'il lui est dû

1. DEMOLOMBE, VI, 446. — AUBRY et RAU, I, § 123.

2. LAURENT, IV, 312.

3. MARCADÉ, II, 147. — BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 203.

4. Trib. Nancy, 24 mars 1881. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1882, 564. *Jurisp. civile*, p. 16.

quelque chose par la personne dont l'enfant hérite, de le déclarer dans l'inventaire à peine de déchéance. Ce sont là des prescriptions exorbitantes du droit commun, qu'il faut, comme telles, interpréter restrictivement. Les articles 452 et 453 ne s'appliquent pas non plus à l'administration légale, nous l'avons vu déjà.

La Loi de 1910 déclare expressément applicable à l'administration légale l'article 462 du Code Civil. Cela paraît inutile, puisque cet article ne fait qu'appliquer aux mineurs le droit commun. (Code Civil, a. 790).

On devrait donner les mêmes solutions pour les legs universels et à titre universel¹.

VIII. — **Partage.**

Pour provoquer un partage, l'autorisation du Conseil de famille est nécessaire au tuteur. (Code Civil, a. 465). L'administrateur légal, au contraire, le peut faire de son chef. A plus forte raison, répond-il librement à une demande en partage.

Dans l'administration légale, comme dans la tutelle, le partage qui intéresse le mineur doit être fait en justice (Code Civ., a. 466), dans les formes établies par les articles 822 et suivants du Code Civil, 969 et suivants du Code Proc. Civ. Tout autre partage ne vau-

1. Trib. Avesnes, 16 novembre 1905. *Rép. DEFRENOIS*, 1906. 15005. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 762.

draît, nous dit le Code, que comme partage provisionnel.

On peut regretter que le législateur ait imposé à l'administrateur légal le mécanisme compliqué et coûteux du partage judiciaire. Il eût été mieux inspiré en autorisant le père à partager à l'amiable¹.

Tous les auteurs s'accordent à reconnaître les inconvénients du partage judiciaire. — Ses formalités sont onéreuses et nécessitent de longs délais ; en outre, il comporte le tirage au sort des lots, ce qui peut amener une répartition contraire aux intérêts, ou, en tout cas, aux convenances des parties. D'ailleurs, la pratique trouve si encombrante la protection de la Loi, qu'elle a imaginé une foule de moyens pour y échapper : on peut soit convenir de rester en indivision (Code Civ., a. 815) ; soit faire un partage provisionnel ; les copartageants capables peuvent aussi se porter forts les uns envers les autres de l'adhésion future du mineur. Mais le procédé le plus intéressant et qui offre en même temps le plus de sécurité pour l'avenir, est, quand il est possible (Code Civ., a. 2044), celui qui consiste à procéder au partage par voie de transaction, en employant les formes plus simples prosrites pour cet acte, c'est-à-dire, quand on est dans l'administration légale, la seule autorisation du tribunal (Code Civil, a. 467)².

1. Le projet de la Société d'Études législatives autorisait le partage amiable (A. 15).

2. BAUDRY-LACANTINIERE. *Précis de Droit civil*, III, 670, 2^o.

IX. — **Procès.**

Quand il s'agit de représenter le mineur en justice, le tuteur n'a que des pouvoirs limités : l'article 464 du Code Civil lui interdit d'introduire les actions relatives aux droits immobiliers de l'enfant ou d'acquiescer à une demande relative aux mêmes droits, sous l'assentiment du Conseil de famille. C'est le seul texte qui se rapporte à notre matière. — On en conclut que dans tous les autres cas, qu'il s'agisse de défendre à une action immobilière, ou d'exercer comme demandeur ou défendeur une action mobilière ou une action possessoire, le tuteur procédera librement¹.

De la combinaison de ces règles avec le principe qui détermine les pouvoirs de l'administrateur légal (Code Civil, a. 389 § 6), il résulte que celui-ci n'est soumis à aucune restriction pour la représentation du mineur en justice. Son droit est absolu, peu importe que l'on soit en matière pétitoire ou possessoire, mobilière ou immobilière ; peu importe qu'il y ait à demander, ou seulement à défendre, jamais une autorisation ne lui sera nécessaire.

La pratique antérieure reconnaissait déjà d'une façon générale cette extension aux pouvoirs de l'administrateur légal². N'était-ce pas naturel en présence de l'article 1549 du Code Civil, qui accorde un droit

1. PLANIOL, I, 1951.

2. BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX. *Des Personnes*, IV, 210. — HUC, III, 248. — Bourges, 11 février 1863. S. 1863, 2, 121. — Cass., 2 avril 1887. *Gaz. pol.*, supp., p. 63. — En sens contraire : AUBRY et RAU, I, p. 784. — LAURENT, IV, 315.

semblable au mari administrateur des biens dotaux ?

Il faut de même accorder au père le droit d'acquiescer, sans autorisation, à toutes demandes mobilières ou immobilières, introduites contre le mineur (Arg. : Code Civil, a. 464 et 389, § 6 combinés).

Mais que décider en ce qui concerne l'acquiescement rendu contre l'enfant ? La Loi n'a rien dit de cette question. D'excellents auteurs¹ proposent la distinction suivante : Le mineur figurait-il comme demandeur en première instance, l'acquiescement au jugement rendu contre lui est impossible ; cet acquiescement constituerait une renonciation pure et simple à ses droits ; un tel acte est complètement interdit au père comme au tuteur. — Était-il au contraire défendeur en première instance, le père aurait le pouvoir d'acquiescer au jugement sans aucune autorisation ; ce pouvoir se déduit par a fortiori de celui que la Loi lui reconnaît d'acquiescer à une demande dirigée contre le mineur. Le jugement rendu contre lui n'était-il pas en effet une présomption puissante en faveur de la légitimité de la demande !

La jurisprudence ne semble pas avoir admis cette distinction. Elle reconnaît au père le pouvoir d'acquiescer au jugement, même lorsque l'enfant a été demandeur en première instance².

Nous pensons qu'il faut approuver cette jurisprudence. Même lorsque le mineur a joué le rôle de

1. AUBRY et RAU, I, § 114, p. 724. — BAUDRY-LACANTINERIE et CHÊNEAUX, IV, 210.

2. Pau, 15 juillet 1865. — Cass, 3 juin. D. 1868, I, 27.

demandeur, l'acquiescement au jugement rendu contre lui n'est pas une renonciation. Le représentant de l'enfant avait cru à l'existence d'un droit à son profit ; pour faire valoir ce droit, il avait introduit une demande. Le tribunal, n'ayant pas trouvé cette demande fondée, en déboute l'administrateur. Pourquoi ne lui serait-il pas permis de reconnaître qu'il s'est trompé, et de renoncer à sa prétention primitive ? Ce n'est pas là abdiquer un droit, c'est avouer simplement que l'on est sans droit.

Nous permettrons aussi au père de se désister de toute demande introduite au nom du mineur. Le plus souvent, ce désistement n'éteint que l'instance engagée ; il ne peut y avoir alors aucune difficulté : tous ceux qui ont le pouvoir d'administrer peuvent faire un tel désistement.

Mais s'il s'agit de se désister de l'action, il y a renonciation au droit lui-même, ou plutôt renonciation à la prétention élevée d'abord. Ce désistement de l'action est-il permis au père administrateur légal ? Il nous semble que les raisons qui lui font reconnaître le droit d'acquiescer même à un jugement dans lequel l'enfant a été demandeur, conduisent à lui accorder le droit de se désister de l'action. Pas plus que lorsqu'il acquiesce, le père qui se désiste n'abandonne un droit qu'il a ; il s'engage seulement à ne plus prétendre à un droit qu'il reconnaît ne pas avoir ¹.

1. En matière de tutelle, la jurisprudence reconnaît au tuteur le droit de se désister seul d'une action mobilière. En matière immobilière, il lui faut, pour se désister de l'action, l'autorisation du Conseil de famille (*Encyclopédie du Notariat, verbo tutelle*, 512 et 516).

§ 2. — Actes pour lesquels l'autorisation de justice est nécessaire.

I. — Aliénation d'immeubles.

En vertu des articles 457 et 458 du Code Civil, spécialement étendus à l'administration légale par la Loi du 6 avril 1910, le père ne peut aliéner les immeubles du mineur qu'avec l'autorisation de justice. Déjà, sous l'empire de l'ancien article 389, on refusait généralement au père le droit d'aliéner seul les immeubles ¹. Mais l'on ne s'entendait pas sur les formalités qu'il convenait de lui imposer. D'aucuns voulaient faire intervenir à la fois le Conseil de famille et le tribunal ²; d'autres se contentaient de l'autorisation de ce dernier ³.

Le nouveau texte a suivi ce dernier parti. Il n'y aura jamais lieu de prendre l'avis du Conseil de famille. C'est d'ailleurs la seule différence avec la tutelle. Ainsi le tribunal aura, pour accorder ou refuser son autorisation, à s'inspirer des directions que l'article 457 donne au Conseil de famille : il ne devra autoriser la vente « que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident ⁴. » De même, il indiquera les

1. Voyez cependant en sens contraire : Trib. Rouen, 20 février et 2 mai 1901. — 22 janvier 1902. *Rép. DEFRÉNOIS. Jurisp. et Prat. notariale*, 1901 : 11787, 11960, pp. 152 et 408; 1902 : 12291, p. 154.

2. DEMOLOBE, VI, 446. — AUBRY et RAU, I, § 123. — Villefranche, 12 mars 1887. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1887, 3771. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 493.

3. HUC III, 245. — MARCADÉ, II, 151. — Douai, 22 janvier 1894. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1894, 7591. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 109.

4. En sens contraire : DUPIRE (thèse 1903).

immeubles qui seront vendus de préférence, et toutes les conditions qu'il jugera utiles ; il prescrira, par exemple, de faire tel emploi des fonds.

La Loi de 1910 ne renvoie pas à l'article 459 du Code Civil, qui ordonne de vendre en justice ou par notaire commis les immeubles appartenant à des mineurs. Il n'en résulte pas cependant que l'administrateur aura le droit de vendre de gré à gré. En effet, les articles 953 et suivants du Code Proc. Civ., qui règlent la forme des ventes de biens de mineurs, sont étendus, eux, à l'administration légale. Sauf l'absence de Conseil de famille et de subrogé-tuteur, cette forme sera donc ici la même qu'en cas de tutelle ; ce sera la vente judiciaire, faite publiquement aux enchères, après affiches, et sur mise à prix fixée par le tribunal.

Les mêmes règles s'appliquent à la cession de droits immobiliers et à l'échange (Code Civil, a. 1707), sauf que, pour celui-ci, sa nature s'oppose à l'application des articles 953 et suivants du Code Proc. Civil.

Au principe de la nécessité d'une autorisation de justice pour les aliénations d'immeubles, l'article 460 du Code Civil apporte une exception. En cas de licitation d'un immeuble indivis, sur la demande d'un copropriétaire du mineur¹, cette autorisation n'est pas requise. Mais la licitation ne pourra se faire que dans la forme ordinaire des ventes de biens de mineurs. Si, au lieu d'être formée par un copropriétaire du

1. PLANIOL, I, 1920.

mineur, la demande en licitation l'était par le père lui-même, il faudrait, semble-t-il, décider, en présence des termes restrictifs de l'article 460, que l'autorisation du tribunal est nécessaire. Cependant, il ne faut pas oublier que l'administrateur légal a le droit de provoquer seul un partage. Ayant qualité pour intenter l'action principale, il peut aussi introduire les actions secondaires, qui en sont la conséquence. Lors donc qu'on pourra considérer la demande en licitation introduite par le père comme accessoire d'une demande en partage, l'on sera en droit de penser que l'autorisation du tribunal est inutile. Ce n'est que si la demande en licitation était principale, qu'il faudrait exiger du père demandeur une autorisation judiciaire¹.

Cette disposition peut paraître subtile au premier abord. Cependant elle nous semble résulter nécessairement d'une décision de la Cour de Cassation du 20 janvier 1880². Après avoir rappelé qu'« aux termes des articles 457 et 458 du Code Civil, le tuteur ne peut aliéner les biens immeubles du mineur que s'il en a obtenu l'autorisation du Conseil de famille et si la délibération prise à cet effet a été homologuée par le tribunal de première instance »; et « que l'article 460 du même Code n'affranchit de cette double et préalable formalité la vente par licitation des

1. Dijon, 31 décembre 1891. D. 1892, 2, 233.— Dumu (thèse 1903), p. 85-86.

2. Note de M. P. DE LEYNEE, sous Dijon, 31 décembre 1891. D. 1892, 2, 233. — Cass. 20 janvier 1888. D. 1880, 1, 161, et une note très intéressante du Dalloz. — Dans le même sens : Angers, 19 juin 1851. D. 1851, 2, 163.

immeubles appartenant aux mineurs que lorsqu'elle est provoquée contre eux par un copropriétaire indivis » ; l'arrêt de la Cour suprême pose en principe que l'action en licitation intentée, au nom d'un mineur, par son père et tuteur légal « ne peut être déclarée valable, dès lors que la délibération du Conseil de famille, qui l'autorisait à la former, n'a pas été homologuée par le tribunal ». En d'autres termes, le tuteur ne peut poursuivre la licitation d'immeubles dont le mineur est copropriétaire, qu'en satisfaisant aux mêmes formalités que s'il s'agissait de vendre. Il en est ainsi, du moins lorsque la demande du tuteur constitue une simple action en licitation, et tend, d'une manière principale et distincte, à faire ordonner la vente en justice des immeubles indivis. Il y a bien sans doute entre la licitation et la vente une différence : celle-ci est toujours translatrice ; celle-là peut n'être que déclarative, si l'un des copropriétaires se porte adjudicataire (Code Civ., a. 883). Mais elle est translatrice et constitue incontestablement une vente, si c'est un étranger qui se porte adjudicataire. Or, les étrangers étant nécessairement appelés à la licitation des biens de mineurs, cette opération est toujours, éventuellement, une vente. Comme d'autre part, il est impossible d'attendre, pour déterminer les conditions de sa validité et les formalités que doit accomplir le tuteur, le résultat de l'adjudication ; il faut, quand la demande en licitation ne peut être considérée comme un incident de la demande en partage, exiger les mêmes garanties que pour la vente, soumettre, par consé-

quent, le père comme le tuteur, à la nécessité d'obtenir l'autorisation de la justice.

Est-il interdit au père d'acheter les biens du mineur ? autrement dit, l'article 450, al. 3, du Code Civil lui est-il applicable ? Avec la majorité des auteurs¹, nous nous déciderons pour la négative, et nous permettrons au père administrateur de se porter acquéreur des biens de ses enfants. L'article 450 établit une prohibition ; on ne peut par conséquent l'étendre. Or, il ne parle que du tuteur, et le père, nous l'avons vu, est rien moins que tuteur. Pour que ce texte puisse s'appliquer au père, il eût fallu une disposition expresse ; comme cette disposition n'existe pas, il en faut conclure que le père peut acheter les immeubles du mineur, à condition, bien entendu, de faire représenter celui-ci par un administrateur ad hoc. Demolombe² objecte l'article 1596 du Code Civil : un mandataire ne peut se rendre adjudicataire des biens qu'il a mission de vendre. C'est bien le cas pour le père administrateur légal. On répond victorieusement avec Aubry et Rau que, du moment où le père ne figure pas à la vente, comme représentant de son enfant, au nom duquel stipule un administrateur ad hoc, il ne peut plus être considéré comme un mandataire chargé de vendre les biens qu'il se propose d'acquérir ; dès lors, la disposition précitée ne lui est pas applicable.

1. AUBRY et RAU, I, § 123, p. 785. — BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 189. — LAURENT, IV, 316. — HUG, III, 246.

2. DEMOLOMBE, VI, 440.

La Cour de Douai l'a ainsi jugé dans un arrêt du 26 août 1905¹. Un père, administrateur légal de ses enfants, se proposait d'acquérir deux immeubles appartenant à ces derniers ; à cet effet, il avait présenté requête à fin de faire nommer un administrateur ad hoc. Le tribunal de Lille, par jugement du 15 juillet 1905, rejeta cette requête : « Attendu que le père, administrateur légal des biens de ses enfants, ne peut, comme le tuteur, se rendre acquéreur de ces biens en vertu de l'article 1596 du Code Civil ; qu'il est leur mandataire chargé de la vente de leurs biens ; que, pas plus que le tuteur, il ne peut se faire substituer un administrateur ad hoc pour acheter des biens qu'il juge avantageux, et sur lesquels il n'a d'ailleurs ni droit de copropriété, ni droit réel. » Par l'arrêt précité, la Cour de Douai infirma ce jugement : « Attendu que le père, en sa qualité d'administrateur légal, n'est pas compris dans les exceptions de l'article 1596 ; qu'il est de jurisprudence constante que les règles de la tutelle ne sont pas applicables à l'administration légale ; qu'enfin on ne peut considérer le père comme mandataire chargé de vendre les biens de ses enfants, dans le cas où, pour obvier à l'opposition d'intérêts, un administrateur ad hoc reçoit de la justice mandat d'y procéder au nom de ces derniers. »

Cet arrêt est la confirmation pure et simple de la thèse que nous avons soutenue à la suite d'Aubry et Rau ; nous y souscrivons pleinement. La même solution devrait encore être donnée aujourd'hui.

1. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1905, 14486. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 646.

II. — Constitutions de droits réels.

La constitution d'hypothèque a été prévue spécialement et assimilée à une aliénation immobilière (Code Civil, a. 457). Il faut donner la même solution pour les autres droits réels démembrés de la propriété, usufruit, emphytéose, servitudes. Ce sont là autant d'aliénations partielles, impossibles de la part de qui n'a pas pouvoir d'aliéner. Pour tous ces actes, on exigera du père l'autorisation du tribunal; et celui-ci ne l'accordera qu'en cas de « nécessité absolue ou d'avantage évident », tout comme s'il s'agissait d'une aliénation.

Les mêmes solutions s'appliquent à l'antichrèse, que l'on considère généralement comme un droit réel, et qui, en tout cas, constitue une aliénation partielle de la propriété.

III. — Aliénation des meubles incorporels et conversion des titres nominatifs en titres au porteur au-dessus de 1.500 francs.

Nous avons vu déjà que la Loi de 1910 avait mis une limite aux pouvoirs du père sur les valeurs mobilières de ses enfants. En vertu des articles 2, 3 et 10 de la loi du 27 février 1880, étendus aujourd'hui à l'administration légale, le père ne peut, au-dessus de quinze cents francs, ni aliéner ces valeurs, ni les convertir du nominatif au porteur, sans l'autorisation du tribunal.

Sous le régime de la tutelle, c'est le Conseil de famille qui apprécie si la valeur des meubles incor-

poriels à aliéner dépasse ou non quinze cents francs. Ici, il faut, semble-t-il, s'en remettre au père pour cette appréciation. Ce n'est pas à dire d'ailleurs qu'il la fera arbitrairement et sans aucun contrôle. La responsabilité de l'agent de change, auquel le père est obligé de recourir toutes les fois qu'il s'agit de valeurs négociables à la Bourse ; ou celle des tiers, avec qui le père aurait traité directement, sont pour le mineur des garanties indirectes, mais très efficaces, de la sincérité de l'estimation. Sans doute, les tiers, comme nous le verrons bientôt, ne sont pas garants de l'emploi. Mais il s'agit ici de tout autre chose : le père n'a droit d'aliéner les valeurs mobilières qu'au-dessous de quinze cent francs ; au delà de ce chiffre, l'autorisation de la justice lui est nécessaire. S'il s'en passe, il agit sans pouvoirs ; et le tiers, qui traite avec lui dans ces conditions, fait un acte, dont le mineur ou son représentant pourront requérir l'annulation. Ce contrôle des tiers sera d'autant plus étroit, qu'il procède de l'intérêt ; il est le plus sûr garant du respect de la Loi.

IV. — **Emprunt.**

De même qu'il ne peut aliéner les biens immobiliers sans y être autorisé par le tribunal, le père ne peut emprunter pour le mineur sans satisfaire à la même formalité.

Outre la condition toujours pareille d'une utilité démontrée pour l'enfant, le Code Civil exige, pour permettre cette opération, qu'il ait été « constaté par

un compte sommaire que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur, sont insuffisants. » (Code Civ., a. 457, al. 3). Le tribunal aura de plus à déterminer les conditions de l'emprunt. S'ils s'agissait d'un emprunt hypothécaire, l'autorisation devrait être double, porter à la fois sur l'emprunt et sur l'hypothèque.

V. — Transaction.

Celui qui transige dispose du droit qui fait l'objet de la transaction.

On a défini celle-ci : l'abandon d'un droit douteux. Il faut ajouter que ce n'est point un abandon pur et simple ; c'est un abandon à titre onéreux, moyennant compensation, et, de ce fait, d'autant plus dangereux. Facilement, l'on consent à renoncer à un droit aléatoire, ou qui semble tel, pour un avantage, assez mince peut-être, mais actuel. Cette question offre un intérêt pratique considérable ; les annales de la jurisprudence sont là pour en témoigner. On ne compte pas les procès auxquels donnèrent lieu les transactions passées par l'administrateur légal au nom du mineur, presque toujours à la suite d'accidents survenus à ce dernier. Dans cette dernière hypothèse, le danger, inhérent à l'acte lui-même, était encore augmenté du fait de la situation souvent précaire du père de la victime.

Pour le tuteur, l'article 467 du Code Civil avait prévu le cas d'une transaction. Il soumettait cet acte à des formalités particulièrement rigoureuses : avis de

trois jurisconsultes désignés par le Procureur de la République, autorisation du Conseil de famille et du tribunal. Quant à l'administrateur légal, rien dans la Loi ne venait déterminer son pouvoir. Aussi s'était-il formé plusieurs opinions. Fidèles à leur principe, Demolombe, et Aubry et Rau¹ soumettaient le père aux mêmes obligations que le tuteur ; Laurent exigeait seulement l'intervention du tribunal² ; d'autres enfin permettaient au père de transiger librement. La jurisprudence tantôt permettait à l'administrateur légal de transiger sans aucune autorisation³, tantôt exigeait soit l'autorisation de justice⁴, soit même l'accomplissement des formalités prescrites au tuteur⁵.

La Loi de 1910 déclare applicable à l'administration légale l'article 467, dernier alinéa, du Code Civil ; elle soumet ainsi le père à la nécessité d'obtenir, pour transiger, l'autorisation du tribunal. Mais les autres formalités requises, en matière de tutelle, ne s'appliquent pas ici⁶. Cette règle est la même, qu'il s'agisse de droits mobiliers ou immobiliers. La Loi se

1. DEMOLOMBE, VI, 446. — AUBRY et RAU, I, § 123.

2. LAURENT, IV, 314.

3. Amiens, 1^{er} mars 1883. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1884 : n° 1891. *Jurisp. et Prat. notariale*, p. 422. — Trib. Seine, 28 mai 1900. *Id.*, 1900, 11466, p. 442. — Douai, 25 février 1901. *Id.*, 1902, 12334, p. 217. — Cass., 29 juillet 1903. *Id.* 1903, 13274, p. 760.

4. Bordeaux, 24 janvier 1901. — *Rép. DEFRÉNOIS*, 1902, 12334, p. 217. — Trib. Nantes, 16 mai 1905. *Id.*, 1905, 14401, p. 537. — Trib. Castres, 6 mars 1907. *Id.*, 1908, 15599, p. 97.

5. Paris, 14 avril 1892. *Rép. DEFRÉNOIS* 1893, 7077, p. 174.

6. Le projet de la Société d'Etudes législatives exigeait, en outre, que la somme, payée à titre d'indemnité, fût versée aux mains d'un notaire désigné par la justice, qui devait faire emploi dans les conditions prévues par le jugement.

montre donc plus exigeante que pour les aliénations. Les dangers de la transaction, les abus trop réels que la pratique avait souvent révélés, justifient cette sévérité.

Quand l'autorisation du tribunal est requise, elle est donnée par le tribunal de première instance, statuant en Chambre du Conseil, le ministère public entendu (Code Civ., a. 389, § 4 et 6 combinés).

Si le tribunal refuse son autorisation, l'administrateur légal peut interjeter appel (arg. Code Proc. Civ., a. 889); il n'en serait autrement que dans les cas, réglés par la Loi du 27 février 1880, d'aliénation de valeurs mobilières, ou de conversion de ces valeurs du nominatif au porteur. L'article 2 de cette Loi déclare en effet que « dans tous les cas, le jugement rendu sera en dernier ressort. » Ou peut s'étonner que le législateur ait étendu ici cette disposition, dont les motifs n'existent pas pour l'administration légale¹. Ce qui fait que dans la tutelle il n'y a pas d'appel possible, c'est qu'après la décision du tribunal, l'affaire a déjà subi deux degrés de juridiction : celle du Conseil de famille et celle du tribunal. Ici, il n'en est plus de même, puisque le Conseil de famille n'existe pas; il n'y avait donc pas lieu de priver le père de son droit d'appel.

Si l'acte par lequel il fallait observer certaines formes a été irrégulièrement passé, il se trouve entaché d'une

1. H. CAPITANT (*Revue trimestrielle* 1910, p. 299 : « La Loi du 8 avril 1910 complétant l'art. 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. »

cause de nullité relative, que le mineur, ou l'administrateur en son nom, pourront seuls invoquer. Conformément au droit commun, le mineur, une fois sa majorité atteinte, pourrait ratifier cet acte, qui se trouverait aussi consolidé par la prescription de dix ans (Code Civ., a. 1304).

§ 3. — Actes absolument interdits à l'administrateur légal.

I. — Aliénations à titre gratuit.

Les donations sont interdites au père, comme elles le sont au tuteur. C'est une règle traditionnelle universellement reconnue. L'accomplissement de ce genre d'actes, dont le mineur ne retire aucun profit, est en contradiction manifeste avec le rôle de l'administrateur, qui est de conserver et d'augmenter, non de dissiper. — Quant aux libéralités testamentaires, point n'est besoin de dire qu'elles sont, de par la nature même, interdites au représentant du mineur.

A cette règle prohibitive, il existe cependant une exception pour les cadeaux d'usage ; mais, comme M. Planiol l'observe avec raison, « un mineur n'est guère tenu à de pareilles obligations ¹. » L'article 1095 du Code Civil prévoit une situation beaucoup plus pratique, quand il permet au mineur de faire, par contrat de mariage, à son conjoint, les mêmes dona-

1. PLANIOL, I, 1908.

tions qu'un majeur, avec l'assistance des personnes dont le consentement est requis pour son mariage. Ici, c'est le mineur lui-même qui agit. Sans doute, il lui faut l'assistance de son père, mais celui-ci intervient comme père, et non comme administrateur légal.

Aux donations proprement dites, il faut assimiler les autres aliénations gratuites : mainlevée volontaire d'une hypothèque, en un temps où la créance existe encore, renonciation à une prescription acquise. Il n'en est pas de même de la renonciation à une succession ou à un legs, qui est soumise à des règles spéciales, à raison de l'intérêt moral qui s'y attache.

Bien qu'il ne soit pas une aliénation, on peut rapprocher des libéralités, le cautionnement. C'est un acte fort dangereux et, qui plus est, gratuit ; il crée un risque sans compensation. Aussi est-on d'accord pour l'interdire absolument aux représentants légaux des mineurs.

II. — **Compromis.**

Faire un compromis, c'est s'en remettre, pour la solution d'un litige, à un ou plusieurs arbitres. Cette convention n'est pas permise au père administrateur légal. Cela ressort de la combinaison des articles 83, 6° et 1004 du Code Proc. Civ. : les causes où des mineurs sont intéressés, doivent être communiquées au ministère public. Cette garantie n'existerait pas devant les arbitres.

§ 4. — Actes que le mineur fait lui-même.

Il y a des cas où le mineur doit agir lui-même. Certains actes, à raison de leur nature ou de leur objet, doivent être l'expression de la volonté individuelle. Tels sont : le contrat de mariage, dont nous avons déjà dit un mot, que le mineur fait lui-même, avec l'assistance des personnes dont le consentement est requis pour son mariage (Code Civ., a. 1095, 1398); le testament, que le mineur de seize ans fait seul, à concurrence de la moitié de ses biens disponibles (Code Civ., a. 904); une reconnaissance d'enfant naturel, car un tel acte ne peut émaner que du père ou de la mère.

D'autres fois, la Loi, dans une pensée favorable au mineur, l'autorise à faire certains actes, pour lesquels la représentation est d'ailleurs possible; c'est une faculté qu'elle lui accorde et dont il peut ou non user. Il est ainsi admis à se faire ouvrir un livret de Caisse d'Épargne, sans l'intervention de son représentant, et même, au-dessus de seize ans, à retirer, seul également, les sommes déposées, sauf opposition de son père ou de son tuteur. On sait qu'il fait de même valablement tous actes ayant pour objet la conservation de ses droits¹ (par ex. : Code Civ., a. 2139, 2194).

1. AUBRY et RAY, I, pp. 779-780, § 109.

§ 5. — Pouvoirs de l'administrateur désigné par un tiers ou par le tribunal.

La mère administratrice légale a les mêmes pouvoirs que le père ; et elle agit, a dit M. Guillier au Sénat, « sans avoir besoin d'aucune autorisation maritale. » (Code Civ., a. 389, al. 2). Il en résulte que souvent la femme fera, au nom de ses enfants, des actes qu'elle serait incapable d'accomplir pour son propre compte : elle pourra aliéner et hypothéquer dans la même mesure et sous les mêmes conditions que le père administrateur ; elle exercera seule, comme demanderesse ou défenderesse, les actions de ses enfants, alors qu'aucune femme, même marchande publique ou séparée de biens, ne peut ester en justice sans l'autorisation de son mari (Code Civ., a. 215). Ce n'est point là d'ailleurs une dérogation au principe de l'incapacité de la femme mariée. La mère agit ici comme mandataire (Code Civ., a. 1910), sans que son incapacité ait aucune influence sur la validité des actes passés dans la limite du mandat.

La question des pouvoirs est plus délicate en ce qui concerne l'administrateur désigné par un tiers et celui nommé par le tribunal. Dans ses paragraphes 5, 6, 7, etc..., la Loi de 1910 ne parle en effet que de l'administrateur légal, père ou mère. Il nous faut donc chercher en dehors d'elle la solution.

Examinons d'abord la situation de l'administrateur désigné par un tiers. Le donateur ou le testateur, qui

le désigne, a le droit de déterminer ses pouvoirs. Cela ressort des travaux préparatoires : il y fut toujours supposé que le disposant avait le droit de fixer lui-même les conditions dans lesquelles s'exercerait le mandat qu'il conférerait; « la volonté du donateur, voilà, a dit M. Viollette, la modalité qui va déterminer l'administration du tiers. »

Mais il se peut que le donateur n'ait rien déterminé du tout; il a simplement désigné une personne, pour administrer les biens donnés par lui à l'enfant. Quels seront alors les pouvoirs de cette personne ? Ce seront, a-t-on dit à la Chambre, les pouvoirs d'un mandataire ou d'un administrateur ordinaire. A cela, on répliqua avec beaucoup de raison : « Mais s'il y a lieu d'aliéner les biens confiés à ce mandataire, si une expropriation les atteint et qu'il y ait lieu d'en employer le prix, qui pourra légalement accomplir ces actes?... Le tiers mandataire, s'il n'a qu'un mandat pur et simple, sera dans l'incapacité de suppléer le mineur pour ces sortes d'actes. Personne à sa place ne le pourra faire; car le mandataire pur et simple n'a que le pouvoir d'administrer, il n'a pas celui de disposer. Donc, voilà des biens dont personne, tant que dure la minorité, n'aura le pouvoir de disposer légalement¹. Une telle solution serait pratiquement impossible; on ne peut admettre que ce soit là ce que le législateur a voulu.

Va-t-on donc obliger le tiers administrateur à demander l'autorisation du tribunal pour tout acte

1. *Journal officiel*. Chambre des Députés. Déb. parl., séance du 1^{er} avril 1910.

de disposition? Mais de quel droit le tribunal interviendra-t-il? En vertu de l'article 389? Si l'on reconnaît que les paragraphes 5 et suivants de cet article ne s'appliquent pas à l'administrateur désigné par un tiers, n'est-il pas arbitraire de lui étendre la disposition qui investit la justice de son rôle tutélaire. Cette règle aussi ne concerne que l'administrateur légal.

En dehors de là, quelle solution adopter? Il n'y en a qu'une, à notre avis, celle que propose M. Capitant dans la *Revue trimestrielle* : si le disposant n'a pas lui-même déterminé les pouvoirs du tiers administrateur, il faudra appliquer les mêmes règles qu'au père ou à la mère administrateur légal. Cette solution est commandée, moins par le texte de la Loi de 1910, que par l'impossibilité d'en admettre une autre; qui serait, ou encore plus arbitraire, comme celle qui soumet l'administrateur à l'autorisation de justice pour tout acte de disposition, ou déraisonnable, si, pour échapper à ce reproche d'arbitraire, on n'attribuait à l'administrateur que les pouvoirs d'un mandataire, sans donner à personne capacité pour disposer.

Il faut, semble-t-il, donner la même solution pour l'administrateur désigné par la justice; le tribunal peut délimiter ses pouvoirs et lui imposer des garanties. S'il ne l'a pas fait, on assimilera cet administrateur au père et à la mère. Quand ceux-ci agissent librement, il agira lui-même librement. Il devra au contraire se munir de l'autorisation du tribunal, dans les cas où cette autorisation est nécessaire au père.

CHAPITRE VII

Obligations et Responsabilité de l'administrateur légal. Garanties de son administration.

A. — Obligation d'administrer en bon père de famille.

L'article 389, § 5, met à la charge de l'administrateur légal la même obligation générale que l'article 450 impose au tuteur : celle d'administrer en bon père de famille. D'après l'analyse qu'en font communément les auteurs ¹, cette obligation entraîne pour l'administrateur le devoir de conserver le patrimoine du mineur, celui de lui faire produire les revenus qu'il peut donner, celui enfin de l'augmenter, en capitalisant l'excédent des revenus.

La première de ces obligations existe pleinement ici. Toujours, le père est tenu d'assurer la conservation des biens de ses enfants, de prendre toutes les mesures pour les empêcher de se perdre : entretien rigoureux

1. AUBRY et RAU, I, p. 690. — PLANIOL I, 1356.

des bâtiments et des meubles, assurance contre l'incendie, interruption des prescriptions, poursuite du remboursement des créances.

Il n'en est pas de même des deux autres obligations. La jouissance légale en dispense souvent le père ; c'est à lui qu'appartient le revenu des biens du mineur ; qu'ils produisent beaucoup ou peu, celui-ci ne peut ni y gagner, ni y perdre. De quel droit reprocherait-il à son père une négligence dont il n'a rien eu à souffrir ? Mais si le père n'a pas ou n'a plus l'usufruit légal, par exemple, parce que l'enfant a atteint l'âge de dix-huit ans, il doit alors, tout comme un tuteur, faire fructifier les biens et capitaliser les excédents de revenus.

Si l'administrateur manque à ses obligations, il en est, comme l'article 389 prend soin de nous le dire, « responsable dans les termes du droit commun ». Bien que son mandat soit gratuit, on ne lui appliquera donc pas l'article 1992 du Code Civil ; il répondra de toute faute, même légère, et en devra réparation.

B. — Mesures de protection générales imitées de la tutelle.

La Loi a appliqué dans une certaine mesure à l'administrateur légal le même contrôle qu'elle impose au tuteur, ou du moins un contrôle à peu près semblable. C'est ainsi qu'elle exige de lui l'autorisation du tribunal, dans les mêmes cas où cette autorisation est nécessaire au tuteur ; qu'elle ordonne de nommer parfois un administrateur ad hoc qui jouera le rôle

de subrogé-tuteur ; qu'elle organise enfin un système de déchéances, qui ne manque pas d'affinités avec celui de la tutelle. Ce sont là, pour le mineur sous l'administration légale, autant de mesures de protection. Nous les avons déjà étudiées au cours du précédent chapitre ; mais il était nécessaire de les rappeler ici pour donner un tableau complet des garanties de l'administration légale.

A part ces garanties que la Loi de 1910 a appliquées expressément à l'administration légale, il est impossible d'étendre à ce régime, en dehors d'une disposition formelle, les sûretés existantes en matière de tutelle ; la tutelle et l'administration légale sont deux institutions bien distinctes ; entre elles, l'argument d'analogie ne vaut point. Plus d'une fois déjà, nous avons constaté que ni le Conseil de famille, ni le subrogé-tuteur n'ont de place près du père administrateur. Nous avons vu aussi que l'article 450, al. 3 du Code Civil, était étranger à notre matière¹. Il en est de même des articles 452 et 453, qui déterminent comment doivent être vendus les meubles corporels, ou quelles formalités il faut remplir, si l'on veut conserver ces meubles ; des articles 454, 455 et 456 : inapplicables à la tutelle des père et mère, ces textes le sont à plus forte raison à l'administration légale ; ils ne pourraient d'ailleurs s'y appliquer en l'absence de Conseil de famille.

L'article 907 ne s'applique pas non plus à l'admi-

1. Douai, 26 août 1905. *Rép. DEFRÉNOIS*, 1905, 14486.

nistrateur légal ; cet article interdit au mineur les dispositions à titre gratuit au profit de qui est ou a été son tuteur ; il est étranger aux ascendants, même tuteurs¹.

L'hypothèque légale qui grève les biens des tuteurs (Code Civ., a. 2121) est, elle aussi, étrangère à l'administration légale². Cela résulte d'un argument a contrariis tiré des articles 2115 et 2121. Le régime hypothécaire intéresse le crédit public, et par là la société tout entière ; à la Loi seule, il appartient de l'organiser. Tout est de rigueur en cette matière ; comment une hypothèque légale pourrait-elle exister sans Loi ? Au point de vue pratique, ne serait-il pas désastreux qu'une seconde hypothèque légale vînt se superposer à celle de la femme sur les immeubles du mari³ ?

L'administrateur légal n'a pas non plus à donner caution pour son administration ; une telle obligation ne peut prendre naissance sans un texte ; or ce texte n'existe nulle part. Au contraire, l'article 601 du Code Civil exempte de l'obligation de fournir caution les père et mère ayant la jouissance légale ; même usufruitier, l'administrateur légal n'aura donc pas à fournir caution. Et cette situation n'est pas modifiée

1. AUBRY et RAU, I, § 123, p. 785. — BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, VI, 189. — LAURENT, IV, 316. — HUC, III, 246.

2. DURANTON, III, 416. — AUBRY et RAU, I, p. 777. — LAURENT, IV, 309. — DEMOLOMBE, VI, 415 et suiv. — BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 182.

3. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1906. — Cass., 3 décembre 1821. S. 1821, I, 527.

par le fait pour le père administrateur d'être en même temps usufruitier testamentaire des biens légués en nue propriété à ses enfants ; cet usufruit testamentaire ne l'empêche pas d'être en même temps usufruitier et administrateur légal. Tant que le père conserve ces qualités, son usufruitier testamentaire s'y trouve en quelque sorte absorbé. Il serait inadmissible que le legs fait au père lui fasse une situation pire que s'il ne lui avait rien été légué du tout ¹. Bien entendu, il n'en est ainsi qu'autant que le testateur ne lui a pas imposé, comme condition de son legs d'usufruit, l'obligation de fournir caution dans l'intérêt du mineur nu propriétaire ; tout testateur peut en effet imposer à sa libéralité telles conditions qu'il lui plaît : il peut priver le père de l'administration (Code Civ., a. 389) ou de la jouissance légale (Code Civ., a. 387) ; rien ne l'empêche de stipuler des garanties au profit de l'enfant, de demander à l'administrateur légal une caution, d'en exiger une hypothèque ². Mais en l'absence de dispositions de ce genre, les droits de jouissance et d'administration légales, auxquels même se juxtapose un usufruit testamentaire, n'imposent au père rien de semblable.

C. — Impossibilité de prescrire contre l'enfant.

L'administrateur légal ne peut prescrire contre le mineur. Ce n'est pas là, va-t-on objecter, une règle

1. Cour Toulouse, 10 décembre 1908. *Rev. Notariat* 1910, 14018, p. 334.

2. BAUDRY-LACANTINIERE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 182.

spéciale au père : personne ne peut prescrire contre le mineur. Rappelons-nous que si l'article 2252 du Code Civil établit en effet ce principe, l'article 2278 apporte une exception. D'après ce texte, certaines prescriptions courent contre les mineurs ; ce sont les petites prescriptions, celles qui s'achèvent par cinq ans, ou moins. C'est pour elles que notre règle a de l'intérêt : tandis que ces prescriptions sont en principe opposables au mineur, le père administrateur, pas plus que le tuteur, ne pourra les invoquer¹ ; de l'un comme de l'autre on peut dire : « *A se ipso exigere debuit.* » Si le représentant du mineur avait laissé s'achever une de ces prescriptions, au profit d'un tiers, il en répondrait, et sa responsabilité se résoudrait en dommages-intérêts. Ici, c'est lui-même qui prescrivait ; mais c'est lui-même aussi qui devait empêcher cette prescription. Il aurait dû payer ; s'il ne l'a pas fait, il est en faute ; la réparation la plus adéquate qu'on puisse accorder au mineur est de tenir pour non avenue cette prescription, sans préjudice d'ailleurs de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

D. — Inventaire.

Il est des cas où, sans aucun doute, l'administrateur légal doit faire inventaire : s'il a l'usufruit légal, l'article 600 du Code Civil lui impose cette obligation. En dehors de là, l'inventaire est obligatoire, lorsqu'il s'agit d'une succession dévolue au mineur. (Code

1. AUBRY et RAU, I, § 123, p. 785.

Civ., a. 461). Mais que décider dans les autres hypothèses ¹? Existe-t-il à la charge du père une obligation générale de faire inventaire? L'article 451 du Code Civil impose au tuteur cette obligation; mais l'article 389, qui énumère toute une série d'articles, ne renonce pas à ce texte. Il nous faut chercher ailleurs une solution.

La doctrine est divisée. Beaucoup d'auteurs astreignent le père, tout comme le tuteur, à l'inventaire ²; il n'y aurait entre eux que la différence résultant de ce qu'il n'y a pas ici de subrogé-tuteur; la déchéance résultant de l'article 451, al. 2, serait aussi étrangère au père. Cette opinion invoque des raisons sérieuses. L'obligation de faire inventaire n'est pas particulière au tuteur; elle est, en général, imposée à tous les administrateurs. Les articles 126, 600, 1414, 1442, 1504 du Code Civil nous en offrent assez d'exemples. D'ailleurs, l'inventaire n'est-il pas la base nécessaire du compte que le père devra rendre, quand cessera son administration? C'est à cette solution que vont nos préférences; outre la valeur des arguments sur lesquels

1. Ainsi que l'observe M. H. CAPITANT (« La Loi du 8 avril 1910 complétant l'art. 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. » *Revue trimest. du droit civil* 1910, p. 295). Ces hypothèses où l'obligation de l'inventaire ne s'imposera pas au père pour une raison étrangère à l'administration légale, seront assez rares: il faudrait supposer que le père n'a pas la jouissance légale et, en outre, que les biens proviennent soit d'un don manuel, soit d'un legs contenu dans un testament qui, au jour de la reddition du compte, ne peut plus être retrouvé, soit encore du legs d'une universalité de fait, tel que, par exemple: mon domaine agricole de tel endroit.

2. DEMOLOMBE, VI, 435. — AUBRY et RAU, I, § 123, p. 787¹. — BAUDRY-LACANTINIERE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 185.

on l'appuie, elle présente en effet le double avantage d'être à la fois la plus conforme à la raison et la plus favorable aux intérêts de l'enfant. Cependant, elle n'est pas adoptée par tout le monde. Laurent ¹ juge impossible d'obliger le père à faire inventaire, alors que la Loi ne lui en impose pas l'obligation. Huc ² conclut dans le même sens, en ajoutant que « l'inventaire est si peu la base nécessaire de tout compte, qu'il est admis sans difficulté que l'usufruitier peut être dispensé de faire inventaire. »

Quoi qu'il en soit, il est du reste unanimement reconnu que le défaut d'inventaire ne rend pas l'administrateur légal passible de la déchéance édictée par l'article 1442, al. 2, du Code Civil ; comme toute disposition pénale, celle-ci doit s'interpréter restrictivement ; or, elle ne se réfère qu'à l'inventaire à dresser après la mort d'un des époux, c'est-à-dire dans un cas où la tutelle est ouverte.

Qu'on mette ou non à la charge du père l'obligation de faire inventaire, il faudra toujours, quand cet inventaire n'aura pas été dressé, permettre au mineur d'établir la consistance du mobilier non inventorié. Par quelles preuves le fera-t-il ? Ici encore nous trouvons des divergences. Tandis que Demolombe et Aubry et Rau autorisent l'enfant à faire preuve par tous moyens, même par commune renommée, d'autres auteurs ³ excluent ce mode de preuve ; l'enfant ou ses

1. LAURENT, IV, 307.

2. HUC, III, 239.

3. BAUDRY-LACANTINIERE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 185. — LAURENT, IV, 307.

ayant cause ne pourraient se servir que des moyens ordinaires : titres, témoins ou présomptions. A l'appui de leur thèse, les premiers invoquent les articles 1415, 1442 et 1504, al. 3, du Code Civil : la preuve par commune renommée est de droit commun, toutes les fois qu'il s'agit d'établir la consistance d'un mobilier non inventorié contre celui qui était chargé d'en faire dresser l'inventaire. Avec les seconds, nous estimons que cette preuve ne peut être admise ici ; quoi qu'on en dise, elle reste toujours exceptionnelle ; elle a en quelque sorte le caractère d'une peine ; l'interprétation stricte s'impose. En l'absence d'un texte formel, des arguments d'analogie ne suffisent pas pour en autoriser l'emploi contre le père administrateur légal.

E. — Emploi et Conversion.

1° Emploi.

Les articles 455 et 456 du Code Civil sont étrangers à l'administration légale ; on est d'accord pour l'admettre. Ces textes ne s'appliquent même pas aux père et mère tuteurs ; et l'intervention du Conseil de famille qu'ils supposent en exclut l'extension ici. Mais, avant 1910 déjà, on pouvait déduire de l'obligation qu'a le père d'administrer en bon père de famille, celle de faire fructifier le patrimoine du mineur, quand du moins il n'avait pas la jouissance légale. A ce devoir un peu vague, le nouvel article 389 a substitué une obligation, qui, pour être formellement expri-

mée, n'est guère au fond plus précise. Son paragraphe 7 porte :

« L'administrateur légal est tenu de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant, lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1.500 francs. »

Cette obligation d'emploi imposée au père diffère à plusieurs points de vue de celle qui pèse sur le tuteur. Elle s'en distingue d'abord par cette limite de quinze cents francs, mise assez maladroitement par l'article 389 à l'obligation de l'administrateur légal, tandis que le tuteur est en principe tenu d'employer toute somme appartenant au mineur (Code Civ., a. 455. — L. 27 fév. 1880, a. 6), lorsque le Conseil de famille n'a pas limité son obligation (Code Civ., a. 455. — L. 27 fév. 1880, a. 6). Il eût été préférable d'établir ici la même règle qu'en matière de tutelle. « Il est dangereux de laisser au père la liberté de conserver des deniers en nature. N'est-ce pas l'inciter à les dépenser peu à peu?... Si minime que soit l'avoir de l'enfant, il faut le conserver et le faire fructifier¹. »

Une seconde différence résulte de ce que la Loi n'a fixé au père aucun délai pour faire emploi. Elle s'en remet à son affection. Le tuteur au contraire doit effectuer l'emploi dans les trois ou les six mois (C. Civ., a. 455. — L. 27 fév. 1880, a. 6). En négligeant ainsi de fixer un terme pour l'accomplissement de ses prescriptions, la Loi de 1910, malgré son apparente pré-

1. H. CAPITANT (*Revue trimest. 1910*, p. 291) : « La Loi du 6 avril 1910 complétant l'article 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. »

cision, met à la charge du père une obligation qui n'est guère mieux déterminée que celle qui dérivait autrefois pour lui de sa qualité d'administrateur. Théoriquement, le père doit toujours faire emploi. Mais en pratique, il ne le doit que dans la mesure où sa qualité d'administrateur l'y oblige ; dans cette limite seulement, il commettrait une faute en n'obéissant pas aux prescriptions de la Loi, et sa responsabilité à cet égard est la seule sanction pratique de son obligation.

Sauf la controverse sur l'interprétation de l'article 6 de la Loi de 1880 et sa combinaison avec le § 6 de l'article 389, le père, nous l'avons vu, choisit librement les valeurs, mobilières ou immobilières, qui doivent servir à l'emploi. C'est encore une différence avec le tuteur qui ne peut, lui, faire emploi des capitaux, sans avoir obtenu au moins l'autorisation du Conseil de famille.

Quelque liberté que l'on accorde, quelque étendue que l'on reconnaisse à son droit de placer les deniers disponibles de l'enfant, ce droit a cependant une limite : le père ne peut acquérir pour le mineur des titres au porteur. Un tel emploi serait en opposition avec la disposition de l'article 389, qui ordonne la conversion au nominatif de ces titres.

La Loi de 1910, comme celle du 27 février 1880, prend soin de dégager la responsabilité des tiers : en aucun cas, ils ne sont garants de l'emploi. Toutefois, il ne faut pas exagérer la portée de cette décharge ; un tiers pourrait être déclaré responsable, s'il avait com-

mis une faute, s'il avait, par exemple, acheté et payé un immeuble dont la vente n'aurait pas été autorisée par le tribunal. De même pour les valeurs mobilières au-dessus de quinze cents francs. Mais, c'est que dans ces hypothèses, la question d'emploi se complique d'une question de pouvoirs ; le tiers est exposé soit à restituer les biens achetés, soit à payer une seconde fois, non à cause du défaut d'emploi, mais parce qu'il a traité avec qui ne le pouvait pas.

Le texte de la Loi de 1910 nous suggère une dernière observation. Il ne parle que des capitaux. Que faut-il décider pour les revenus ? — Le plus souvent, le père aura la jouissance légale, et alors la question ne se pose même pas : Comment l'obligerait-on à employer des revenus, puisqu'ils lui appartiennent sans restriction ! Il n'en est plus de même quand son usufruit cesse ; dans ce cas, il faut, selon nous, décider que le père est tenu d'employer les excédents de revenus dans la même mesure que les capitaux, c'est-à-dire au-dessus de quinze cents francs. Une somme de cette importance, même constituée par l'épargne des revenus, ne forme-t-elle pas d'ailleurs un capital ?

2° Conversion.

Le même paragraphe 7 qui prescrit l'emploi, ordonne aussi à l'administrateur « de convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant à l'enfant, à moins que, par leur nature ou en raison de conventions, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion. »

C'est ici comme pour l'emploi, la même absence de délai pour faire cette conversion, la même irresponsabilité des tiers, le même défaut de sanction pratique ! Tout cela risque fort de laisser le plus souvent lettre morte les prescriptions de la Loi de 1910. Car, pour la sanction résultant de la privation de l'administration légale prononcée pour cause grave par le tribunal, il ne paraît guère possible de se faire des illusions sur sa valeur pratique ; presque jamais elle ne sera appliquée, parce qu'il n'y aura, en fait, jamais personne pour la requérir.

Au reste, cette obligation morale s'applique à tous les titres au porteur qui adviennent au mineur, sans qu'il y ait à distinguer selon que leur valeur dépasse ou non quinze cents francs. Seuls en sont exceptés ceux qui, à raison de leur nature, ne sont pas susceptibles d'être convertis au nominatif : ainsi, certains titres émis par des États étrangers ou par des villes n'admettent pas la forme nominative. L'impossibilité de conversion peut encore résulter, nous dit le texte, de conventions ; il s'agit là de conventions conclues par l'auteur de l'enfant, par exemple, un pacte d'indivision.

Quand, pour une raison quelconque, la conversion ne peut être faite, l'article 5 de la Loi du 27 février 1880 astreint le tuteur à certaines formalités. Il doit, dans les trois mois, obtenir du Conseil de famille l'autorisation soit d'aliéner les titres avec emploi, soit de les conserver. Rien de pareil pour le père, qui pourra donc, à son choix, et sans aucune autorisation, soit

conserver sous cette forme les titres qu'il n'aura pu convertir, soit les aliéner, alors même que leur valeur dépasserait quinze cents francs ¹.

F. — Compte.

Parmi les obligations qui pèsent sur l'administrateur légal, nous en avons reconnu un certain nombre qui n'ont pas de sanction directe. Telles sont : l'obligation d'administrer en bon père de famille ; celle de faire emploi ou d'accomplir la conversion. Toutes ces obligations trouvent une sanction commune dans le compte qui doit être rendu à la fin de l'administration. Tout administrateur doit, quand cesse sa gestion, rendre compte ; l'ancien article 389 en posait déjà le principe en des termes que la Loi de 1910 a conservés : « L'administrateur est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance, et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la Loi lui donne l'usufruit. » Le texte actuel a en outre étendu à l'administration légale les articles 469, 471 et suivants du Code Civil, qui régissent le compte en matière de tutelle. Avant 1910, on était généralement d'accord pour appliquer au père

1. Le projet de la Société d'Études législatives réglementait d'une façon bien plus précise les obligations d'emploi et de conversion : cet emploi ou cette conversion devaient être faits dans les trois mois (art. 7 et 9). L'emploi à faire était déterminé : il devait consister en fonds d'État français, actions de la Banque de France, obligations des villes françaises, actions et obligations des chemins de fer français (art. 9). Faute de remplir ces obligations, le père pouvait être privé de la jouissance légale ; il devait, en outre, de plein droit, les intérêts des sommes non employées (art. 11).

les articles 471 et 473, que l'on considérerait comme des règles de droit commun ; par contre, on refusait d'étendre à l'administration du père les articles 472, 474, 475, qui sont des dispositions d'exception ¹. Aujourd'hui, tous ces textes indistinctement s'appliquent à l'administrateur légal ; le compte qu'il doit rendre est donc complètement assimilé à celui du tuteur, du père tuteur tout au moins, car, observons-le en passant, l'article 470, qui permet d'exiger du tuteur des états de situation annuels, est inapplicable aux père et mère tuteurs comme administrateurs.

En principe, c'est l'administrateur lui-même qui rend compte. Mais cela est parfois impossible ; le compte est alors rendu par la personne qui le représente : son tuteur, s'il est interdit ; ses héritiers et ses successeurs universels, s'il est mort ; la personne chargée d'administrer son patrimoine, s'il est absent.

Quant à la personne qui reçoit le compte, c'est normalement le mineur lui-même devenu majeur. Mais lorsque l'administration a pris fin par une autre cause que l'arrivée de l'enfant à sa majorité, le compte est rendu, suivant les cas, soit au mineur émancipé assisté de son curateur, soit au nouvel administrateur, soit aux héritiers du mineur.

Le compte est rendu en justice ou à l'amiable. Ce dernier mode peut être suivi dans tous les cas, pourvu que les parties soient d'accord. Quand l'article 473

1. DEMOLOMBE, VI, 452 et suiv. — LAURENT, IV, 317, 320. — AUBRY et RAU, I, § 123, p. 787.

parle des « contestations auxquelles le compte donne lieu, » il ne vise pas l'action en reddition de comptes proprement dite ; il suppose que le compte a été rendu, mais qu'un différent s'élève sur son exécution. Lorsque le compte est rendu en justice, on suit les formes des articles 527 et suivants du Code Proc. Civ.

Le compte amiable n'est en principe soumis à aucune condition ou formalité spéciale. Cependant, il faut tenir compte de l'article 472 du Code Civil, aujourd'hui applicable à l'administration légale : cet article exige, pour que le compte soit valablement rendu, ou, ce qui revient au même, pour que le comptable puisse être régulièrement déchargé, la « reddition d'un compte détaillé et la remise des pièces justificatives, le tout constaté par un récépissé de l'ayant-compte, dix jours au moins auparavant. » Faute de remplir ces conditions, tout traité entre le mineur et l'administrateur est nul.

Que faut-il entendre par ces mots : « tout traité ? » Un arrêt de la Chambre des requêtes, du 16 novembre 1910¹, a déclaré, en empruntant à Aubry et Rau leur formule, que ces termes « comprennent tous actes ou conventions ayant pour objet ou dont le résultat serait soit d'affranchir le tuteur, en tout ou en partie, de l'obligation de rendre compte, soit de modifier cette obligation. » Donnée à propos du tuteur, cette interprétation est tout aussi vraie pour l'administrateur

1. *Gaz. Pol.*, 8 déc. 1910. — AUBRY et RAU, I, § 121, p. 757.

légal ; les actes et conventions interdits sont les mêmes dans les deux cas ; ils comprennent notamment : toutes décharges, arrêtés de compte, transactions concernant la gestion. La disposition de l'article 472 est au contraire étrangère aux actes et conventions qui laissent intacte l'obligation de rendre compte ; elle ne s'appliquerait pas, par exemple, à une vente d'objets déterminés, ni, d'une manière générale, à tous les actes étrangers à la gestion tutélaire¹.

Il faut que le récépissé, qui précède le traité entre l'ayant compte et son administrateur, soit donné dix jours au moins avant ce traité. Il n'est pas nécessaire que cette date ait été rendue certaine conformément à l'article 1328 du Code Civil ; entre les parties, la date est tenue pour sincère jusqu'à preuve contraire. Puisqu'il s'agit d'une fraude à la Loi, cette preuve contraire pourrait être faite par tous moyens, même par témoins ou par présomptions (A. 1353, Code Civ.).

Pour sanctionner ses prescriptions, l'article 472 prononce la nullité du traité qui aurait été fait en dehors des conditions qu'il exige. Cette nullité est établie dans le seul intérêt du mineur, pour éviter qu'afin d'entrer plus vite en possession de son patrimoine, il ne donne à son représentant une décharge prématurée ; elle est donc purement relative, et ne pourrait être invoquée que par le mineur, ou en son nom. Suivant le droit commun, l'acte nul pourrait être confirmé ;

1. *Encyclopédie du Notariat, verbo* Compte de tutelle, 20 et suiv.

mais, pour être valable, la confirmation devrait intervenir à un moment où les conditions de l'article 472 sont remplies ; autrement, elle serait entachée du même vice que l'acte même.

D'après l'article 1304 du Code Civil, l'action en nullité dure dix ans. Mais il y a quelques difficultés sur l'application de cette règle ; ainsi, l'on n'est pas d'accord sur le point de départ de cette prescription de dix ans. Certains auteurs¹ ne la font courir que du jour où la disposition de l'article 472 a été obéie ; avant cela, une confirmation est impossible ; il en est de même de la prescription, qui n'est qu'une confirmation tacite. Mais la majorité de la doctrine et la jurisprudence ne sont pas de cet avis : l'action en nullité dure dix ans, mais ces dix ans commencent à courir à partir de la date de l'acte attaqué. Comme d'autre part, l'article 475 du Code Civil déclare prescrites par dix ans à compter de la majorité du mineur, toutes actions relatives aux faits de gestion, on arrive à ce résultat singulier que si le traité annulable a été passé par l'ex-mineur un certain temps après sa majorité, on pourra faire annuler le compte irrégulier, mais sans pouvoir demander la reddition d'un nouveau compte. Cette action purement négative présenterait pourtant un intérêt pour le mineur dans le cas où il voudrait, par exemple, se faire décharger d'un reliquat mis à sa charge par le traité irrégulier, ou obte-

1. AUBRY et RAU, I, § 121, p. 757. — Dans le même sens : BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX.

nir la restitution de sommes payées par lui à son administrateur¹.

Nous venons de dire que l'article 475 déclare prescrites par dix ans les actions relatives aux faits de l'administration. Il faut s'entendre sur la portée de cette règle. Toutes les actions du mineur contre l'administrateur ne sont pas prescrites par dix ans ; il n'en est ainsi que pour celles qui mettent en question la reddition du compte, notamment l'action en reddition ou en redressement de ce compte. Échappent au contraire à cette prescription les actions nées d'une cause étrangère à l'administration, et même celles relatives à des créances, qui ont bien à la vérité leur origine dans la gestion de l'administrateur, mais qui ont été reconnues par ce dernier après la cessation de son administration, par exemple, l'action en paiement du reliquat. N'y sont pas soumises non plus les actions de l'administrateur contre l'ex-mineur ; on rentre, dans ce cas, dans le droit commun de la prescription trentenaire. (Code Civ., a. 2262)².

Aux termes de l'article 471 du Code Civil, les frais du compte sont à la charge du mineur ; mais son représentant doit lui en faire l'avance. Cette règle, qui fait supporter les frais du compte par le mineur ne s'applique pas aux frais entraînés par les contestations relatives au compte. Ces contestations restent soumises au droit commun pour les frais comme pour

1. *Encyclopédie du Notariat, verbo* compte de tutelle 200 et suiv.

2. AUBRY et RAU, I, § 121, p. 764.

la procédure (Code Civil, a. 473) ; on les soumet à la règle ordinaire, qui impose le paiement des frais à la partie perdante.

L'article 471 ne vise que le compte définitif, celui qui est rendu quand le mineur a atteint sa majorité ou a été émancipé. Il n'en faut point conclure a contrario que les frais du compte, rendu dans les autres cas, lorsque l'administration a cessé du chef de l'administrateur, doivent être supportés par celui-ci. Ils sont toujours, en principe, à la charge du mineur¹. Toutefois, ils pourraient, à titre de dommages-intérêts, être mis à la charge de l'administrateur destitué².

Examinons maintenant rapidement ce que sont les éléments de ce compte. Comme tout compte, celui-ci est un état détaillé des recettes et des dépenses ; il comprend donc tout naturellement deux chapitres. L'administrateur porte en dépense toutes les sommes qu'il justifie avoir utilement déboursées : frais d'éducation et d'entretien du mineur, de réparation et d'administration des biens, remboursement des dettes, placement des fonds. Il porte en recette toutes les sommes touchées pour le compte du mineur, notamment, les fonds constatés dans l'inventaire, les revenus touchés, le montant des créances remboursées, le prix des biens vendus, les sommes d'argent léguées, etc...

Ces éléments actifs et passifs du compte sont souvent modifiés du fait de la jouissance légale. Tant

1. BAUDRY-LACANTINIERE et CHÊNEAUX, *Des Personnes*, VI, 635.

2. AUBRY et RAU, I, § 121, p. 750.

qu'elle existe, cette jouissance dispense de porter en recette les revenus de tous les biens de l'enfant, sauf ceux indiqués à l'article 387 du Code Civil, mais elle empêche aussi de porter en débours certaines dépenses que la Loi met à la charge de l'usufruitier légal : la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants, les frais funéraires et de dernière maladie de la personne à laquelle a succédé l'enfant, enfin les arrérages et intérêts des capitaux, non seulement, d'après la doctrine, ceux échus pendant la jouissance — (l'article 612 du Code Civil suffisait pour cela) — mais même ceux en retard au moment où cette jouissance commence (Code Civil, a. 385). Il va sans dire qu'en outre, cette jouissance emporte les charges ordinaires des usufruits : le père étant assimilé à un usufruitier universel, c'est lui qui devra, par conséquent, acquitter la rente viagère, qui serait à la charge des biens dont il jouit¹.

Quand l'actif et le passif ont été ainsi établis, il y a lieu de faire leur comparaison ; cela s'appelle faire la balance du compte. Cette balance fait ressortir une différence, un excédent de recettes ou de dépenses ; c'est le reliquat du compte, reliquat dû au mineur ou par lui, selon que les recettes l'emportent sur les dépenses, ou inversement. A la charge du mineur, ce reliquat ne produit intérêt, conformément au droit commun, que du jour de la sommation de payer. Il en est autrement, quand il est dû par l'administrateur : il porte alors intérêt, sans demande, à compter de la

1. Civ. Cass., 24 janvier 1900. D. 1900, 1, 320.

clôture du compte (Code Civ., a. 474). C'est là une règle nouvelle, tout au moins pour l'administrateur légal. — Avant 1910, le caractère exceptionnel de cette disposition n'en permettait pas l'extension au père, faute d'un texte formel. Aujourd'hui, la Loi du 6 avril 1910 déclare expressément applicable à l'administration légale l'article 474.

Tout administrateur est tenu de rendre compte. Cette règle ne comporte aucune exception. Elle astreint l'administrateur qui sort de charge, l'administration légale durant encore, comme celui qui cesse ses fonctions, au moment où le mineur atteint la majorité ; l'administrateur nommé par justice, ou celui désigné par un tiers, comme le père ou la mère. Même dans la mesure des biens non réservés, l'auteur d'une libéralité ne pourrait en dispenser valablement¹, car l'« on ne conçoit pas une administration sans reddition de compte². »

1. AUBRY et RAU, I, § 121, p. 757. — CHARDON, *Puiss. tutélaire*, 503.

2. BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX, *Des Personnes*, IV, 633.

CONCLUSION

Il n'est pas contestable que la Loi du 6 avril 1910 a marqué un progrès sur le Code Civil. Suivant l'expression de M. Capitant¹, elle a « mis quelque chose là où il n'y avait rien » ; elle a en même temps mis fin à bon nombre des contestations auxquelles donnait lieu l'ancien article 389. Elle part d'un principe louable : le souci de protéger des intérêts respectables entre tous, puisque ce sont ceux de l'enfant. Ses auteurs ont eu la sagesse de ne pas vouloir trop innover ; ils n'ont fait, dans l'ensemble, suivant leur propre expression, que sanctionner la « pratique généralement suivie ». Cette méthode leur a fait consacrer d'excellentes dispositions : le droit reconnu aux tiers, auteurs de libéralités, de soustraire leurs dons à l'administration du père ; l'exclusion de toute intervention du Conseil de famille. Nous sommes aussi

1. *Revue trimestrielle* 1910, p. 304. (« La Loi du 8 avril 1910 complétant l'art. 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. »)

redevables à la Loi nouvelle de certaines innovations heureuses : le pouvoir général de contrôle reconnu aux tribunaux, pouvoir qui, à vrai dire, existait avant la Loi de 1910, mais avec une étendue bien moins large; l'extension au compte d'administration légale, des textes relatifs au compte de tutelle, notamment de l'article 475; et même, dans une certaine mesure, l'application au père de la Loi du 27 février 1880, sont, à notre avis, des dispositions excellentes.

Mais, à côté de ces mérites que nous reconnaissons volontiers, la Loi de 1910 donne lieu à bien des critiques.

Pour commencer par le côté externe de la Loi, il est permis de trouver défectueux le procédé suivi par le législateur. L'insertion dans le Code Civil d'une Loi tout entière, comme celle de 1910, ne va pas sans inconvénients. Outre que le texte se trouve considérablement alourdi, la nécessité de condenser le plus possible les modifications nécessaires entraîne à peu près infailliblement des obscurités et des lacunes. Le législateur de 1910 y était d'autant plus exposé qu'à ce premier vice de méthode, il en a joint un autre : celui de procéder par voie d'énumération, au lieu de prendre son point de départ dans un principe nettement formulé. Car l'on ne peut considérer comme un principe la règle du paragraphe 6 de l'article 389 : « Le père accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le Conseil de famille ; il lui faut l'autorisation du tribunal pour les actes que le tuteur ne peut faire sans cette autorisation. » C'est là une

distinction, ou, si l'on veut, un critérium de fait, qui détermine d'une façon à peu près complète les pouvoirs de l'administrateur légal; ce n'est pas un principe juridique, pouvant servir de base à la solution des difficultés, que l'administration légale est de nature à soulever. Le père est-il soumis à l'hypothèque légale? A-t-il le droit d'acheter ou de prendre à bail les biens du mineur? Doit-il faire inventaire? Peut-il invoquer les excuses admises en matière de tutelle? Quels sont les pouvoirs de l'administrateur désigné par un tiers ou par le tribunal? et à quel contrôle est-il soumis? Sur tous ces points, la Loi nouvelle ne nous donne aucune indication.

Ce ne sont pas ses seules lacunes. Le régime des valeurs mobilières du mineur, tel que l'a organisé le législateur de 1910, semble devoir être particulièrement insuffisant : faute de sanction précise et de délai déterminé, l'accomplissement par le père de l'emploi et de la conversion que lui prescrit la Loi, apparaît comme fort problématique; il est à craindre que les faits ne désavouent l'optimisme du rapporteur au Sénat, qui estimait la déchéance possible du père une sanction suffisante¹. Les autres précautions prises par la Loi pour protéger l'actif mobilier du mineur ont de grandes chances de n'être pas beaucoup plus efficaces.

1. Nous ne nions pas d'ailleurs la difficulté qu'il y a de trouver une sanction efficace à ces obligations. Le projet de la Société d'Études législatives imposait au père un délai de trois mois pour s'acquitter de ses obligations, et le privait, s'il y manquait, de la jouissance légale. Pas très pratique non plus à la vérité, cette sanction était du moins une menace pour le père.

En vertu des articles 2 et 10 de la Loi du 27 février 1880, le père, s'il veut aliéner les meubles incorporels de son fils, ou les convertir du nominatif au porteur, doit, lorsque leur valeur dépasse quinze cents francs, se faire autoriser par le tribunal. Au-dessous de cette somme, il est libre. Cette règle est évidemment logique et conforme au principe posé dans l'alinéa sixième, puisque les aliénations supérieures à quinze cents francs sont les seules pour lesquelles le tuteur ait à recourir au tribunal. Mais, du même coup, la protection qu'on voulait assurer au mineur devient à peu près illusoire. Comment en effet empêcher le père de se servir du droit qu'on lui reconnaît, et d'aliéner, aussi souvent qu'il lui plaira, des valeurs qui, prises individuellement, ne dépasseront pas cette somme? Pour peu qu'elles se répètent, ces aliénations conduiront bien vite à des chiffres importants. Où est, dès lors, la protection qu'on voulait établir?

On critique aussi la Loi d'avoir maintenu, en cas d'absence ou de divorce, le régime de l'administration légale. N'y a-t-il pas dans ces hypothèses les mêmes raisons d'ouvrir la tutelle que lorsque l'un des parents est décédé? Les garanties qui résultaient pour l'enfant de la présence des deux époux, de leur bonne entente et de leur affection commune, n'existent plus ici; d'un côté comme de l'autre, le mineur se trouve privé d'un de ses défenseurs. Sans ouvrir à proprement parler la tutelle, le projet de la Société d'Études législatives imposait, en cas de divorce ou de séparation de corps, un contrôle plus étroit à celui des époux

auquel était maintenue ou attribuée l'administration légale : cet époux ne pouvait désormais faire sans autorisation que les actes qu'un tuteur peut lui-même faire seul ; l'intervention du tribunal était dans les autres cas nécessaire. La Loi de 1910 aurait pu s'inspirer de cette solution.

Enfin, n'est-il pas permis de penser que le législateur a poussé trop loin l'assimilation de l'administration légale et de la tutelle ? N'est-il pas regrettable, par exemple, qu'il ait étendu à celle-là les formalités du partage et de la vente judiciaires, que les articles 466 du Code Civil, 953 et suivants du Code Proc. Civ. établissaient pour celle-ci ? Ce sont là des formalités coûteuses, et dont les effets sont presque toujours désastreux. Le législateur aurait pu ici montrer une sollicitude moins ombrageuse ; personne ne s'en serait trouvé mal, le mineur tout le premier. Pourquoi n'avoir pas permis au père de partager à l'amiable ? si l'on jugeait une protection nécessaire, ne pouvait-on se contenter de soumettre le partage à l'autorisation du tribunal, tout comme s'il s'agissait d'un emprunt ou d'une hypothèque ? Ne pouvait-on de même autoriser l'administrateur à vendre de gré à gré les biens immobiliers du mineur, sauf à faire approuver par la justice les conditions de l'aliénation ? Ces précautions auraient sans doute suffi à assurer au mineur une protection efficace !

L'intervention du tribunal entier pour donner au père les diverses autorisations qu'il peut avoir à demander, n'est-elle pas aussi un luxe de précaution

un peu inutile¹⁾ Il eût été plus simple et tout aussi avantageux pour le mineur de se contenter de l'autorisation du président du tribunal.

La Loi de 1910 n'est donc pas une œuvre parfaite ; on peut lui adresser bien des critiques. Son principal mérite, comme nous le disions au début de cette conclusion, est d'avoir, sur bien des points, mis fin aux incertitudes qui résultaient autrefois de l'absence de règles précises. Les règles qu'elle a consacrées ne sont pas sans doute irréprochables. Du moins ont-elles l'avantage de fournir à la pratique une base fixe et déterminée, qui lui manquait autrefois.

1. CAPITANT, *Revue trimest.* 1910, p. 288. (« La Loi du 8 avril 1910 complétant l'art. 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père. »)

APPENDICE

De l'administration des biens des enfants naturels.

Depuis la Loi du 2 juillet 1907, la puissance paternelle sur les enfants naturels est exercée par le parent qui les a reconnus le premier; en cas de reconnaissance simultanée, par le père; en cas de prédécès du titulaire de cette puissance, par le survivant (Code Civil, a. 383). C'est aussi à ce parent qu'appartient l'administration des biens de l'enfant.

Mais ce droit reconnu au père ou à la mère naturels est bien distinct de l'administration légale des parents légitimes. Nous l'avons vu déjà, l'idée de l'administration légale est inséparable de celle du mariage des auteurs de l'enfant. Ici, c'est d'une tutelle qu'il s'agit : dans ses rapports avec ses père et mère, ou, plus exactement, avec celui d'entre eux qui exerce la puissance paternelle, l'enfant naturel est donc soumis à un régime complexe, semblable à peu près à celui

que connaît le fils légitime, après le décès d'un de ses parents : les règles de la tutelle s'appliquent à la gestion des biens ; pour le reste, on suit les principes de la puissance paternelle.

Tout en ouvrant la tutelle, la Loi de 1907 en supprime ici l'un des organes essentiels : les enfants naturels n'ont pas de Conseil de famille. Les fonctions qui, normalement, lui incombent, sont remplies par le tribunal de première instance. Ce tribunal statue, en Chambre du Conseil, sur toutes les questions relatives à l'organisation ou à la surveillance de la tutelle. On a pensé avec raison que l'intervention de la justice assurerait à l'enfant une protection bien plus sérieuse que celle qu'on pouvait attendre de la réunion d'indifférents, qui, presque toujours, composaient son Conseil de famille.

A part cette différence, la tutelle des enfants naturels fonctionne comme celle des enfants légitimes ; les mêmes règles lui sont applicables, sauf, nous dit la Loi, les articles 394 et 402 à 416. Ces derniers textes concernent la composition et le fonctionnement du Conseil de famille. Leur exclusion se justifie d'elle-même. Quant à l'article 394, si le législateur l'a ici écarté, c'est que la mère est souvent, en fait, la seule personne qui s'intéresse à l'enfant naturel. Lui permettre de se soustraire à ses devoirs et de refuser la tutelle, c'eût été le plus souvent condamner l'enfant à voir ses intérêts régis par une personne indifférente, sinon hostile.

Comme toute tutelle, celle qui nous occupe com-

porte un subrogé-tuteur. La Loi de 1907 (Code Civ., a. 389) prend soin de le marquer ; elle prescrit au père ou à la mère naturels, à qui appartient la tutelle, d'en faire nommer un dans les trois mois de son entrée en fonctions, faute de quoi, ils seront, dit la Loi, privés de la jouissance légale jusqu'au jour où la nomination aura été affectuée. L'article 389 n'impose cette obligation qu'au père ou à la mère tuteur légal ; mais le tuteur testamentaire, désigné par le dernier mourant des père et mère, ou, en cas de reconnaissance unique, par l'auteur de cette reconnaissance, en serait aussi tenu le cas échéant. (Arg. : Code Civ., a. 389, Loi du 2 juillet 1907, § 3, combiné art. 421). Outre la sanction spéciale résultant pour le père ou la mère de la privation de la jouissance légale, le tuteur, qui manquerait à cette obligation, s'exposerait à la déchéance, sous préjudice des indemnités dues au mineur. (Code Civ., a. 421). Conformément au principe de la Loi, le subrogé-tuteur est ici désigné par le tribunal, au lieu de l'être par le Conseil de famille ; le tribunal effectue cette nomination à la requête du tuteur ; en cas d'inaction de celui-ci, il devrait y procéder d'office. Dans tous les cas, il choisit librement.

La Loi de 1907 a assigné à la justice un rôle de protection et de surveillance tout spécial à l'égard des enfants naturels ; les tribunaux sont devenus leurs protecteurs attitrés. Nous venons de voir qu'ils font office de Conseil de famille ; aux termes de l'article 383, ils peuvent aussi, quand l'intérêt de l'enfant l'exige, confier la puissance paternelle à celui des parents qui

n'en est pas investi par la Loi. Ce pouvoir est à peu près discrétionnaire ; le tribunal peut en user, sans avoir même besoin de s'appuyer pour cela sur une incapacité ou une infidélité, comme l'article 444 du Code Civil l'exige pour une destitution du tuteur. L'intérêt de l'enfant, voilà sa seule règle de conduite.

Les tribunaux peuvent ne faire qu'un usage partiel de leur droit ; ils peuvent confier à celui des parents qui n'est pas investi de la puissance paternelle l'un seulement de ses attributs, par exemple, le droit de garde, le droit d'administration. Cela est formellement reconnu par la jurisprudence ¹. Il pourra donc se faire que la tutelle et les autres attributs de la puissance paternelle, exercés normalement par la même personne, se trouvent quelquefois séparés. Comme la jouissance légale constitue une prérogative de la puissance paternelle, et non un attribut de la tutelle, l'on aboutit alors à cette situation singulière d'un usufruitier, qui n'a pas le droit d'administrer, ni même celui de percevoir des revenus qui cependant lui appartiennent. (Trib. Seine, 21 janvier 1911, cité en note).

La Loi du 2 juillet 1907 forme avec celle du 6 avril 1910 et les règles de la tutelle tout le régime des intérêts matériels du mineur ; c'est la même question sous ses divers aspects que ces textes ont résolue. Ils l'ont réglée différemment, parce qu'ils envisageaient des situations différentes. D'ailleurs, à

1. Trib. Seine, 20 déc. 1910. *Gaz. Trib.*, 8 février 1911. — Trib. Seine-21 janvier 1911. *Id.*, 20, 21 février 1911.

part l'existence ou l'absence du Conseil de famille, la tutelle ordinaire et celle des enfants naturels ne sont en somme qu'une seule institution. La tutelle des enfants naturels et l'administration légale sont au contraire tout à fait dissemblables ; leur seul trait commun est, avec l'absence du Conseil de famille, absence motivée d'ailleurs par des causes différentes, le pouvoir de haute tutelle reconnu, dans l'une comme dans l'autre, aux tribunaux d'arrondissement. Double manifestation de la tendance moderne qui nous avons déjà pu relever : celle de confier de plus en plus largement à la justice le soin de veiller aux intérêts du mineur.

VU :

Le Doyen, Président de l'acte public,

E. BINET,

Nancy, le 5 Février 1912.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 5 Février 1912,

Le Recteur de l'Académie de Nancy,

CH. ADAM,

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	I
INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER. — Notions historiques. La Loi du 6 Avril 1910.	9
CHAPITRE II. — Nature et Caractère du Droit d'admini- stration légale.	27
CHAPITRE III. — Étendue d'application de l'adminis- tration légale	35
§ 1. — A quels enfants s'applique l'administration légale ?	36
§ 2. — Quels biens sont soumis à l'administration légale ?	38
§ 3. — Dans quel cas il y a administration légale ?	39
CHAPITRE IV. — Exercice de l'administration légale.	43
§ 1. — Administrateur légal	43
§ 2. — Administrateur nommé par un tiers. . .	51
§ 3. — Administrateur ad hoc	56

CHAPITRE V. — Cessation de l'administration légale.	67
§ 1. — Causes d'extinction absolues.	68
§ 2. — Causes d'extinction relatives.	72
CHAPITRE VI. — Pouvoirs de l'administrateur légal.	85
§ 1. — Actes que le père peut faire seul.	94
I. — Actes d'administration proprement dits . . .	94
II. — Baux	97
III. — Aliénation des meubles corporels.	100
IV. — Aliénation des meubles incorporels au-des- sous de 1.500 francs.	100
V. — Conversion des titres nominatifs en titres au porteur au-dessous de 1.500 francs.	104
VI. — Acquisitions à titre gratuit.	104
A. — Donations	104
B. — Legs	105
VII. — Acceptation ou répudiation des successions.	107
VIII. — Partage	108
IX. — Procès	110
§ 2. — Actes pour lesquels l'autorisation de justice est nécessaire.	113
I. — Aliénation d'immeubles.	113
II. — Constitutions de droits réels	119
III. — Aliénation des meubles incorporels et con- version des titres nominatifs en titres au porteur au-dessus de 1.500 francs.	119
IV. — Emprunt.	120
V. — Transaction.	121
§ 3. — Actes absolument interdits à l'administra- teur légal	124
I. — Aliénations à titre gratuit	124
II. — Compromis	125
§ 4. — Actes que le mineur fait lui-même	126
§ 5. — Pouvoirs de l'administrateur désigné par un tiers ou par le tribunal	127

CHAPITRE VII. — Obligations et Responsabilité de l'administrateur légal. Garanties de son administration.	131
A. — Obligation d'administrer en bon père de famille	131
B. — Mesures de protection générales imitées de la tutelle	132
C. — Impossibilité de prescrire contre l'enfant. .	135
D. — Inventaire	136
E. — Emploi et Conversion	139
1 ^o Emploi	139
2 ^o Conversion	142
F. — Compte	144
CONCLUSION.	153
APPENDICE. — De l'administration des biens des enfants naturels.	159

PARIS-LILLE. — IMPRIMERIE A. TAFFIN-LEFORT.
